

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

---

# LES REPRÉSAILLES

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

*Présentée et soutenue le 12 Mars 1934, à 14 heures*

PAR

**André HAUMANT**

Diplômé de l'Ecole Libre des Sciences Politiques

---

## JURY

*Président :* M. GIDEL, Professeur

*Suffragants :* { M. DE LA PRADELLE, Professeur.  
M. BASDEVANT, Professeur.

---

**Marcel GIARD, Editeur**

16, Rue Soufflot, 16

PARIS (V°)

1934



## LES REPRÉSAILLES



Digitized by the Internet Archive  
in 2026

# LES REPRÉSAILLES

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

*Présentée et soutenue le 12 Mars 1934, à 14 heures*

PAR

**André HAUMANT**

Diplômé de l'Ecole Libre des Sciences Politiques

---

## JURY

*Président :* M. GIDEL, Professeur

*Suffragants* { M. DE LA PRADELLE, Professeur.  
M. BASDEVANT, Professeur.

---

**Marcel GIARD, Editeur**

ÉDITEUR

16, Rue Soufflot, 16

PARIS (V°)

1934

*La Faculté n'entend donner aucune appro-  
bation ni improbation aux opinions émises dans  
les thèses; ces opinions doivent être consi-  
dérées comme propres à leurs auteurs.*



# LES REPRÉSAILLES

---

## INTRODUCTION

---

C'est à dessein que nous n'avons pas, au risque d'utiliser un titre qui tout en étant plus énergique, pourrait paraître moins précis, intitulé cette modeste étude : « Le droit de Représailles ». Car s'il s'agit ici d'une branche indiscutable du Droit International, par conséquent évidemment d'un droit particulier, nous allons voir que, bien que consacré par le temps, la pratique des nations et la continuité de la doctrine, ce droit tire son origine d'un usage généralement admis, mais dans son essence même contraire au Droit lui-même. Ce point nous paraît extrêmement délicat, et bien que l'usage lui-même ait un fondement juridique logique, bien qu'il trouve place dans tous les Manuels Généraux du Droit des Gens, qu'enfin les Représailles aient évolué à travers le temps de la même façon que le Droit international tout entier, partant d'un état d'anarchie et d'inorganisation à peu près absolu pour aboutir à une période de limitation et de réglementation qui, certes, pas plus qu'en ce qui concerne le Droit des Gens n'a atteint sa conclusion définitive (c'est à cette évolution, d'ailleurs, que sera consacrée la plus grande partie de cet ouvrage), il n'en reste pas moins vrai que ce mécanisme même, l'essence des représailles, est en opposition violente avec le Droit, qu'elles ont pourtant et évidemment pour but de faire respecter ou de redresser.

Cette contradiction demeure si évidente qu'un grand nombre d'auteurs, tout en admettant que les représailles ont une place dans le domaine du Droit, les considèrent non comme un droit, mais au contraire comme une dérogation au Droit.

Notre première partie sera donc consacrée à tenter de démêler rapidement les points intéressants de cette discussion intrinsèque en nous appuyant pour cela sur les définitions données, la nature propre des représailles et même les origines du terme, en recherchant quel peut être leur fondement proprement juridique et leurs rapports avec les règles ordinaires du Droit, en envisageant enfin leur place dans le Droit des Gens et leur évolution dans le temps. Du premier coup nous apercevrons la coupure entre l'Ancien Droit et le Droit Moderne. Cette coupure, se plaçant au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle marque la fin théorique d'une ère de liberté presque complète et par conséquent d'abus flagrants. Nous verrons si la pratique en a subi les effets.

Cette démarcation nous servira malgré tout de limite entre nos seconde et troisième parties. Dans chacune d'elles, l'étude des faits comme des doctrines sera notre objet principal.

Enfin, une quatrième partie sera consacrée à l'état actuel du Droit, c'est-à-dire aux représailles considérées dans cet état d'organisation international nouveau que présente la création de la Société des Nations. Là encore nous verrons si la pratique s'accorde avec les principes.

Pour terminer, nous tenterons de tirer une conclusion générale de nos diverses observations, si fragile — hélas — qu'elle doive être dans une période essentiellement instable et, il faut bien le reconnaître, encore transitoire.

---

## PREMIÈRE PARTIE

---

### Chapitre Premier

#### DÉFINITION, ORIGINE, NATURE ET CLASSIFICATIONS

---

Ainsi que nous venons de le dire, tous les juristes internationaux ont étudié la théorie des représailles et, comme celles-ci sont en somme aussi anciennes que les rapports des nations entre elles, on peut concevoir que les définitions qui en ont été données sont nombreuses. Elles sont de plus, vu la complexité du concept, radicalement contradictoires dans leur point de départ.

Certains auteurs ont défini les représailles comme un Droit véritable, d'autres comme une violation d'un Droit, d'autres enfin ont évité la difficulté en se servant d'une formule moins précise.

Parmi ces derniers, nous retiendrons celui dont l'autorité est immense dans l'Ancien Droit : Vattel.

Emmeric de Vattel, qui a publié en 1758 la première édition de son ouvrage « Le Droit des Gens ou Principes de la Loi Naturelle appliqués à la conduite et aux affaires des Nations et des Souverains », consacre un long chapitre à la question et il est sans aucun doute, et comme le fait très justement remarquer M. Yves de la Brière (1), parmi les auteurs an-

---

(1) *Recueil des Cours de la Haye* (Académie de Droit international) T. XXII, 1928. Yves de la BRIÈRE : « L'évolution de la doctrine et de la jurisprudence en matière de représailles, p. 239 et s.

ciens, celui qui a formulé et motivé « avec le plus d'ampleur la théorie des représailles dans l'Ancien Droit ». Il est donc fort intéressant de retenir la définition qu'il nous offre.

Comme nous l'avons dit, ce grand juriste international esquive habilement la difficulté, tout en restant dans une précision suffisante. « Les représailles, nous dit-il (2), sont utilisées de nation à nation pour se faire justice soi-même, quand on ne peut pas l'obtenir autrement ; si une nation s'est emparée de ce qui appartient à une autre, si elle refuse de payer une dette, de réparer une injure ou d'en donner une juste satisfaction, celle-ci peut se saisir de quelque chose appartenant à la première, et l'appliquer à son profit jusqu'à concurrence de ce qui lui est dû, avec dommages et intérêts, ou la tenir en gage jusqu'à ce qu'on lui ait donné une pleine satisfaction ».

Ainsi donc, sans qu'il soit question du Droit, Vattel nous expose dans son intégralité première, dérivant (nous le verrons) de la Loi du Talion, une théorie qu'il ramène à la plus lumineuse simplicité.

Parmi les auteurs modernes, A. Mérignhac (3) reste, lui aussi, dans l'indécision, et ne se résout pas à trancher la question. Pour lui, les représailles seront la « riposte à un acte injuste, à une violation du Droit imputable soit à l'État, soit aux particuliers » et il ajoute que la riposte doit consister, dans la mesure du possible, en actes de même nature que l'acte injuste originaire. Bien qu'il fasse entrevoir l'idée de violation d'un droit, Mérignhac est donc identiquement de l'avis de Vattel. L'hypothèse schématique de celui-ci : le vol, est remplacé par une idée plus générale : l'acte injuste.

---

(2) Tome I, Livre II, Ch. XVIII, § 342.

(3) Traité de Droit international Public, Paris, 1912.

La seule nuance qui sépare les deux définitions tient aux deux périodes différentes où elles ont été données. Pour Vattel, les représailles consistent à se faire justice soi-même. Mérignhac a forcément abandonné cette idée, trop étroite, pour la période évoluée où il a écrit son traité. (Nous verrons d'ailleurs ce qu'il a été, et combien caractéristique, cette évolution).

Voilà donc deux définitions typiques des représailles qui peignent avec netteté leur objet, sans toutefois faire intervenir la question de Droit.

Voyons maintenant quels sont les auteurs qui ont courageusement ou audacieusement défini les Représailles comme un *droit*.

Le plus ancien dont nous ayons à retenir l'autorité et l'importance est Valin, qui traite de la question dans son « Commentaire sur l'Ordonnance de la Marine d'Août 1681 ». Pour cet auteur (4), « Le droit de représailles est celui qu'a tout potentat de se faire justice lui-même, du tort qui lui a été fait par un autre prince, ou par ses sujets et dont il ne lui a pas été donné satisfaction. C'est encore la faculté qu'ont les souverains d'accorder à leurs sujets des lettres (5) pour les autoriser à saisir les biens qu'ils trouveront appartenant aux sujets d'un autre prince, pour l'indemniser du tort qu'ils en auront reçu, et qu'on aura refusé de réparer ».

On remarque que nous retrouvons ici exactement exprimée de la même façon, l'idée, énoncée par Vattel, d'une « auto-justice ». Se faire justice soi-même, voilà quel est le principe originaire des représailles. Mais où Valin va plus

---

(4) « Nouveau Commentaire sur l'ordonnance de la Marine du mois d'Août 1681 » par René-Josué VALIN, avocat et procureur du Roi au siège de l'Amirauté de La Rochelle, 1776. T. II, p. 414 et s.

(5) Cf. la seconde partie de cette étude.

loin que Vattel, c'est lorsqu'il définit les représailles comme un droit. En dehors même du fait de la consécration de cet usage dans des ordonnances royales, il est bien clair que sa nature essentiellement juridique ne fait aucune espèce de doute pour Valin. Sa définition s'appuie d'ailleurs sur celle de Loccenius (6) qu'il cite à la suite de la sienne : « Est jus prae-hendendi ac detinendi bona corpora subditorum, etiam exterorum, in compensationem injuriae et laesionis quae in publicum detrimentum praecipue vergit ».

Parmi les nombreuses définitions modernes, nous pouvons retenir, exprimée également dans le sens d'un droit indiscutable, celle de M. René de Mas-Latrie. Les représailles, nous dit-il (7) consistent en un « droit concédé à un particulier par l'autorité souveraine dont il est le sujet, de reprendre même par la force son bien ou l'équivalent de son bien, sur un étranger ou les concitoyens de cet étranger, lorsqu'il n'a pu obtenir justice par les voies judiciaires du pays de son adversaire ». M. de Mas-Latrie ajoute même qu'il s'agit ici essentiellement d'un droit public, souverain, régalien.

Voilà donc des auteurs fermement décidés à envisager les représailles comme un droit particulier et bien défini.

Nous en arrivons maintenant à ceux qui, au contraire, non seulement se refusent à déclarer expressément l'idée de droit, mais proclament dans des définitions, même courtes, l'opposition radicale des représailles avec le Droit. C'est parmi les modernes, voire nos contemporains, que cette idée a été le plus répandue. Et ceci indique bien que dans un Droit des Gens évolué, combiné, les représailles ont une

---

(6) « De Jure Maritimo, Lib. 3. Cap. 5. n° 2, fol. 258.

(7) René de MAS-LATRIE. « Du Droit de Marque ou Droit de Représailles au moyen âge, Paris, 1886.

place qui fait figure d'anomalie complète, une place paradoxale.

C'est tout d'abord Despagnet (8) pour qui constitue un acte de représailles « Tout acte par lequel un état méconnaît ou viole les droits d'un état étranger ou de ses nationaux pour répondre à une méconnaissance ou à une violation de ses propres droits ou de ceux de ses nationaux ».

C'est ensuite M. Politis (9), pour qui « user de représailles signifie violer le droit d'autrui pour obtenir réparation de la méconnaissance de son propre droit ».

L'éminente autorité de M. Louis Renault nous force également à considérer les représailles comme un « acte contraire au Droit ».

Enfin, M. Yves de la Brière (10) les définit de la façon suivante : ce sont des « actes de violence, dérogeant aux règles ordinaires du Droit des Gens et accomplis en vue de déterminer l'adversaire à réparer, ou du moins à faire cesser désormais les violences injustifiées dont il est responsable ».

Citons encore le jurisconsulte espagnol M. Quintiliano Saldaña, auteur d'un avant-projet de Code pénal international, qui n'hésite pas à condamner les représailles pour la même raison, à les déclarer abolies dans l'organisation juridique qu'il préconise : « Le mal que l'on fait subir à un état ennemi pour s'indemniser d'un dommage qu'il a causé (représaille-indemnité) ou pour se venger d'un acte contraire au Droit qu'il a commis (représaille-vengeance) est aussi un acte contraire à la justice internationale et il est aboli » (11)

---

(8) *Traité de Droit international Public*.

(9) *Revue Générale de Droit international Public* 1924. N. POLITIS : « Les Représailles entre états membres de la Société des Nations ».

(10) *op. cit.*

(11) QUINTILIANO SALDANA : « La justice pénale internationale » (*Recueil des Cours de la Haye*, 1925, p. 226).

Pour tous ces auteurs, par conséquent, l'idée d'une contradiction radicale avec le Droit, ou tout au moins d'une dérogation anormale aux règles habituellement admises, ne fait aucun doute.

Ces quelques exemples recueillis dans le nombre font par conséquent ressortir, en même temps que la diversité des conceptions de principe, l'extrême délicatesse de ce point de départ (dont certains prétendent qu'il est fondé juridiquement sur des bases solides, qui pour d'autres, au contraire, est totalement en opposition avec les disciplines du Droit), d'un système rentrant forcément — et l'on pourrait presque dire naturellement — dans le cadre du Droit international<sup>1</sup>. Nous allons essayer d'en démêler les contradictions. D'ores et déjà les définitions proposées jettent une même lumière sur le fait de représailles pris en soi.

Dans chacune de ces définitions on trouve deux propositions, dont la première est la conséquence de la seconde : l'acte lui-même des représailles, conséquence d'un autre acte, lequel a précédé et motivé le premier. De cet ensemble, il ressort d'autre part que, si certains auteurs notent expressément l'idée de puissance publique (l'Etat, le Prince) comme seul pouvoir susceptible d'autoriser ou de prescrire des représailles, il n'en reste pas moins vrai qu'il s'agit ici des rapports entre les particuliers, rapports régis par l'autorité supérieure, rapports que nous verrons évoluer dans le temps jusqu'à devenir des rapports d'Etats à Etats, mais sans que le mécanisme soit faussé, les Etats agissant soit au nom des particuliers, soit en quelque sorte comme des particuliers eux-mêmes, et ceci dans un monde où la justice internationale n'appartient plus séparément aux membres d'une collectivité, mais bien à la collectivité toute entière.

Enfin certaines définitions, celle de Valin par exemple, font clairement ressortir l'idée que nous aurons l'occasion de développer au cours de cet ouvrage, que les représailles ne sont admissibles, ne sont possibles, qu'à défaut de réparation du tort causé, par les voies ordinaires.

Voilà donc les éléments essentiels des représailles bien déterminés :

- 1° Un acte préalable violant un droit ;
- 2° Impossibilité d'obtenir une réparation normale (dénier de justice) ;
- 3° Autorisation du Prince ;
- 4° L'acte lui-même, acte de réparation (les représailles proprement dites), acte qui pourrait bien être un droit conféré par le pouvoir souverain, mais en même temps et malgré tout exorbitant du Droit.

Avant d'examiner cette nature complexe, remontons aux origines du mot et du fait. Le terme « Représailles » vient du latin « reprehendere », reprendre — Valin (12) fait remarquer toutefois que Loccenius constate déjà une divergence d'opinions en ce qui concerne l'étymologie du terme. Alors que les uns font dériver « représailles » du mot français « reprise » ou du mot « reprendre » (ce qui nous reporte bien à « reprehensio » ou « reprehendere »), d'autres donnent comme origine le motin latin « reprimere », d'autres enfin l'italien « prisa », qui signifie « capture ». Tout ceci revient sensiblement au même. Cependant l'étymologie admise aujourd'hui le plus généralement (reprehendere) est de beaucoup la plus significative et, à notre avis, la plus probable, étant donné que les applications initiales de représailles ont concerné longtemps des cas de vols, uniquement, et pouvaient

---

(12) *op. cit.*

en quelque sorte s'exprimer ainsi d'une façon toute simpliste : tu as pris, je reprends.

Loccenius cite le mot italien « prisa » comme synonyme de capture, mais Valin observe que le terme italien est, d'après le dictionnaire de Trévoux « represaglia ». « Du reste », ajoute Valin, « il ne faut point, ce semble, chercher l'étymologie de ce terme ailleurs que dans ce mot de basse-latinité « represalia » qui, comme l'observe Grotius, a passé dans les langues vulgaires » (et qui dérive alors directement du verbe reprehendere).

Grotius, en effet, (13) cite une Novelle de Justinien, où l'Empereur s'exprime en ces termes : « Inhonestas pignorationes et odibiles super his exactiones, plurimae quidem et aliae leges odio habent, praecipue autem a nobis positae... » (Novell LII princ. et cap. I).

Pour Grotius, le mot « pignoratio » employé par Justinien n'est autre que la traduction du mot grec *Ενχειρισμὸς* qui, dans la basse-latinité, serait devenu « Repressaliae », qui, depuis, aurait passé dans les langues vulgaires, ainsi qu'en témoignent les DECRETALES : « et si pignorationes, quas vulgaris elocutio Repressalias nominat... » (VI — Lig. V — Tit. VIII — De injuriis — cap. Unic.).

Et, toujours d'après Grotius, au lieu de Repressalias, il vaudrait mieux lire, ainsi qu'on trouve dans certains textes « Reprensalias » (ce qui nous rapproche beaucoup plus de reprehendere) et « le mot répond ainsi exactement au Saxon « Withernam ». Mais l'usage l'a emporté pour Repressaliae. Le terme saxon, comme le terme grec, renforcent cette idée de prise de gages contenue dans le pignoratio latin. Grotius

---

(13) De Jure Belli ac pacis, par Hugo CROTIUS. Traduction de J. BARBEYRAC. Tome II, Livre III, Ch. II, § 1, note 8.

s'explique d'ailleurs sur l'expression anglaise autant que saxonne « Withernam » (14), qui dérive de « Wither ou Wider » signifiant « derechef » et de Nam ou Namp, c'est-à-dire « prise ». Cette étymologie fait seule voir que ceux-là se trompent qui, comme fait M. Bohmer (Introd. ad jus publicum universale, p. 3481), prétendent que le Droit de Représailles consiste proprement en ce que le souverain d'un pays refuse de rendre la justice aux sujets d'un autre souverain qui l'a refusée aux siens. C'est là seulement une chose qui a le même fondement que ce que l'on entend par « Représailles » ou qui se réduit quelquefois à la même chose puisque c'est tout un de prendre par exemple quelques effets des marchands étrangers, ou d'empêcher que ceux qui leur doivent quelque chose dans le pays ne le leur paient ».

Enfin, dans le premier traité diplomatique qui fasse mention de représailles, la Trêve conclue à Chartres entre la France et l'Angleterre le 7 mai 1360, veille du jour de la signature de la Paix de Brétigny, on trouve le terme « Reprisalles », ce qui semblerait alors rattacher l'expression actuelle au vieux mot reprise. Il est vrai que quinze années plus tard le mot « représaille » était déjà employé sous sa forme actuelle (Traité de Trêve conclu pour un an entre l'Angleterre et la Castille d'une part, et la France de l'autre, à Bruges, le 27 juin 1375).

Quoiqu'il en soit d'ailleurs de l'origine étymologique du mot, cette origine n'en est pas moins assez définie et assez limitativement indiquée malgré cette diversité apparente. Et, comme le remarquait déjà Loccenius, tout cela revient au même.

---

(14) GROTIUS, op. cit. § 4, note 2.

Tout cela revient au même, c'est-à-dire que malgré les nuances extérieures résidant dans l'expression, le mécanisme initial est évidemment unique. Nous avons vu que toutes les définitions données font remonter à la même source, qui est la « Loi du Talion ».

Cette loi du Talion, trop conforme à la nature humaine pour n'avoir pas, de tous temps, été appliquée, c'est en somme celle que la simplicité populaire a exprimée par « œil pour œil, dent pour dent ». C'est la loi de Moïse dans tout ce qu'elle a d'implacable, loi inscrite dans l'Exode et le Deutéronome et, plus tard, dans le Koran. « C'est, ainsi que le fait remarquer P. Lafargue (15), la justice aveugle qui ne remonte pas aux causes et qui n'a pas égard aux motifs, mais en somme n'atteint que le coupable, tandis que les représailles frappent l'innocent ». Cette simple remarque montre déjà combien les représailles se sont vite différenciées de cette Loi originaire du Talion, devenues plus aveugles encore que celle-ci, puisque frappant au hasard l'innocent, pour châtier en lui le coupable. Nous verrons par la suite ce qu'il en est. Mais, dans une société internationale primitive, c'est la formule « violence pour violence » qui résume la forme de justice usitée, c'est la Loi du Talion.

MM. de Lapradelle et Politis (16), au sujet des théories sur la protection des nationaux à l'Etranger, théories nées directement de celle des Représailles, font valoir très justement le lien entre cette dernière théorie, en une de ses formes pourtant déjà très évoluée, et la loi du Talion. « Quand un individu lésé n'a pas reçu du prince étranger jus-

---

(15) P. LAFARGUE. « Les Représailles en temps de paix », Paris, 1898.

(16) LAPRADELLE et POLITIS : « Recueil des Arbitrages internationaux. Tome premier.

tice, nous disent-ils, la loi du Talion,, qui forme le fond des représailles, exige que d'autres individus, qui doivent en droit interne compter sur la protection de ce même principe, soient mis dans l'impossibilité d'en profiter, de manière que leur plainte revienne au Prince auteur du déni de justice et la force à réparer, en intéressant à cette réparation ceux auxquels il doit non seulement justice, mais encore protection ».

Vattel avait d'ailleurs déjà établi cette origine des représailles, en étudiant la Loi du Talion dans le même chapitre, et quelques paragraphes avant les Représailles. Pour lui (17), cette loi est un moyen pour une nation de se faire justice elle-même, quand elle n'a pu obtenir réparation d'un tort ou d'une injure et qui consiste à faire « souffrir à quelqu'un précisément autant de mal qu'il en a fait », moyen conforme à la plus exacte justice, proposé en règle non seulement aux nations, mais aux divinités même. (Les anciens l'appelaient encore Loi de Rhadamante). Pour Vattel cependant, le droit de punir ne vient pas de ce que le mal en soi est une chose susceptible de punition. Ce droit tire sa force d'un devoir, dont il est tout à fait distinct. Ce devoir est de « travailler à la perfection de nos semblables par nos préceptes; et, s'il le faut, par des punitions paternelles, s'ils nous sont subordonnés, par notre exemple, nos conseils et nos secours seulement s'ils nous sont égaux », et plus loin; « c'est pour satisfaire à ce que nous nous devons à nous-mêmes que nous prenons nos sûretés. C'est pour l'amour de lui et non pour l'amour de nous, que nous devons punir le malheureux criminel ». Cependant, il est certain que celui qui punit, punit parce qu'il s'en trouvera bien, et c'est plutôt dans cette parole

---

(17) op. cit. § 339.

de Sénèque, que dans la théorie un peu poussée de Vattel lui-même, que nous trouverons la vraie raison d'être de la Loi du Talion : « Nam, ut Plato ait, nemo prudens punit quia peccatum est, sed ne peccetur » (Sénèque — De ira). Voilà l'idée de justice préventive née, telle est l'origine des moyens de coercitions si souvent et si diversement employés dans l'histoire des peuples.

En tout cas il est bien évident que, si une nation a le droit de punir, elle n'aura pas celui de punir au delà de ce qui est nécessaire à sa propre sûreté. Le Talion sera plus injuste encore entre les nations qu'entre les particuliers, parce qu'il frappera des innocents. « De quel droit ferez-vous couper le nez et les oreilles à l'ambassadeur d'un barbare qui aura traité le vôtre de cette manière ? ».

Voilà donc l'idée d'injustice née dès l'origine. Déjà cette loi du Talion contredit le Droit le plus élémentaire, comme les représailles seront toujours en opposition avec le Droit en évolution. Mais il y a une vérité juste dans le Talion : c'est la juste proportion entre la peine et le mal. Cette idée dominera sans cesse la théorie des représailles. Et chaque fois que les usages ou les doctrinaires aboutiront à une réglementation quelconque des représailles, cette idée de juste proportion sera sauvegardée et inscrite en tête même du principe, jusqu'à en devenir un élément primordial. Nous verrons que la pratique est loin, dans ce domaine, de la théorie !

Mais, ce n'est pas par des définitions, même les plus précises, non plus que par des recherches étymologiques ou un essai d'explication des origines, que nous parviendrions à différencier suffisamment les représailles de plusieurs autres procédés, usages ou droits, basés souvent sur les mêmes

principes, remontant parfois aux mêmes sources et utilisés souvent les uns pour les autres par les nations. Ces cas, souvent voisins des représailles, en sont cependant tous différents, et c'est ce qu'il convient de souligner avant de clore ce premier chapitre.

Et avant tout il convient de les différencier de la guerre. Nous avons vu, d'après les définitions données, que les représailles consistent en des mesures de contrainte, des voies de fait, ou des actes de violence. Nous verrons par la suite que souvent les nations les ont utilisées comme une guerre plus commode et plus sûrement efficace. Evidemment cet état de représailles pourrait se confondre avec l'état de guerre auquel il ne manque pas de ressembler étrangement au point que le Grand Pensionnaire de Witt pouvait déjà dire : « Je ne vois pas qu'il y ait de différence entre des représailles générales et une guerre ouverte » (18). Nous verrons en effet qu'il peut y avoir des représailles générales ou spéciales. D'ores et déjà il est facile de penser qu'au cas de représailles générales, tous les moyens de coercition seront mis en œuvre, c'est-à-dire que rien ne différenciera en fait cet état de l'état de guerre. Dès lors il apparaît que lorsqu'une nation usera de représailles parce que ce moyen est « plus doux que la guerre », il ne faut pas que ce soient des représailles générales.

D'autre part, ainsi que le fait encore remarquer Vattel (19), l'état de représailles peut présenter par rapport à l'état de guerre cette singularité assez paradoxale : si un souverain qui n'a pu obtenir justice décrète contre son adversaire l'état de représailles et commence de prendre des

---

(18) Cité par VATTEL. Op. cit. *ibid.* § 345, en note.

(19) VATTEL. op. cit. *ibid.*, § 354.

mesures consécutives à cette décision, « vous entendrez certaines gens crier au brigandage ! », alors que si ce même souverain eut déclaré la guerre, personne n'eut dit mot. N'est-il pas évident, cependant, qu'un souverain soucieux de maintenir ou de faire valoir les droits de son Etat doit choisir, dans un tel but, le moyen le plus doux ? Remarquons simplement que les représailles sont souvent le prélude de la guerre. Vattel admettait cependant un cas où la guerre, précédée d'une déclaration loyale, était préférable aux représailles, était même souhaitable, alors que les représailles étaient condamnables; c'est le cas où il s'agit, non de punir une voie de fait ou un tort causé, mais de faire valoir un droit contesté. Là évidemment, les actes d'hostilités seraient identiques en eux-mêmes, mais « contraires à la foi publique » s'ils n'étaient précédés d'une déclaration de guerre.

Tout cela montre qu'il n'y a, entre les représailles générales et la guerre, aucune autre différence que celle d'une déclaration préliminaire. Ce qui fait dire à de Martens, après le Grand Pensionnaire, « Décerner des représailles générales et les exécuter, c'est passer de l'état de paix à celui de guerre » (20).

MM. de Lapradelle et Politis, étudiant au sujet de l'affaire du Mexique, la sentence arbitrale de la Reine Victoria (21), en tirent ces conclusions, notamment en ce qui concerne les saisies, que longtemps l'exercice des représailles a comporté comme la guerre le droit de confisquer tous les biens publics et privés de l'adversaire. La théorie de la saisissabilité de la propriété ennemie est issue de la théorie des

---

(20) DE MARTENS : *Précis du Droit des Gens Moderne de l'Europe* (Ed. Vergé, T. II. p. 200).

(21) *op. cit.*

représailles. Mais c'est vers le XVIII<sup>e</sup> siècle que les représailles se séparent, quant à leurs effets, de la guerre et commencent à suivre des règles particulières. La guerre a des effets définitifs : celui qui saisit devient propriétaire. Les représailles n'ont que des effets provisoires : l'on ne peut que séquestrer la propriété ennemie, et confisquer seulement si le but poursuivi n'est pas atteint (la réparation demandée) et cela jusqu'à concurrence de l'indemnité demandée. Cette différenciation ne s'est faite que graduellement. Vattel notait encore qu'une rétention provisoire, jusqu'à satisfaction, était « plutôt arrêt ou saisie que représailles ». Au début du XIX<sup>e</sup> siècle ou abandonna l'idée de confiscation immédiate, sans toutefois affirmer déjà les effets purement provisoires des représailles. Lors de l'embargo mis sur les propriétés hollandaises dans les ports anglais en 1803 Sir W. Scott estimait que la saisie avait un caractère équivoque, ni provisoire, ni définitif, ni pacifique, ni hostile, subordonné entièrement à l'issue du différend. Aujourd'hui la solution moderne qui attache un caractère nettement provisoire à la saisie effectuée par représailles n'empêche pas encore que la confusion soit possible avec la guerre, à deux points de vue :

1<sup>o</sup> En ce qui concerne le sort de la propriété publique, qui dans la guerre maritime peut être confisquée sans aucun contrôle judiciaire. Dans les représailles, alors que la propriété privée ne peut être que séquestrée, la propriété publique peut être confisquée. L'état qui ne ferait que la séquestrer, ferait une concession benévole.

Les mêmes auteurs citent à cet égard des exemples frappants, pris dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, de confiscations de propriété publique ennemie (navires de guerre)

exécutées par représailles, notamment lors de la capture de la flotte portugaise par l'Amiral Roussin en 1831, ou des affaires franco-argentine de 1838 et 1845, et anglo-argentine de 1848. Il est vrai que les navires ainsi capturés (en 1838 et 1845) avaient été restitués après coup, mais en vertu des clauses formelles de traités, spécifiant que l'auteur des représailles renonçait à la propriété desdits vaisseaux. En 1831 et en 1848, les navires ne furent pas restitués.

2° Un second point de confusion demeure malgré tout entre la guerre et les représailles, du fait que leur champ d'action est mal délimité. C'est déjà ce que remarquait le Grand Pensionnaire de Witt. MM. de Lapradelle et Politis se sont efforcés de chercher un critérium permettant de faire la distinction. Faut-il voir ce critérium dans l'intention de l'agresseur, manifestée par une déclaration de guerre ? La chose est bien délicate, car souvent les représailles ont dégénéré en guerre.

C'est ainsi que du blocus pacifique, simple acte de représailles caractérisé par des effets purement provisoires, de simples sequestres (blocus de la Grèce en 1827 par la France, l'Angleterre et la Russie, blocus du Tage par la France et l'Angleterre, blocus de Veracruz en 1838), on peut passer sans aucune transition au blocus de guerre, comme ce fut le cas pour le blocus de Buenos-Ayres en 1838, pacifique au début, et qui devint blocus de guerre lorsque, pour répondre à un acte hostile du Président Rosas, la France établit une commission des prises à Montevideo, inaugurant ainsi un système de confiscations. Au début de ce blocus, pourtant, Guizot pouvait affirmer : « Ce n'est pas la guerre complète, la guerre déclarée ». Ce fut cependant bientôt la guerre, sans déclaration. D'autre part, les théories anglaises ne permet-

tent pas de distinguer, grâce à une déclaration préalable, la guerre des représailles. En 1842 au Nicaragua, en 1845 à Buenos-Ayres, la Grande-Bretagne opérait des confiscations sans avoir déclaré la guerre. Ce critérium proposé est donc extrêmement fragile et la distinction reste des plus délicates. En 1846, Palmerston dut reconnaître que le blocus est un droit du belligérant et qu'on n'a le droit d'en user qu'au cours d'une guerre. De même en 1902, lors de l'action concertée anglo-germano-italienne contre le Venezuela, Balfour déclarait aux Communes qu'en réalité l'état de guerre existait en fait entre l'Angleterre et le Venezuela et qu'il était évident que le blocus impliquait une situation de guerre ( « evidently a blockade does involve a state of war » (22). Le gouvernement allemand affirmait en même temps au Sous-Secrétaire d'Etat américain que la guerre existait en fait comme si elle avait été déclarée « en bonne et due forme ».

Il n'y a pas de doute, l'état de représailles générales est un état de guerre ; une guerre bien commode parce qu'elle dispense, comme le fait justement remarquer M. Politis (23) de toute autorisation préalable des Parlements, comme de l'observation des lois de la neutralité. On en voit le danger. M. Alberto Guani (24) l'a bien exprimé : « . . . ce qu'on a voulu appeler « l'Etat de Représailles » par le fait même que cet état est indéfini et indéterminé d'après les principes du Droit des Gens, est en soi un état qui est réellement condamnable parce qu'on peut, par lui, violer plus facilement les prescriptions de conventions internationales relatives aux

---

(22) Cité par Alberto GUANI : « Les mesures de coercition entre membres de la S. D. N. envisagées spécialement au point de vue américain ». *Rev. Générale de Droit International Public*, 1924.

(23) POLITIS : « Les représailles entre états membres de la S. D. N. » *Revue Générale de Droit International Public*, 1924.

(24) op. cit.

principes de la guerre et passer outre aux limitations que l'organisation constitutionnelle de chaque peuple oppose aux facultés des gouvernements de déclarer la guerre ».

Les représailles se confondraient donc entièrement avec la guerre, et seraient même une guerre plus dangereuse encore ! Tous les auteurs modernes en sont arrivés à cette conclusion (nous verrons, dans la quatrième partie de cet ouvrage, l'apport que les travaux de la Société des Nations ont pu ajouter à toutes ces remarques), qu'il est impossible de différencier les représailles générales de la guerre. Ainsi, Nys (25) : « ... si le droit international admet encore des actes de représailles, il connaît, non un état de représailles, mais seulement un état de paix et un état de guerre. Un juriste ne conçoit pas l'état de quasi-guerre, le « quasi-war » imaginé par des auteurs américains ».

De même, MM. Despagnet et de Boeck (26) : « Il y a vraiment guerre commencée par l'Etat qui prétend n'exercer que des représailles, seulement c'est une guerre qui se termine aussitôt, faute de résistance de la part de l'adversaire incapable de lutter. Il semble peu raisonnable de faire dépendre l'état de guerre de cette circonstance purement contingente que le pays attaqué par de véritables actes d'hostilité se défend plus ou moins ; ce qui caractérise la guerre, c'est l'emploi de la force pour soutenir ses prétentions. Du reste, qui jugera le degré de résistance de la part du pays attaqué, à partir duquel on pourra dire que les représailles cessent et que la guerre commence ? »

Et l'on peut évidemment penser avec M. Politis que dès

---

(25) E. NYS. « *Le Droit International* », p. 587.

(26) DESPAGNET et DE BOECK : *Cours de Droit International Public* », Paris, 1910, p. 782.

lors qu'il y a intervention de force armée, il y a rupture de l'équilibre appelé paix. Si l'état visé ou attaqué est assez fort pour résister on assiste à une guerre non précédée de déclaration, ce qui confirme la fragilité du critérium proposé : l'intention manifestée dans la déclaration de guerre (27).

Donc, si les représailles spéciales peuvent facilement être différenciées, il est à peu près impossible de distinguer les représailles générales de la guerre. Cependant que la pratique a continué, en fait, de les distinguer (affaire de Mytilène en 1901, du Venezuela en 1902, bombardement de Vera-Cruz par les Etats-Unis en 1914), le Droit International, dans son évolution constante « après avoir longtemps confondu les représailles avec la guerre, les a distinguées, pour tendre de nouveau à les réunir ». (28).

S'il est, par conséquent, extrêmement difficile de faire la démarcation entre les représailles et la guerre, il est d'autres distinctions, plus faciles à faire, et nécessaires, car il faut se garder de confondre avec les représailles d'autres moyens de coercition souvent employés et qui présentent des caractères différents.

Telles sont par exemple les mesures de rétorsion. M. Pasquale Fiore (29) définit la rétorsion comme « certaines voies de fait exercées par un état qui subit une violation d'un droit ou un dommage de la part d'un autre état dans le but de contraindre cet état de ne plus porter atteinte aux droits ou aux intérêts du pays ou de ses concitoyens », et trouve

---

(27) M. POLITIS fait remarquer que le seul cas où ce critérium de l'expression de l'intention de l'agresseur contenue dans une déclaration de guerre, peut revêtir toute sa valeur, est celui où l'agresseur aurait souscrit à la convention de La Haye du 18 octobre 1907.

(28) POLITIS, op. cit.

(29) « Le Droit international codifié et sa Sanction juridique » traduit de l'Italien par Ch. ANTOINE, Paris, Pedone, 1911.

la base de cette définition dans le principe du Prêteur Octavius inséré dans l'Edit Perpétuel : « Quod quisque juris in alterum statuerit et ipse eodem jure utatur ».

On trouve ici, comme dans les représailles, cette même réciprocité d'actes, mais s'il s'agit ici d'une réplique à certaines rigueurs par d'autres rigueurs analogues, ces rigueurs peuvent parfaitement demeurer dans les limites du Droit des Gens. M. Yves de la Brière (30) cite comme exemple de rétorsion en temps de paix : un tarif douanier sévère appliqué par un état vis-à-vis d'un autre en réponse au même fait inverse ; en temps de guerre : un bombardement d'un nœud de communication, répondant à un tir intensif effectué pendant une période d'accalmie. Vattel disait déjà qu'il n'y avait « rien là que de juste et de conforme à la saine politique ». Il cite en exemple l'application par le Roi de Pologne, électeur de Saxe, du Droit d'Aubaine, seulement contre les sujets des Princes qui y assujettissent les Saxons. Vattel d'ailleurs prévoyait déjà les rétorsions douanières, si souvent utilisées dans la suite, et faussement appelées d'ailleurs représailles douanières (31). « Cette rétorsion de droit, dit-il, peut avoir lieu encore à l'égard de certains règlements dont on n'est point en droit de se plaindre, que l'on est même obligé d'approuver, mais contre l'effet desquels il convient de se garder en les imitant ».

On voit donc que les mesures de rétorsion n'impliquent pas, comme les représailles, la violation préalable d'un droit mais, beaucoup moins accentuées que celles-ci, sont seulement des mesures de rigueur.

---

(30) *op. cit.*

(31) En 1933 par exemple, la France ayant élevé ses tarifs d'entrée des vins de Porto, le Portugal répliqua par une mesure identique appliquée à ses frontières aux vins français.

Il faut encore se garder de confondre les représailles avec l'Etat de Siège ou la Loi Martiale, et les rigueurs qui en découlent. Ce ne sont pas là en effet des dérogations au droit de la guerre.

De même nous devons distinguer des représailles les réparations ou les sanctions qu'un belligérant peut utiliser contre un adversaire déloyal, surtout sous forme de menace. M. Yves de la Brière fait remarquer qu'il y a ici, avec les représailles, un caractère commun, la mise en demeure adressée à l'ennemi pour faire cesser un abus, mais deux différences fondamentales, qui consistent en ce que les représailles sont des violences immédiates, et non pas conditionnelles, et en ce qu'elles sont des violences anormales, tandis que la menace de réparations ou de sanctions est correcte et légitime.

De même nous ne devons pas plus confondre les représailles avec la légitime défense. Celle-ci implique toujours la possibilité de se prémunir contre un acte injuste. Elle se rapproche des représailles justement du fait que le recours à la force est légitimé par cet acte injuste préexistant, par une violation préalable du Droit international, mais elle s'en éloigne par sa méthode et par son objet.

La légitime défense, en effet, implique une réaction, une résistance immédiates, tandis que les représailles forment une contrainte pour forcer un Etat à abandonner certaines pratiques ou à accorder des satisfactions demandées. Par ailleurs, les représailles devront être toujours proportionnées à la gravité de l'infraction. « Il ne faudrait pas y voir avec certains auteurs, dit M. Charles de Visscher (32), une appli-

---

(32) Ch. de VISSCHER : « La responsabilité des Etats » (Biblioteca Visseriana), p. 103 et suiv.

cation de ce prétendu droit absolu de conservation qui permettrait à un état, pour sauvegarder ses intérêts propres, de s'affranchir de toutes les prescriptions du Droit. » Enfin, les représailles ne peuvent être employées, dans le cas de force armée, que lorsqu'il y aura eu, pour l'Etat qui les emploie, impossibilité d'obtenir satisfaction par une procédure pacifique.

Enfin M. de Visscher fait encore la distinction d'avec l'état de nécessité. Nous verrons plus loin comment cet état de nécessité est peut être au contraire un des éléments du fondement juridique de la théorie des représailles. Pour M. de Visscher, il envisage cet état de nécessité (*Nostland*) comme le *jus necessitatis* : *Primum vivere*, en dehors même de tout élément injuste : « Un état peut-il, pour sauvegarder ses intérêts vitaux ou essentiels, sacrifier les droits des autres états ? » C'est là une théorie très subversive, évidemment différente de celle des représailles. Elle est la négation même du Droit, ainsi que le remarque M. de Visscher. Elle est invoquée surtout en temps de guerre (*Kriegsräson*) pour justifier des actes contraires aux lois de la guerre et aux droits des neutres : « *Omnia licere quæ necessaria sunt ad finem belli* ».

Enfin certains auteurs ont voulu différencier les représailles des moyens de coercition comme le blocus pacifique ou l'embargo (saisie des navires étrangers dans les ports). Ce sont plutôt là, au contraire, la pratique l'a montré, et nous le verrons dans la suite, des formes de représailles.

Il nous reste maintenant à examiner rapidement quelles sont les différentes sortes de représailles.

Nous avons vu que l'on peut parler de représailles générales et de représailles spéciales et que, pratiquement, les

premières se confondent avec la guerre. La différence entre ces deux catégories de représailles ne consiste pas dans les personnes contre qui elles sont dirigées, mais bien dans les personnes à qui il est accordé d'en user. Ces personnes-là sont justement celles qui auront été lésées préalablement, ce qui permet à MM. de Lapradelle et Politis de dire (33) que « si la faute est envers l'état étranger, les représailles sont générales : c'est la guerre, ou tout au moins la préface de la guerre. Si la faute est envers les particuliers, les représailles sont spéciales ».

Les représailles spéciales, nous le verrons, sont rapidement tombées en désuétude. Dès la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, elles disparaissent et l'on n'en cite que trois cas, en France, postérieurement à l'ordonnance de 1681 (34). Les dernières furent accordées par Louis XVI.

Quant aux représailles générales, elles ont été abolies avec la Course Maritime, comme nous le verrons également, et même un peu avant, puisqu'elles se trouvent condamnées « expressis verbis », dans la Déclaration Britannique du 29 mars 1854 (35).

Nous verrons d'ailleurs plus loin ce qu'il faut penser de cette « disparition » de principe.

Parmi les nombreuses autres classifications des représailles (nous avons mentionné plus haut celle de M. Saldaña, en représailles-indemnité, et représailles-vengeance), la principale est celle qui les divise en représailles positives et représailles négatives. Cette division a été faite notamment par Klüber, Phillimore, Wheaton, Fauchille.

---

(33) op. cit.

(34) CHARDON : *Code des Prises*, I, p. 25, cité par MM. DE LAPRADELLE et POLITIS, op. cit.

(35) Perels : *Seerechts*, 2<sup>e</sup> éd., p. 150.

Pour ce dernier (36), les représailles négatives ont lieu quand un Etat refuse d'accomplir une obligation par lui contractée de laisser un autre Etat jouir d'un droit lui appartenant. Elles sont basées en somme sur le refus d'exécuter un engagement ou sur un obstacle apporté par un Etat à l'exercice des droits de l'autre.

Au contraire, les représailles positives proviendront d'actes formels causant un préjudice à l'étranger, au mépris de ses droits. Elles consisteront en somme pour un Etat à s'emparer de personnes ou de choses appartenant à un autre Etat, dans le but d'obtenir satisfaction d'une offense ou réparation d'une lésion. Fauchille fait remarquer d'ailleurs que pour certains auteurs comme Grotius, Vattel, Wolf, Heffter, il s'agit là plutôt de mesures de rétorsion.

Ainsi, nous croyons avoir défini en quoi consistent les représailles, avoir décrit leur nature propre et recherché leur origine. Nous avons vu déjà dans quel domaine délicat et difficilement délimité nous pénétrons, et avant d'en étudier l'évolution, il convient d'en examiner à un point de vue juridique le concept, d'en rechercher le fondement et la place dans le Droit international. Ce sera l'objet de notre second chapitre.

---

(36) Paul FAUCHILLE : *Traité de Droit International Public*, I, 3<sup>e</sup> partie : Paix, p. 689.

## Chapitre II

### LE FONDEMENT JURIDIQUE DES REPRÉSAILLES

---

Nous venons de voir combien il est difficile de considérer la théorie des représailles vis-à-vis de l'ensemble du Droit International. La diversité des conceptions proposées de tous temps a été le signe d'une extrême incertitude due à l'anomalie évidente qui est le caractère principal d'un usage, d'une pratique malgré tout entrée comme une partie intégrante de ce monument sans cesse en construction : le Droit International.

En effet, alors que des auteurs affirment plus ou moins expressément que les représailles constituent un droit, d'autres ne craignent pas de dire qu'elles sont contraires au Droit, étant évident qu'il s'agit ici du Droit positif, écrit, contractuel.

Le problème de la compatibilité ou de l'incompatibilité des représailles avec le Droit se pose donc brutalement. Il s'agit en somme de savoir si les représailles ont vraiment une place, une juste place, dans la morale supérieure et dans le Droit des Gens. Car, bien que des affirmations catégoriques puissent, de façon assez probante, entraîner notre adhésion à cette idée d'une contradiction évidente avec le Droit, il faut remarquer qu'il existe en dehors des textes et pour ainsi dire au-dessus d'eux, des principes supérieurs qui en commandent l'interprétation. Si ces principes sont

observés strictement, il peut sembler qu'en certains cas les représailles sont légitimées ; il sera possible de les considérer alors comme un droit.

Cherchons donc cette place, à la fois dans l'ensemble des règles écrites comme dans celui des disciplines morales supérieures qui commandent les rapports des nations entre elles.

En effet, les représailles peuvent nous apparaître, dans le Droit International comme une sanction, de même que la guerre, par exemple, ou tout autre mode de contrainte pacifique. Or l'absence, le défaut de sanction a été souvent mis en avant comme un argument contre le Droit des Gens. On pourrait alors se demander, avec Nys (1), si ce n'est pas là « confondre l'essence du Droit avec la garantie ». James Bryce (2) s'interrogeait sur le point de savoir s'il fallait « baser l'obéissance au Droit sur la crainte ou sur la cupidité et donner, en fin de compte, raison à Thrasymaque, le Sophiste qui, dans la « République » de Platon, dit que la justice n'est pas l'avantage du fort ». (James Bryce: *Studies in history and jurisprudence*, T. II, p. 44). La vérité paraît être qu'il existe une discipline du Droit purement psychologique, en dehors de l'établissement de toute règle positive. C'est en somme la crainte de la peine qui est à la base de toute sanction contraignante. M. Léon Duguit fait, à cet égard, un lumineux rapprochement entre le Droit International et la Loi Pénale: « La règle de Droit », dit-il (3), « existe non seulement avant que la contrainte destinée à la sanctionner soit organisée, mais avant même que l'homme en ait conscience... Il existe un grand nombre de règles étatiques, c'est-à-dire

---

(1) NYS : *Droit international*, Vol. I.

(2) Cité par NYS, op. cit.

(3) LÉON DUGUIT : p. 114-119.

consacrées au moins implicitement par la loi positive, qui n'ont en réalité qu'une sanction par voie de contrainte simplement psychologique ». Enfin, si l'on en croit Rivier (4), la coutume et les traités ne seraient que des sources secondaires du Droit des Gens, la source primaire en étant ce qu'il appelle la « conscience juridique commune », conscience faite elle-même de deux éléments : la raison et la nécessité. Nous allons voir combien l'idée de nécessité est justement importante en ce qui concerne la théorie des représailles. D'ores et déjà il apparaît que cette conception psychologique de règle de Droit, crainte, ou conscience commune, suivant l'aspect envisagé, est peut être bien le domaine où les représailles trouvent le fondement juridique dont nous recherchons l'existence réelle.

En outre, ne convient-il pas également d'envisager ce que l'on a justement appelé les droits fondamentaux des états ? Ne serait-ce pas, dans la sauvegarde nécessaire de ces droits fondamentaux que les représailles auraient un fondement plus solide ? M. Gilbert Gidel (5) cite ces droits fondamentaux, opposés généralement aux droits subjectifs des états, et qui sont au nombre de cinq : conservation, indépendance, égalité, respect, commerce international, et fait remarquer avec Rivier (6) que « tout acte qui viole un droit essentiel est une infraction au Droit des Gens, un crime ou délit international », et que « l'état lésé a le droit de demander réparation et satisfaction et de contraindre l'état coupable ou responsable à la lui donner ». Il est certain qu'ainsi la

---

(4) RIVIER, *Principes du Droit des Gens*, T. I, p. 28.

(5) Gilbert GIDEL : « Droits et Devoirs des Nations. La théorie classique des droits fondamentaux des états ». *Recueil des Cours de La Haye*, 1925, T. V, p. 537 et suiv.

(6) RIVIER, *op. cit.*, I, p. 257, cité par M. GIDEL.

porte est largement ouverte à ce mode de contrainte que sont les représailles, trop largement même. « Cette portée, ajoute M. Gidel — que très logiquement les autres traditionnels donnent aux droits fondamentaux — ne laisse pas que d'être grave pour la paix internationale. Le professeur Philipp Marshall Brown, cherchant à faire un classement des différends internationaux, a judicieusement observé que les « droits fondamentaux » sont une source particulièrement riche de conflits » (7).

On voit donc que, de ces différents points de vue, il est possible d'attribuer aux représailles une place dans le Droit des Gens. Mais, même légitimées, outre qu'elles demeurent, en elles-mêmes, un moyen extrêmement et diversement dangereux, il faut se demander si, dès lors qu'elles sont ordonnées ou décidées, dès lors qu'elles existent (et à supposer que cette naissance se place dans le cadre du Droit international) elles ne demeurent pas, malgré tout, en contradiction flagrante avec le Droit. En effet, l'élément essentiel en est la violation d'un droit. On dira que cette violation n'est qu'une réplique, qu'une riposte, à une violation préexistante du Droit. Mais cela ne change rien. D'autre part, le mécanisme même des représailles, qui est la substitution d'un débiteur fictif au débiteur réel, du fait qu'il reporte sur des innocents la sanction méritée par les coupables, apparaît comme absolument anti-juridique.

En examinant successivement ces deux points, nous allons essayer de rechercher une explication qui permette de conserver dans le cadre du droit non plus le principe lui-même, mais le fait des représailles.

---

(7) Philipp MARSHALL BROWN : « Conciliation internationale », p. 20 et 21.

Tout d'abord, c'est cette dérogation volontaire et même intentionnelle aux règles ordinaires du Droit des Gens qu'il convient d'expliquer. « C'est précisément », dit M. Yves de la Brière, « parce que de tels actes sont illicites et interdits d'après les règles habituelles et normales de la guerre ou de la paix, que l'on est obligé de rechercher si de pareils actes peuvent devenir jamais légitimes et peuvent jamais s'accorder avec les principes de la morale sociale et du Droit Public » (8).

La plus simple et la plus claire explication, c'est qu'il y a eu une dérogation première au Droit public, dont l'adversaire doit supporter la responsabilité. La Loi du Talion, origine à n'en pas douter, des représailles, autoriserait alors une seconde dérogation, en faveur de la victime. Le point intéressant devient donc la question de la responsabilité de la partie coupable de violences ou d'injustice. Responsabilité aggravée du fait que cette partie coupable refuse ou néglige de réparer le tort qu'elle cause, ou de mettre un terme à ses agissements injustes. C'est alors que la partie lésée se trouverait autorisée à déroger exceptionnellement aux règles juridiques habituelles. « Accomplir sciemment pareille dérogation voulue et anormale aux règles ordinaires du Droit des Gens dans le but de contraindre l'adversaire à rentrer lui-même dans l'observation du Droit ou à donner les satisfactions nécessaires, voilà quel est le concept distinctif et caractéristique des représailles » (9). Il y a par conséquent à la base de la théorie des représailles, à n'en pas douter, une question primordiale qui est celle de la responsabilité internationale, ce qui a permis à MM. de Lapradelle et Politis (10)

---

(8) Yves DE LA BRIÈRE, *op. cit.*

(9) Yves DE LA BRIÈRE, *ibid.*

(10) *op. cit.*

de dire que « Toute la théorie ancienne de la responsabilité des états se trouve dans le vieux droit de représaille », que « Qui dit responsabilité dit faute, qui dit faute dit représailles ». C'est donc qu'une faute autorise une autre faute ! Pour oser, malgré tout, faire d'un principe aussi peu en accord avec les règles du droit, le point de départ d'une théorie juridique, il est nécessaire, hâtons-nous de le dire, d'introduire un élément second qui expliquât ou tout au moins autorisât, non pas la réparation ou la punition d'une faute (ce qui n'a rien que de juste), mais la réparation ou la punition d'une faute par une autre faute, qui, en résumé, n'atténuant en rien l'entière responsabilité de la partie coupable initialement, fit disparaître celle de la victime laquelle, à son tour, se trouve contrevenir aux règles de justice. Pratiquement, nous verrons que cette atténuation réside dans l'application de ce que l'on a appelé le principe de limitation, c'est-à-dire une sorte de réglementation pratique des représailles. Juridiquement, nous la trouverons dans cette idée de nécessité dont il a déjà été question, dans le « *Primum vivere* » essence même de l'existence de toute personne réelle, morale ou juridique.

Nous verrons à la fin de ce chapitre que cette idée de nécessité s'est fait jour complètement, justement à la faveur de cette limitation de plus en plus stricte des représailles, dont elle est la cause, et qui, dans le droit évolué, est devenue caractéristique. Cette limitation réside notamment dans l'épuisement préalable de tous les moyens pacifiques possibles de réparation du tort injustement causé. A la base de ce tort nous avons vu déjà par les définitions du début de cet ouvrage que doit se trouver un déni de justice de la part du coupable. L'application de cette idée de déni de justice, dès l'origine,

a fait que les représailles n'étaient autorisées que pour une « cause juste ». La cause juste (de même que l'on disait la guerre juste) a engendré l'idée de nécessité. Et ce caractère de nécessité, seul, est capable de justifier l'emploi de la force. Ce principe a été depuis longtemps affirmé. Il existe expressément dans le « Guidon de la Mer » et tous les publicistes ou juristes l'ont proclamé : Blüntschli, Bynkershoek, Grotius, Jenkins, F. de Martens, Vattel, Travers-Twiss, Fauchille, et nombre d'autres auteurs.

Nous avons vu que Nys fait de cette nécessité, avec la raison, l'un des éléments de la « conscience juridique ». Ce même auteur rappelle que Rivier citait à cet égard la Maxime de Modestin « omne jus aut necessitas facit, aut consensus constituit, aut firmavit consuetudo » : Tout droit est créé par la nécessité, établi par le consentement ou confirmé par la coutume (11). Voilà donc une origine exactement juridique, à condition que l'on s'entende sur cette nécessité, apparaissant ici comme une obligation dictée par les événements, dérivant de l'organisation établie et à laquelle on doit se soumettre, sans qu'il soit possible d'échapper à son empire. Comme Nys, nous nous garderons de la confondre avec la « necessitas » de Sénèque l'Orateur qui n'a d'autre but que la protection des faibles, pas plus qu'avec la « Magna et satis necessaria causa » d'Ulpien, la nécessité pressante, ou — encore qu'il n'y ait là qu'une nuance — avec cette « extrême nécessité » dont on parle même aujourd'hui au sujet du droit de guerre et que l'on considérait au XVIII<sup>e</sup> siècle comme

---

(11) Le jurisconsulte allemand Mathias STEPHANI dans sa « *Methodica tractatio de arte juris* » (1615), faisait la distinction entre le « *jus gentium rationis* » (droit conforme à la raison) et le « *jus ratiocinationis* » (droit de raisonnement, ayant en vue l'utilité et la nécessité).

susceptible d'engendrer des privilèges et de permettre l'assouvissement de toutes les convoitises, nécessité critiquée par Jean-François Buddeus, professeur à Halle (12) et complètement réfutée par Ferdinand Galiani (13).

Ainsi dégagée cette idée de nécessité, l'application des représailles apparaît tout de même comme fondée dans le Droit des Gens. Mais que dire de l'acte lui-même des représailles ?

Nous avons vu que cet acte consiste pour un Etat, lorsque le droit de ses ressortissants a été violé, à en demander réparation à l'autre Etat, fut-ce en punissant des ressortissants de ce dernier Etat demeurés tout à fait étrangers à la faute initiale. C'est-à-dire que l'on en arrive à cette conclusion paradoxale que le Droit permettrait que, pour se venger des coupables, l'on frappât des innocents !

Rien de moins juridique, rien de moins raisonnable, à première vue tout au moins. Où trouverons-nous cette fois la justification d'un semblable procédé ? Autrement dit, comment a-t-on pu aller jusqu'à changer en un droit une pratique consistant à faire supporter à un individu les conséquences d'une dette qu'il n'a pas contractée, d'un acte injuste dont il n'est ni l'auteur ni le complice ? Ici encore les théories explicatives s'appuient sur les conditions dans lesquelles les représailles devront être exercées et les limites où elles devront être enserrées. Ces théories, longuement développées par les juristes et par les théologiens, font toutes appel à l'idée de la solidarité civique unissant entre eux les membres d'une même communauté politique. C'est en quelque sorte le « contrat social » qui permettrait d'expliquer cette substitution de l'in-

---

(12) « De jure belli circa res sacras », 1717.

(13) « Dei doveri de principi neutrali », 1782.

nocent au coupable, l'intérêt général étant supérieur à l'intérêt privé. Cette solidarité civique se manifeste également dans le recours de la victime des représailles à son souverain, dans le cas de représailles particulières. Mais ne devons-nous pas observer avec M. de la Brière (14) que cette solidarité civique serait, sans les faits, insuffisante pour démontrer la possibilité de punir l'innocent au lieu du coupable. En réalité les représailles ont été admises comme une limitation aux dépredations de toute espèce, la crainte du châtement retenant malgré tout les coupables, la crainte aussi des réclamations rendant plus vigilants les souverains.

Quoiqu'il en soit, cette excuse ou explication de la solidarité civique permettant de punir l'innocent au lieu du coupable est fortement attaquée, notamment en ce qui concerne les représailles particulières si usitées dans l'ancien droit. C'est ainsi que Despagnet (15) juge que « si la guerre est une relation d'Etat à Etat qui ne doit pas atteindre directement les particuliers, a fortiori doit-il en être de même des représailles qui se réfèrent à un acte isolé d'un Etat ou de quelques-uns de ses nationaux, et dont il est impossible de rendre responsable des particuliers appartenant à ce même Etat ».

De même M. Fiore, dans son projet de codification internationale (16) déclare absolument contraires à l'ordre juridique les représailles qui tendraient à atteindre les droits des particuliers garantis par le Droit International, ou à causer un dommage quelconque aux particuliers, même dans l'intention de frapper indirectement l'Etat. Les citoyens d'un Etat peuvent être responsables d'une obligation internatio-

---

(14) *op. cit.*

(15) *op. cit.*

(16) *op. cit.*

nale de l'Etat, mais non pas individuellement. « Si quid universitati debetur singulis non debetur, nec quod debet universitas singuli debent », et « Reproesalius in singulos cives alicujus civitatis non dari ob sponsionem et debitum ipsius civitatis » (17).

Merignhac (18) également trouve condamnables des représailles qui aboutiraient à la saisie ou au séquestre des biens des particuliers, comme ce fut le cas de l'affaire de l'emprunt silésien (que nous étudierons plus loin). Pour lui aussi, la guerre étant un rapport d'Etat à Etat, il doit a fortiori en être de même des représailles.

Au contraire de nombreux auteurs défendent cette idée de solidarité. On lui donne même un fondement historique, comme M. P. Lafargue (19) qui remonte jusqu'à la Grèce antique et trouve dans le fait de la propriété collective (la tribu) cette idée de solidarité expliquant ce qui est pour lui, nous l'avons vu, une aggravation de la Loi du Talion. A Athènes, la loi autorisa les parents d'un voyageur qui avait été assassiné à l'étranger à pratiquer la « prise d'homme », androlepsie, qui consistait à saisir jusqu'à deux personnes du pays où avait eu lieu l'assassinat, et à les retenir jusqu'à la livraison du coupable (Demosthène : Orat. adversus Aristocrat.).

Grotius (20) fait également mention de cette Loi de « prise de corps » rapportée par Démosthène en ajoutant que rien dans cette loi ne choque le droit de nature. Le même auteur ajoute qu'il considère également comme un droit le fait d'arrêter les sujets d'un Etat pour se faire rendre les

---

(17) ULPIN. Digest. Lib. III, Tit. IV.

(18) op. cit.

(19) P. LAFARGUE : Représailles en temps de paix. Thèse, 1898.

(20) op. cit.

sujets « du nôtre », comme cela eut lieu lorsqu'on empêcha de faire saisir à Carthage un Tyrien nommé Ariston, pour la raison que, si l'on prenait Ariston, les Tyriens en feraient de même aux Carthaginois, à Tyr ou ailleurs.

De tous temps un grand nombre d'auteurs a défendu ce principe. Grotius (21), par exemple, démontre de cette façon la légitimité des représailles, de même Pufendorf (22) : « C'est encore un usage établi entre les peuples, nous dit-il, que les biens de chaque sujet répondent, pour ainsi dire, des dettes de l'Etat dont il est membre, comme aussi du tort qu'il peut avoir fait en ne rendant pas justice aux étrangers; en sorte que les intéressés peuvent se saisir des biens de tous les sujets de cet Etat qui se trouvent chez eux, et de leur personne même. Cês sortes d'exécutions s'appellent des représailles, et elles sont souvent un prélude de guerre ». Et il ajoute : « Comme tout le corps de l'Etat prend sur son compte les injures faites par des étrangers à quelqu'un de ses citoyens, on a trouvé qu'il n'était point injuste de supposer d'autre part que chaque citoyen s'oblige subsidiairement pour les dettes de l'Etat qui, en cas de représailles est tenu de le dédommager de la perte qu'elles lui ont causée... si quelque peu de citoyens en souffrent en certaines circonstances, il faut mettre cela au nombre des inconvénients inévitables dans une société civile, mais qui sont bien peu de chose, en comparaison de ceux où l'on aurait été continuellement exposé dans l'indépendance de l'état de nature ».

Cependant, Valin, dans son Commentaire sur l'ordonnance de 1681, blâme Pufendorf de supposer que chaque par-

---

(21) *op. cit.* L. III, ch. 2.

(22) PUFENDORF : « Du droit de la nature et des gens ». Livre VIII, ch. VI, § 13.

ticulier a le droit d'user de représailles comme il l'entend, alors que l'usage ne peut s'affirmer que par l'intermédiaire du souverain. C'est ici encore une allusion à ce principe de limitation dont nous allons parler.

Et c'est à lui encore que Grotius recourt pour défendre cette théorie de la solidarité civique qu'il a très longuement exposée (23) et qu'il fait lui aussi, nous l'avons vu, remonter à Athènes.

Le droit de nature, d'après Grotius, empêche que quiconque soit tenu du fait d'autrui (si ce n'est un héritier). C'est le sens des principes du Droit Romain, qui empêchent de poursuivre en justice, par exemple, le mari pour la femme ou le père pour le fils, principes fondés sur les déclarations de l'empereur Zénon : « Grave est non solum legibus, verum aetiam aequitati naturali contrarium, pro alienis debitis alios molestari; idcirco hujusmodi iniquitates circa omnes vicanos perpetrari, modis omnibus prohibemus » (Cod. Lib. XI. Tit. LVI).

De même, Grotius convient que ce qui est dû par un corps ne saurait l'être par chacun des membres qui le composent. Nous avons vu qu'Ulpien exprime cette idée en toutes lettres dans le Digeste. De même dans notre premier chapitre nous avons cité Juslinien, où la même idée se trouve : « inhonestas pignorationes, et odibiles super his exactiones ». Exécutions odieuses, dit le jurisconsulte romain, de même que le roi des Goths, Theodoric, disait : « licence honteuse » (24).

Mais, ces réserves faites, Grotius se hâte d'ajouter que

---

(23) GROTIUS, op. cit. L. III, ch. II.

(24) « Foedum est, inter jura publica, privatis odiis licentiam dare... »  
cité par Grotius, ibid.

c'est une règle du Droit des Gens « que tous les biens corporels ou incorporels des sujets d'un Etat, seraient comme hypothéqués pour ce que l'Etat ou le chef de l'Etat doivent, ou directement et par eux-mêmes, ou en tant que, faute de rendre bonne justice, ils se sont rendus responsables d'une dette d'autrui. Ce qui n'est pas si contraire à la nature qu'on ait pu (25) le faire passer en loi par un consentement tacite; car une caution est bien obligée pour autrui par son consentement seul, sans autre raison ».

Voilà donc de nouveau évoquée, et nécessaire l'idée double du déni de justice et du recours au souverain. Grotius enfin envisage, lui aussi, cette règle comme une nécessité destinée à éviter les abus fréquents auxquels la perspective de l'impunité aurait pu donner lieu.

Enfin, un point intéressant relevé par Grotius est que cette obligation de chacun pour les dettes du souverain était commune à tous les peuples, « si l'un est incommodé aujourd'hui, il pourra une autre fois y trouver son compte ».

Mais, même justifiée ainsi, cette règle n'a rien d'arbitraire, elle est évidemment une suite naturelle de la constitution de sociétés civiles. Ce qui revient à ce que nous disions. La loi de nature, inviolable, est que le dommage ou le tort doit être réparé. Or, dans toute société il y a une communauté d'intérêts ou de volontés qui rend chacun responsable (26).

Voilà, nous semble-t-il, sur quoi se base juridiquement

---

(25) St-Thomas d'Aquin : *Summa theologiae*, II, 2. Quæst. XL.

(26) Noter que cette idée de solidarité est tellement ancrée dans la nature que les applications en sont extrêmement nombreuses. Par exemple en 1923, dans la Ruhr, lors de la « Résistance passive », il fut pris notamment la mesure suivante : on déclara les habitants solidairement responsables des violences ou de l'inertie des uns ou des autres. L'on édicta des amendes collectives et des punitions envers les autorités, pour le moins négligentes.

le mécanisme des représailles; encore que pour être exactement mis en lumière, nous devons en dégager pour terminer ce principe de limitation nécessaire et dont nous avons vu qu'il apparaissait déjà de lui-même dans les explications précédemment données.

Grotius fait remarquer, en effet (27) que le Droit des Gens permet les représailles à tous ceux qui n'ont pu obtenir justice du souverain d'un pays, même s'ils ne sont pas membres d'une autre société civile. Par exemple, au moment de la formation des sociétés civiles, ceux qui vivaient encore dans l'indépendance de l'état de nature pouvaient sans doute user de représailles envers ceux qui étaient sujets. Par conséquent ceux qui, étant sujets, ont le droit d'user de représailles, n'ont pas ce droit exclusivement en tant que membres d'une société civile, puisqu'ils l'auraient eu sans cela, mais en vertu du droit conféré par la nature même, du fait qu'il ne leur a pas été rendu justice. C'est l'idée du déni de justice, indispensable pour parfaire le fondement juridique des représailles.

D'autre part, cet usage des représailles entraînant des actes d'hostilité, étant un acheminement vers la guerre, il apparaît comme nécessaire d'en éviter les abus. C'est ici que se place l'intervention du souverain, comme tempérament d'une faculté dangereuse. Pas de représailles sans autorisation du Prince. C'est ainsi, par exemple, qu'à Athènes, la « prise de corps » dont nous avons parlé, résultait d'une loi formelle.

Enfin, il est évident que pour que les représailles conservent un aspect en accord non seulement avec le droit de

---

(27) op. cit. *ibid.*

la nature, mais aussi avec les principes de la morale, on ne devra pas en abuser, même si elles sont justifiées par un déni de justice, et autorisées par le souverain. C'est-à-dire qu'il faudra les circonscrire, les limiter d'une façon ou d'une autre. Or, le bon sens et la justice commandent évidemment d'observer une juste proportion entre le dommage causé et la réparation poursuivie. En effet, les représailles étant un mode d'obtenir justice, ou de réparer un dommage, cette justice obtenue ou ce dommage réparé, elles n'auraient plus aucune raison d'être et par là même, deviendraient incontestablement et irrémédiablement contraires à l'ordre juridique. C'est là, à proprement parler, le principe nécessaire de limitation des représailles. Pris dans son sens le plus large, il englobe nous l'avons vu ces trois conditions : déni de justice, recours au souverain, juste proportion.

P. Fauchille (28) fait remarquer que les représailles sont fondées sur le principe que toute communauté politique assume la responsabilité des actes de ses membres à l'égard des autres états si, sur une plainte qui lui est adressée, elle ne contraint pas les auteurs de l'offense à donner satisfaction à l'état lésé. Et il ajoute que tout refus ou tout retard d'un Etat à donner cette satisfaction, autorise les représailles.

Ainsi exprimée, cette idée met fort bien en lumière non seulement la nécessité de ce déni de justice, mais encore les rapports étroits de ce déni de justice avec la conception de la solidarité civique, base des représailles. Elle montre également que le déni de justice envisagé peut consister, soit dans un refus expressément exprimé de réparer le tort causé, soit aussi dans une simple négligence, un simple retard, ap-

---

(28) *Traité de Droit international Public*, I, 3<sup>e</sup> partie, p. 689.

porte dans la réparation de ce tort (Nous verrons d'ailleurs que ce retard a été pratiquement limité à un délai donné, dont les traités ou les diverses réglementations ont souvent fait mention), soit enfin dans un jugement injuste ou erroné (29).

L'idée de déni de justice est née lorsque les représailles étaient privées, elle est devenue, si l'on en croit M. Politis, la « cause juste » nécessaire pour que l'emploi des représailles soit autorisé.

Vattel (30) avait déjà fait observer que « le Droit des Gens ne permet les représailles que pour une cause évidemment juste, pour une dette claire et liquide. Car celui qui forme une prétention douteuse ne peut demander d'abord que l'examen équitable de son droit. En second lieu il faut, avant que d'en venir là, que l'on ait inutilement demandé justice, ou au moins que l'on ait tout lieu de croire qu'on la demanderait vainement. Alors seulement on peut se faire raison soi-même d'une injustice. Il serait trop contraire à la paix, au repos et au salut des nations, à leur commerce mutuel, à tous les devoirs qui les lient les unes envers les autres, que chacune pût tout d'un coup en venir aux voies de fait sans savoir si l'on est disposé à lui rendre justice ou à la refuser ». Et il ajoute que si l'adversaire ne se prête pas de bonne foi aux moyens de règlement pacifique du différend, la cause devient parfaitement juste. Cette dernière idée

---

(29) « La justice se refuse de plusieurs manières : 1° par un déni de justice proprement dit ou par un refus d'écouter vos plaintes ou celles de vos sujets, de les admettre à établir leur droit devant les tribunaux ordinaires ; 2° par des délais affectés dont on peut donner de bonnes raisons, délais équivalents à un refus, ou plus ruineux encore ; 3° par un jugement manifestement injuste et partial. Mais il faut que l'injustice soit bien évidente et palpable » (VATTEL, op. cit. *ibid.* § 350).

(30) op. cit. § 343.

a été particulièrement développée par la suite et l'on en a fait une condition également nécessaire pour légitimer les représailles. Avant d'en recourir à ce procédé, on devra avoir épuisé vainement tous les modes pacifiques. Alors seulement la violence devient permise. Et elle devient justement permise parce que, dernier recours, elle apparaît comme une nécessité. C'est ici que nous rejoignons, ainsi qu'on l'a vu plus haut, la théorie de la nécessité...

Par conséquent, voilà dégagée cette théorie qui justifie déjà presque entièrement les représailles : refus ou retard dans la réparation du dommage, épuisement de toutes les transactions pacifiques possibles.

Quant au recours nécessaire au souverain, Vattel en a aussi nettement énoncé le principe (31) en remarquant que c'est seulement d'Etat à Etat que tous les biens des particuliers peuvent être considérés comme appartenant à la nation (Voilà le lien avec l'idée de solidarité). Les souverains agissent entre eux ; « il n'appartient donc qu'aux souverains d'ordonner les représailles... ». De plus, les conséquences en sont trop grandes (la guerre) pour que cette voie de fait soit abandonnée aux particuliers. Par conséquent, tout particulier aura recours à son souverain pour obtenir la permission d'user de représailles, et cette permission sera, comme nous le verrons, ce qu'on a appelé les « lettres de marque ».

L'intervention du souverain s'explique par ailleurs de diverses manières, soit qu'il agisse personnellement, soit qu'il participe à l'action de ses sujets, sujets qu'il doit protéger « et dont la cause est celle de la nation ».

Nous trouvons aussi dans Barbeyrac (32) un exposé très

---

(31) *ibid.* § 346.

(32) Cité par VALIN, *op. cit.*

clair de la question « Les représailles étant une espèce d'acte d'hostilité, ou du moins le prélude à la guerre, il est clair que personne ne saurait légitimement user de ce droit qu'au nom et par l'autorité du souverain, qui, avant que d'en accorder la permission, doit bien examiner si l'intérêt public permet de se porter à cette extrémité ».

Enfin, en ce qui concerne la limitation stricte des représailles à des actes proportionnés à leur cause, non seulement quantitativement, d'ailleurs, mais aussi qualitativement, si l'on peut dire (car nous pouvons penser avec M. Yves de la Brière qu'il y a des actes toujours absolument interdits, des actes « criminels »), l'étude historique de la pratique des représailles nous éclairera suffisamment sur ce point. Car nous verrons peu à peu se resserrer, en partant de ces mêmes principes, la réglementation des représailles. En tous cas ces limites, qu'on ne peut dépasser, concordent évidemment avec la juste proportion à observer entre la fin et les moyens. Ce ne sera donc pas l'application pure et simple de la Loi du Talion. Mais ne serait-ce pas, sous cet aspect, une Loi du Talion atténuée, alors qu'au contraire nous avons vu qu'on pouvait considérer à certains autres égards les représailles comme une Loi du Talion aggravée (en ce sens qu'elles frappent l'innocent au lieu du coupable) ? Quoiqu'il en soit on a pu conclure de cette limitation qu'il y avait évidemment des représailles permises et des représailles condamnables.

Par conséquent, nous pouvons entrevoir déjà que s'il y a des représailles illicites, il y aura certaines conditions à remplir pour que les représailles soient licites.

La première sera qu'il faut une violation certaine et injuste d'un droit, violation que l'autorité souveraine du spo-

liateur se refuse ou néglige de réparer. Ce sera le motif des représailles.

La seconde condition sera le recours de la partie lésée aux représailles avec l'autorisation de son souverain.

Enfin la troisième condition concerne la mesure de l'indemnité poursuivie, laquelle devra être en accord le plus strict avec le principe de l'équivalence entre le mal causé et la réparation de ce mal.

De tout ceci, on peut conclure que le but final des représailles est, en quelque sorte, double : indemniser les victimes d'une violation d'un droit, mais aussi donner une leçon à l'autorité souveraine, au Gouvernement, qui aura toléré la violation en question.

De telles représailles apparaissent bien malgré tout comme licites et, ainsi examiné leur fondement, on peut conclure, semble-t-il, qu'elles ont très justement et malgré les apparences paradoxales, leur place dans le Droit des Gens.

---



## Chapitre III

### LA PLACE DES REPRÉSAILLES DANS L'ÉVOLUTION DU DROIT INTERNATIONAL

---

Nous avons vu que les représailles puisent leur origine dans cette Loi du Talion qui consiste à se faire justice soi-même en traitant la violence par la violence. La Loi du Talion est le signe essentiel de l'inorganisation juridique. Elle synthétise en effet cette anarchie, où nulle autorité supérieure n'existant pour redresser les manquements à l'équité, chacun est forcé de pourvoir soi-même, par ses propres moyens et dans son propre intérêt, à cette lacune résultant de l'état de la nature. Les intérêts ne sont pas liés, les devoirs sociaux n'existent pas, la justice reste individuelle. Dans un stade aussi primitif de l'évolution humaine, la Loi du Talion engendre les représailles individuelles, les représailles entre particuliers.

Mais peu à peu l'autorité supérieure de l'Etat s'organise et prend la place de l'initiative privée. Les rapports entre particuliers changent, vont jusqu'à disparaître, d'Etat à Etat, pour faire place aux seuls rapports entre les Etats. Le Droit international naît et s'organise. Dès lors il évoluera sans cesse, vers une réglementation de plus en plus serrée, jusqu'à cette période contemporaine qui paraît cependant loin d'être définitive. Concurrément nous verrons évoluer les représailles, et en même temps que se substitueront aux simples rapports

entre les individus les rapports entre les nations, nous verrons les représailles privées céder peu à peu la place aux représailles publiques. C'est ce qui a fait dire que les représailles individuelles n'existaient plus, qu'il ne peut plus aujourd'hui s'agir que de représailles générales (1).

M. Yves de la Brière (2) a résumé ainsi cette évolution : « Les représailles, telles que l'autorisait l'Ancien Droit dans les rapports mutuels entre particuliers, ont disparu de nos mœurs et de notre Droit lorsque le développement de notre civilisation et de nos institutions ont substitué, pour la même fin, à l'action privée des simples particuliers ou des groupes de simples particuliers, l'action souveraine de l'Etat dont ceux-ci relèvent. Leur Gouvernement fera valoir leur requête auprès de l'Etat auquel ressortissent leurs adversaires. »

Voilà exactement dépeinte cette double et parallèle évolution du Droit des Gens en général et du droit de représailles dans le cadre du Droit des Gens. Le progrès juridique tend à supprimer le droit de chacun à se faire justice soi-même, pour transférer ce droit à la Communauté. D'où la différence entre l'Ancien Droit et le Nouveau Droit. Dans l'Ancien Droit, nous verrons les représailles entre particuliers; dans le nouveau, les représailles entre Gouvernements.

Et même de nos jours s'il n'y a, du fait de l'organisation

---

(1) Cette affirmation ne nous paraît cependant pas absolue, et l'on peut relever, de nos jours encore, des cas de représailles individuelles. Comme celui dont nous parle M. André GIDE dans son « Voyage au Congo » et que M. Léon-Pierre QUINT rapporte ainsi : « Peu de temps avant son passage, vingt noirs ont été torturés par les agents de la Forestière, cinq enfants brûlés volontairement dans une cabane; des tribus pressurées et saignées à blanc par représailles. L'Administration, complice ici des Compagnies, a demandé qu'on lui apporte « les oreilles et les parties génitales » des nègres tués, dont le nombre s'est élevé à un millier. (Léon-Pierre QUINT. « André GIDE, sa vie, son œuvre, 1932).

(2) op. cit.

progressive du Droit international, plus de place, en principe, pour des représailles privées, il y aura, par ailleurs, car notre Droit moderne, arrivé au stade des rapports entre les Gouvernements, évolue encore, de moins en moins de place pour les représailles publiques. Nous verrons à la fin de cette étude qu'on peut distinguer dans le Droit moderne deux sortes de représailles : les représailles en temps de paix et les représailles en temps de guerre. Les premières (blocus, boycottage, etc...) paraissent difficilement admissibles dans l'état actuel de la vie internationale. Quant aux secondes, elles ne seront évidemment pas autorisées dans les cas où l'organisation juridique internationale sera suffisamment forte pour y parer. Par conséquent, de plus en plus se referme le champ d'application, ou tout au moins théorique, des représailles, de même que s'organise toujours plus minutieusement la vie internationale.

D'ailleurs, les règles qui ont régi les représailles publiques du moment où elles ont remplacé les représailles privées, se sont inspirées de celles qui régissaient les représailles privées, car nous verrons que celles-ci ne sont pas restées libres absolument, bien loin de là : Mais le grand dessein que nous devons apercevoir ici, c'est le passage d'un état d'anarchie juridique internationale, d'une société primitive et rudimentaire, à une organisation progressive des rapports internationaux, des rapports de particuliers aux rapports entre états, accompagné de la transformation des représailles privées en représailles publiques.

C'est que, si nous remontons au fondement même des représailles, nous sommes passés également de l'idée de solidarité nationale à celle de solidarité internationale. Nous avons vu que l'acte individuel peut être une occasion de responsa-

bilité internationale de l'Etat. Dans une société internationale, à la différence d'une société nationale, il n'existe (en nous plaçant hors du cadre des Conférences de La Haye et du Pacte de la Société des Nations) aucune autorité supérieure. De là l'importance de la force, employée comme sanction, de là aussi de grands inconvénients, si bien aperçus par M. Charles Dupuis (3) : « La faculté de briser, par la guerre, traités, droits qui en dérivent, égalité juridique des états inégaux de puissance, indépendance et souveraineté des états dépourvus de force, permet à la politique de recourir sans grand scrupule pour atteindre ses fins, aux moyens de pression moins violents que la guerre... »

Par conséquent, on voit bien que les représailles seront utilisées contre les états faibles, et toujours au détriment de ceux-ci, que les règles du Droit International s'en trouveront faussées et qu'elles risqueront souvent d'aboutir à une injustice au moins aussi considérable que celle qu'elles avaient pourtant comme but de redresser.

Mais ce qui importait, à la fin de cette première partie, c'était de signaler et de mettre en lumière cette évolution caractéristique dans le sens de l'organisation et de la généralisation, à la fois des représailles et du Droit des Gens.

---

(3) Charles DUPUIS. — *Le Droit des Gens et les rapports des grandes puissances avec les autres états avant le pacte de la Société des Nations*, 1921, p. 79.

## DEUXIÈME PARTIE

---

# LES REPRÉSAILLES DANS L'ANCIEN DROIT

---

Nous allons donc examiner à présent l'évolution et les applications, au cours de l'histoire, de ces représailles dont nous avons tenté, dans notre première partie, de dégager le concept et la théorie et dont nous avons essayé de définir le fondement juridique. Ces applications, cette évolution forment, nous le verrons, une progression à peu près continue dans un sens de réglementation, de limitation de plus en plus étroite. D'autre part, nous avons vu qu'à cet égard on peut distinguer deux périodes du Droit des Gens. La première est caractérisée par une plus grande liberté, par l'absence de sanction et d'organisation internationales. La seconde, marque le début des essais d'établissement d'une autorité internationale, d'une règle de Droit des Gens d'une substitution plus complète de l'initiative publique à l'initiative privée. Cette période commence à peu près avec le XX<sup>e</sup> siècle. Tout ce qui l'a précédée sera donc pour nous l'Ancien Droit, et c'est par le premier état des rapports internationaux que nous commencerons cette étude. Nous remonterons à l'antiquité grecque et romaine pour arriver au Moyen âge, où les représailles ont pris une place fort importante. C'est la période des Lettres

de Représailles, et des Lettres de Marques, où l'initiative privée a besoin de l'autorisation de Prince, c'est enfin le moment où la « Course Maritime » se développe, pour subsister jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Lettres de Marque, Course Maritime, seront donc les deux points de vue dominants de cette partie de notre étude, et nous en retrouverons la trace dans d'innombrables traités ou conventions de cette longue période. Auparavant, il convient pourtant de rechercher quelle a pu être dans l'Ancien Droit, l'influence de la doctrine et des auteurs et ce sera là l'objet de notre premier chapitre.

---

# Chapitre Premier

## LES ANCIENS AUTEURS

---

Une question aussi délicate que celle des représailles, et aussi importante dans la pratique n'a pu manquer d'intéresser vivement, depuis une époque très reculée, les théoriciens et les écrivains. C'est aussi parce que ceux-ci ont défendu et développé la théorie des représailles qu'elle a pu s'implanter dans la pratique avec une force et une persistance aussi considérables. Au Moyen âge, la question religieuse dominant toutes les autres, l'Eglise et ses penseurs ont fait de cette question un des objets de leur étude et de leurs règles, en dehors des juristes proprement dits qui, bien entendu, sont nombreux. C'est donc par une récapitulation des théologiens qui ont traité des Représailles que nous commencerons ce chapitre, avant de passer la revue de tous les juristes qui, dans l'Ancien Droit, ont abordé la question.

Dès le Moyen âge, il y eut quelques décisions contraires aux représailles, émanées des Papes eux-mêmes, ou des conciles ecclésiastiques, mais en général la majorité des théologiens leur est favorable, parce qu'ils leur donnent un fondement juste.

Le plus ancien dont l'œuvre nous soit parvenue est sans doute Saint Thomas d'Aquin, auteur de la « *Summa totius theologiae* » (1266-1269), ouvrage considérable dans lequel,

entre autres sujets, il démontre la légitimité du recours à la force et du butin et montre que l'emploi des stratagèmes peut être normal. Son influence sur les canonistes et les juristes en général a été extrême. Et ses affirmations revêtent d'autant plus de force qu'elles se basent sur des idées d'humanité. Il cite Saint-Augustin : « L'envie de nuire, la cruauté de la vengeance, un inexorable courroux que rien ne parvient à apaiser, la férocité de l'attaque, la passion de la domination et tous les autres excès semblables méritent à juste titre d'être condamnés ».

Mais ceux qui ont pour seul but la paix, font des guerres justes. Cette théorie des guerres justes, nous l'avons vu, n'est pas sans rapport avec celle des représailles. Aussi, si Saint-Thomas d'Aquin n'a pas abordé de front le sujet des représailles, on peut dire que les principes généraux qu'il édicte sont à l'origine de cette théorie. En tous cas, son influence a été grande. De nombreux ouvrages appelés aussi « *sommes* » ont paru dans la suite, comme la « *Summa Pisana* », la « *Summa Antonina* », au XV<sup>e</sup> siècle, où les mêmes idées sont émises et qui ont une certaine autorité, malgré que Grocius (1) ait pu en dire : « Ceux qui dans les derniers siècles ont fait des *sommes* de cas de conscience, traitent à la vérité de la guerre, des promesses, du serment, des représailles, mais ici comme partout ailleurs, ils ne font qu'effleurer les matières; de si vastes sujets n'occupent chez eux qu'autant de chapitres ».

Malgré cela il est évident que l'Eglise ne peut que réprouver le Droit de Représailles, tout au moins à l'origine, comme aversif et odieux, tant que ses grands canonistes n'auront pas trouvé de quoi les justifier par des considérations où

---

(1) Cité par NYS, op. cit.

ils les envisageront comme une création du Droit des Gens, à condition que l'on observe certaines conditions prescrites.

C'est ainsi qu'un texte disciplinaire du Concile de Lyon (1273) reproduit dans le « Corpus Juris » (Sexti Decret. Lib. V. Tit. VIII. cap. unic.) blâme la substitution d'un débiteur fictif au débiteur réel : « Et si pignorationes quas vulgaris elocutio « Represalias » nominat in quibus alius pro alio pignoratur, tanquam graves legibus, et aequitati naturali contrariae civili sint constitutione prohibitaе... »

Six ans après l'Eglise condamnait à nouveau les Représailles au Concile d'Avignon (1279). Cette fois c'était surtout dans le but de sauvegarder ses biens propres, puisqu'elle frappait d'excommunication tous ceux qui oseraient exercer des représailles sur ses propriétés. Mais nous verrons qu'en fait les clercs propriétaires se comportaient à cette époque comme les autres seigneurs et qu'en 1396, par exemple, le Parlement de Paris a accordé des Lettres de Représailles contre l'Evêque d'Utrecht « et ejus subditos et bona », à des marchands de Paris qui avaient été lésés par les sujets de l'Evêque; en 1448 un arrêt du Conseil du Dauphiné délivra des Lettres de Représailles contre l'Evêque de Valence qui recélait de faux-monnayeurs et refusait de les livrer. De même, à Florence, la Société des Accuaioli sollicita et obtint du Podestat des Lettres de Représailles contre Rome. Et l'Eglise employa elle-même parfois ce moyen qu'elle réprouvait, comme en 1530, lorsque le Pape Clément VII pria l'Evêque de Nice d'examiner s'il y avait lieu de délivrer des Lettres de Représailles contre des Gênois en faveur d'un habitant d'Avignon.

Cependant les auteurs ecclésiastiques continuaient de discerner l'idée de juste guerre et de justifier peu à peu les représailles :

HONORÉ BONET, qui appartenait à l'ordre de Saint-François, traite dans la quatrième partie de son livre « L'arbre des Batailles » (1384) du droit de la guerre. Dans un des 132 chapitres de cette quatrième partie, il examine notamment la question du Droit de Marque (2), et il est extrêmement modéré.

HENRI DE GORCUM, recteur de l'Université de Cologne, publie en 1420 « *De bello justo* ».

GABRIEL BIEL, le « Magister Biel », dernier des scholastiques allemands, fréquemment cité par Grotius (« *De Jure proede commentarius* ») traite du butin illégitime.

CAJETAN (Thomas de Vio) 1469-1534 et SYLVESTRE (Mezzolino de Priero) 1460-1523, démontrent nettement que les représailles peuvent se justifier à conditions que soient respectées les conditions requises et définies.

WILHELMUS MATHIAE publie à Anvers en 1514 un ouvrage intitulé « *Libellus de bello justo et licito* », de même que

ALPHONSE ALVAREZ GUERREIRO, en 1543, publie « *De bello justo et injusto tractatus* ».

FRANÇOIS DE VITTORIA (1480-1546) est l'auteur dont l'autorité est la plus grande parmi tous les théologiens de l'Ancien Droit. Dans son ouvrage « *De Jure Belli* » il démontre que l'on peut justifier les représailles, à certaines conditions nécessaires :

« Si les ennemis refusent de restituer des choses qu'ils ont injustement enlevées et si celui qui a été lésé ne peut facilement les récupérer autrement, il peut, en quelque lieu que ce soit, compenser le dommage qu'il lui a été causé en prenant

---

(2) Cf. E. NYS : « Honoré BONET et Christine de PISAN » (Revue de Droit international et de législation comparée, T. XIV, p. 45 et suiv.).

des biens appartenant soit aux coupables eux-mêmes, soit à des innocents (de la même nation). Par exemple si des brigands français ont pillé le territoire espagnol et si le Roi de France ne veut pas les obliger à restituer les choses volées alors qu'il le pourrait, les Espagnols, avec l'autorisation de leur souverain, peuvent dépouiller des marchands ou des agriculteurs français, même innocents. En effet, si peut-être le souverain français n'était pas coupable au début, il l'est devenu en négligeant de punir l'action injuste de ses sujets (tel est le sens de la doctrine exposée par Saint-Augustin) et le prince lésé peut, pour obtenir satisfaction, s'attaquer à tous ceux qui sont membre ou partie du même état.

De là des lettres de « Marque » ou de représailles, que les Princes concèdent dans des cas semblables. Elles ne sont pas injustes en elles-mêmes, puisque par suite de la négligence ou de l'injustice de l'autre prince, leur souverain donne aux victimes la possibilité de recouvrer ce qui leur appartient, même en le prenant à des innocents. Mais elles présentent bien des dangers et sont des occasions de pillage ». (F. de Vittoria « De Jure Belli », 3<sup>e</sup> partie, 2<sup>e</sup> question, 3<sup>e</sup> proposition) (3).

On voit que Vittoria, tout en entrevoyant les inconvénients des représailles, justifie cet usage en dégageant l'idée de déni de justice nécessaire, celle aussi de recours obligatoire au souverain, ainsi que la conception de la solidarité dont il a été parlé plus haut.

JACQUES DE COVARRUVIAS (Diego y Leyva) est né à Tolède en 1511 ou 12, et mort en 1577. Professeur à l'Université de Salamanque, il fut envoyé par Charles Quint au Con-

---

(3) Cité par Y. de la BRIÈRE. Op. cit. cf. Alfred VANDERPOLE : « La Doctrine Scolastique du Droit de Guerre ». Paris, Pedone 1920.

cile de Trente. Dans son ouvrage « *Ad Regulam Peccatum* » (Parte Secunda, § 2, n° 4) il dit également que les Lettres de Représailles ne sont pas injustes si certaines conditions sont observées.

Enfin LÉONARD LESSIUS (1554-1623) est avec Vittoria le grand théologien du XVI<sup>e</sup> siècle dont la pensée est des plus significatives. Comme lui, il dégage très clairement la conception de la solidarité civique et les conditions nécessaires pour justifier les représailles :

« Les innocents qui sont membres de la communauté politique ou sujets du prince coupable de violation du Droit et coupable de refuser satisfaction, peuvent être dépouillés de leurs biens, si l'on ne peut facilement obtenir satisfaction par une autre méthode.

Tel sera le cas par exemple, si des Turcs envahissent le territoire de la Belgique ou dépouillent des commerçants belges, et si le souverain des Turcs, après en avoir été requis, refuse ou du moins néglige de les contraindre à donner satisfaction. Les Belges pourraient à leur tour, avec l'approbation de leur souverain, dépouiller des marchands turcs et faire la course dans les eaux de la Turquie, afin de récupérer ce qui correspond à la réparation des injustices subies par eux, bien que les gens sur qui se ferait le recouvrement n'eussent point eu de part à l'accomplissement du crime. La raison de cela est qu'ils sont membres de la même communauté politique ou sujets du même souverain qui s'est rendu coupable d'injustice en refusant de réparer l'iniquité commise par ses propres sujets. La communauté politique qui se trouve lésée peut exiger satisfaction de n'importe quel membre de l'autre état, responsable du dommage, quand on n'a pas facilement le moyen

d'obtenir justice d'une autre manière » (4). Lessius en tire les conclusions qu'il faut remplir trois conditions pour que les représailles soient justifiées :

1° L'injustice doit avoir été certainement commise ;

2° Le souverain des coupables doit refuser de la redresser ;

3° Le souverain des victimes doit donner à celles-ci la permission de s'indemniser sur un sujet quelconque de l'autre Etat.

Citons encore le théologien anglais MATHEW SUTCLIFFE, auteur de « *The practice, proceedings and law of arms* » (1593) qui, de même que les juristes de son pays, est beaucoup plus pratique que ceux du continent ; le célèbre Jésuite espagnol FRANCOIS SUAREZ (1548-1617), auteur du « *Tractatus de legibus ac Deo legislatore* » et l'allemand BUDDEE (1667-1713), et nous en aurons terminé avec cette brève énumération des principaux théologiens qui ont, ou effleuré, ou expressément abordé l'examen de la théorie des représailles.

Venons-en maintenant aux Juristes proprement dits.

Parmi les juristes, il en est un, dont nous avons déjà eu l'occasion de parler, et qui est sans doute le plus ancien de ceux dont l'œuvre est parvenue jusqu'à nous, qui ait mentionné cette Théorie des Représailles. C'est JUSTINIEN, Nouvelle 52, cap. I : « *Sancimus ut nulla oppignoratio valeat... sed is qui ab altero pro altero secundum formam oppignorationis pecuniam vel aliud exigere audet quadruplum illi cui vis illata est reddat... rationabile enim non est, ut alius sit debitor ab alio vero exigatur, vel ut alius molesta afficiatur pro alio... et quia vicaneus est illius, torquatur* ». C'est bien là le droit de

---

(4) Cité par Y. de la BRIÈRE. Op. cit. Cf. J. BITTREMIEUX : « Lessius et le Droit de Guerre. Contribution à l'étude de Doctrines Théologiques sur la Guerre ». Bruxelles, DEWIT, 1920.

représailles individuelles tel qu'il fut caractérisé au Moyen-Age. Dans le Code de Justinien on trouve une constitution d'Honorius et de Théodose, qui contient les mêmes prohibitions (XII. 64, 4), et cette constitution de Zénon qui défend : « ut nullus vicamus pro alienis vicanorum debitis teneatur » (XI, 56).

Au Moyen-Age, Balthazar de AYALA, né à Anvers en 1548, publie en 1582 « De Jure et officiis bellicis et disciplina militari », œuvre dédiée à Alexandre Farnèse, prince de Parme et de Plaisance, où il est traité principalement du droit de guerre. L'influence de cet auteur a été grande et Grotius et Suarez le citent fréquemment. A la même époque nous rencontrons MARTIN DE LODI (Martinus Laudensis) et JEAN-JACQUES DEGLI CANI, auteurs le premier d'un « Tractatus de represaliis », et le second d'un « Tractatus represaliarum ».

Mais la première œuvre vraiment importante sur le sujet qui nous occupe est celle de l'Ombrien BARTOLE (Bartolus de Sassoferrato, 1313-1356), dont on a publié à Lyon en 1552 et à Venise en 1585 les « Consilia, quaestiones », qui contiennent entre autres le « Tractatus Bartoli Repraesaliarum ». La théorie même des représailles y est formulée dès le début (Quaest. I, Ad. Primum, dans « Consilia, Quaestiones et Tractatus Bartoli a Saxoferrato », commentés par Jacques Menochius).

ALBERIC GENTIL, professeur de Droit à Oxford, publie en 1598 « De Jure belli libri tres » qui a été, comme le remarque M. Nys (5) le point de départ d'un grand développement de la science internationale en Angleterre ; en 1602 paraissent : « The Pandects of the law of nations » de l'avocat

---

(5) Op. cit.

WILLIAM FULBECKE et peu après : « An abridgment of all see laws » de WILLIAM WELWOD.

En même temps, en Allemagne, un mouvement identique se dessinait avec J. H. HALBRITTER (« De Jure Belli », 1590), VALENTIN RIEMER (« De Jure belli », 1620), ERNST COTHMAN (« De Jure belli, 1623), jusqu'à HUGO GROTIUS qui publie en 1625 son « De Jure belli ac pacis libri tres » suivi, quelques années après, du « Mare Liberum ». Avant Grotius deux ouvrages spécialisés avaient encore paru : celui de DALNER (« Epitome de repressaliis », 1608) et celui de HUNNIUS (« De Repressaliis », 1618).

Dans l'ouvrage de Grotius « De Jure belli ac pacis libri tres », un chapitre tout entier est consacré aux représailles, Livre III, Ch. II : « Quo modo jure gentium bona subditorum pro debito impetrantium obligentur, Ubi de Repraesaliis », Comment les biens des sujets répondent des dettes du Souverain, selon le Droit des Gens : où l'on traite aussi des représailles. Grotius y démontre la justice des représailles bien que, de Droit, nul ne soit tenu des dettes d'autrui. L'importance de cet auteur est considérable, et nous avons d'ailleurs eu déjà plusieurs fois l'occasion de nous y reporter.

A partir du milieu du XVIII<sup>e</sup> les ouvrages se spécialisent davantage, notamment en ce qui concerne le Droit de la Mer ; c'est justement, comme nous le verrons, sur mer que s'exercent le plus volontiers les représailles à cette époque, avec les pratiques connexes de la Course et des Prises.

Nous reparlerons de l'œuvre de CLEIRAC, qui, dans le célèbre « Guidon de la Mer » a rassemblé les us et coutumes de la navigation maritime (1647).

En 1661 SAMUEL PUFENDORF (1632-1684), dont l'œuvre est considérable, publie ses « Elementia jurisprudentiae uni-

versalis », le « Droit de la nature et des gens », traduit par Barbeyrac, dont nous avons cité plus haut des passages (Livre VIII, ch. VI, § 13) où il explique l'idée de solidarité des membres d'un même Etat et la légitimité des Représailles. A plusieurs reprises, il revient sur le sujet : dans le Livre V, ch. XIII, § 10, par exemple, où il démontre que le refus de rendre ce qui était dû autorise la personne lésée à s'approprier les choses qu'elle avait prises en gage, par Droit de Représailles.

En 1601 paraît à Iéna le « De Jure Repressaliarum » de LYNKER.

Citons également JEAN BARBEYRAC, né à Béziers en 1674, mort en 1744, traducteur non seulement de Pufendorf, mais aussi de Grotius dont il fit paraître une édition fort intéressante et minutieusement annotée en 1724. Nous avons cité plus haut un passage d'une note rédigée par lui dans sa traduction de Pufendorf, où il démontre la nécessité de l'autorisation du souverain. « Il faut aussi, dit-il encore, que le sujet pour lequel on use de représailles, soit bien clair, et la chose dont il s'agit de grande conséquence. Mais quelque sujet que l'on ait d'user de représailles, on ne peut que garder les personnes dont on se sera saisi sans les maltraiter jusqu'à ce que l'on ait obtenu satisfaction ; de sorte que pendant tout ce temps-là ils sont comme en otage. Pour les biens saisis par Droit de Représailles, il faut en avoir soin jusqu'à ce que le terme auquel le paiement devait se faire, soit expiré. Après quoi, on peut les adjuger au créancier ou les vendre pour l'acquit de la dette, en rendant à celui sur qui on les a pris ce qui reste, tous frais faits... » (6).

CORNEILLE VAN BYNKER SHOEK, né à Middelbourg en

---

(6) Cité par VALIN dans le « Nouveau Commentaire sur l'ordonnance de la Marine de 1681 ».

1673, mort en 1743, publie en 1702 : « *De domino maris* » et en 1737 « *Quaestiones juris publici* », où la question des représailles est abordée (Liv. I. Ch. XXIV). En 1746 paraît le « *De justis repressaliarum limitibus* » de KAHLE.

CHRETIEN DE WOLF, auteur en 1758 des « *Principes du Droit de la Nature et des Gens* », HERMANN-FRIEDRICH KAHREL, dans son « *Völkerrecht* » (1750) traitent également du sujet.

Mais le juriste de l'ancien Droit qui a exposé le plus clairement la théorie des Représailles et qui en a le mieux saisi et expliqué les subtilités, c'est, ainsi que nous avons eu déjà l'occasion de le dire, EMMERIC DE VATTEL. C'est en 1758 que le Neuchâtelois publie à Londres : « *Le Droit des Gens ou les Principes de la loi naturelle appliqués à la conduite et aux affaires des nations et des souverains* ». Dans son Tome I, Livre II, ch. XVIII, §§ 339 et surtout 341 à 355, nous avons vu qu'il définissait les représailles, puis les légitimait ensuite, en énumérant les conditions requises. Il précise aussi sur quels biens elles s'exercent (§ 344) : « . . . Dans les représailles, on saisit les biens des sujets, tout comme on saisirait ceux de l'Etat ou du Souverain. Tout ce qui appartient à la Nation est sujet de représailles, dès qu'on peut s'en saisir, pourvu que ce ne soit pas un dépôt confié à la foi publique ». Vattel explique ensuite la nécessité du déni de justice, du recours au souverain ; il va même jusqu'à dire (§ 352) malgré Grotius, que l'on peut repousser et même tuer ceux qui s'opposent à de justes représailles. Enfin, il étudie très minutieusement les limites entre les représailles et la guerre, et leurs rapports entre elles. En résumé, il semble permis d'affirmer que Vattel est le grand apôtre des représailles dans l'Ancien Droit.

Après lui, nous citerons GEORGES-FREDERIC de MARTENS,

dont l' « Essai concernant les Armateurs, les prises et surtout les reprises » (1795) est en rapport avec notre sujet, comme aussi son ouvrage antérieur « Principes du Droit des Gens modernes de l'Europe » (1788).

Enfin, en ce qui concerne plus spécialement la question des prises nous aurions pu citer encore l'édition annotée par le juriconsulte gênois CASEREGI, du « Consulat de la Mer » (vers le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, ou l'ouvrage de l'Espagnol FELIX-JOSEPH ABREU : « Tractado juridico-politico sobre las presas de la mar » (1746).

Mais nous arrivons à RENÉ-JOSUÉ VALIN, avocat et procureur du Roi au siège de l'Amirauté de La Rochelle, qui n'est pas seulement l'auteur d'un célèbre « Traité des Prises », mais celui d'un « Nouveau commentaire sur l'ordonnance de la marine du mois d'août 1681 » (1760) où il blâme expressément ceux qui condamnaient les armements en course : « Quelque ancienne et autorisée que soit cette manière de faire la guerre, il est néanmoins de prétendus philosophes qui la désapprouvent, selon eux ce n'est pas ainsi qu'il faut servir l'état et le prince, et le profit qui en peut revenir aux particuliers est illicite ou du moins honteux. Mais ce n'est là qu'un langage de mauvais citoyens qui, sous le masque important d'une fausse sagesse ou d'une conscience artificieusement délicate, cherchent à donner le change en voilant le motif secret qui cause leur indifférence pour le bien et l'avantage de l'Etat » (7). Mais un chapitre est spécialement consacré aux « Lettres de Marque ou de Représailles », dans l'ordonnance de 1681, et Valin n'a pas manqué d'en profiter pour faire un exposé théorique, juridique, et historique très complet de la question. Il convient en outre en parlant de Valin de men-

---

(7) Cité par NYS, op. cit.

tionner les auteurs antérieurs auxquels il se réfère à plusieurs reprises ; comme BOUCHEL (au « verbo » : représailles), STYPMANNUS (« Ad jus maritimum », part. 5 cap. I, N° 22, fol. 637) JACOBUS A CANIBUS, Jean-Jacques Degli Cani (« Tractatus de repressaliis »), MARTINUS LAUDENSIS (Martin de Lodi) (« Tractatus de repressaliis ») et JULIUS FERRETUS (« De re navali »), sans parler de Grotius et de Pufendorf.

Citons ensuite l'abbé G. BONOT DE MABLY, qui a publié en 1748 : « Le Droit Public de l'Europe fondé sur les traités », le prussien TOZE, auteur de deux traités de droit maritime (1780, 1782), GALIANI, dont nous avons déjà retenu le « De doveri de principi neutrali verso ; principe gerreggianti, e di questi verso i neutrali libri due » (1782), GUILLAUME DE STECK (1794) et SCHLEGEL (1799) qui s'occupent de la navigation en temps de guerre, DOMINIQUE ALBERT AZUNI (« Système universel des Principes du Droit Maritime de l'Europe 1797 ») et au début du XIX<sup>e</sup> siècle WILLIAM SCOTT, ROBERT PLUMER WARD, GERARD de RAYNEVAL (« De la liberté des Mers », 1811).

Nous en arrivons à l'importante « Collection des Lois Maritimes antérieures au XVIII<sup>e</sup> siècle », publiée de 1828 à 1845 par J.M. PARDESSUS, à Jean-Théodore ORTOLAN (« Règles et diplomatie de la Mer », 1843), à Fernand de Cussy, (« phases et causes célèbres du droit maritime des nations », 1856), à HAUTEFFUILLE (« Questions de Droit maritime international », 1868) à Sir TRAVERS-TWISS, à Eugène-François CAUCHY, à WESTLAKE, PRADIER-FOEDERE, BLUNTSCHLI, prédécesseurs immédiats des grands juristes internationaux contemporains qui, eux aussi, ont traité cette même question.

Ainsi, par cette énumération sans doute bien incomplète, on voit cependant combien les esprits ont été préoccupés d'un

sujet aussi important et dont l'intérêt pratique se doublait de celui de trouver des principes en accord avec le Droit des Gens, susceptible de constituer une base solide et juridique à une théorie utile mais périlleuse.

Mais on voit, en tous cas, que les théories développées par les juristes du XVII<sup>e</sup> et du XVIII<sup>e</sup> siècles ne sont pas neuves. Sans parler de Vattel dont l'œuvre, si sa défense des représailles est lumineuse et claire, offre plus de littérature que de science juridique, des personnalités comme Pufendorf ou Grotius ne s'appuient sur aucun principe nouveau. C'est dans l'œuvre des Théologiens qu'ils puisent les éléments de leur discussion. A ce point de vue les deux grands noms à retenir sont, avec Lessius, Suarez et Vittoria. Mais là encore une filiation s'établit et l'œuvre intéressante de Suarez puise sa force dans celle de Vittoria. C'est donc au grand théologien du XVI<sup>e</sup> siècle que revient, on peut l'affirmer, l'honneur d'avoir exposé dans toute son étendue la Théorie des Représailles et d'en avoir dégagé la justification. Vittoria est la grande source où ont puisé canonistes et juristes. Dans son œuvre sont contenus tous les éléments développés diversement dans la suite. Et pourtant on a vu que Vittoria lui-même tirait ses arguments non seulement des décisions des Conciles, mais encore des nombreuses « Sommes » antérieurement parues, notamment de celle de Saint-Thomas d'Aquin. Or, nous avons vu que Saint-Thomas d'Aquin se basait sur la doctrine de Saint Augustin pour énoncer la légitimité du recours à la force.

Une conclusion s'impose : tous ces anciens auteurs forment une chaîne continue dont les premiers chaînons commandent les derniers. Or, les derniers chaînons, ce sont justement les juristes purs. Qu'un Grotius ou un Pufendorf ap-

portent des clartés nouvelles, offrent des développements plus perfectionnés, il n'en faut pas douter. Mais leurs arguments sont déjà tous contenus dans l'œuvre des canonistes qui les ont précédés et dont les deux grands noms restent Suarez et Vittoria. Ce dernier, nous pouvons le dire, est donc le père de la Théorie des Représailles que, le premier, il a exposée et défendue. Or déjà, Saint Thomas d'Aquin et Saint Augustin lui-même effleuraient la question. C'est donc dans le Droit Canonique tout entier du Moyen âge, et jusqu'au XVII<sup>e</sup> siècle qu'on trouve non seulement les origines, mais tous les principes de cette théorie développée plus longuement par la suite, mais sans apport réellement neuf, en ce qui concerne ses fondements.

---



## Chapitre II

### LA PRATIQUE DES REPRÉSAILLES DANS L'ANCIEN DROIT ATHÈNES — ROME — LES GERMAINS

---

Si nous remontons à l'antiquité grecque nous voyons que l'on peut fort bien considérer qu'une sorte de droit de représailles y existait déjà, bien que certains auteurs ne soient pas de cet avis. Nous avons vu que, d'après les Discours de Démosthène, l'« androlepsie », ce droit de prise de corps, présentait tous les caractères des représailles. Grotius déjà s'appuyait sur un passage de l'Iliade d'Homère, pour affirmer que cet usage était bel et bien établi à Athènes : Augée, roi d'Elide, avait retenu un char attelé de quatre chevaux de course que le père de Nestor avait envoyé pour les jeux (Iliade, Livre XI, vers 697 et suiv.). Nestor enleva alors par droit de représailles les troupeaux des Eléens, sous le règne d'Hypérochus dont il tua le fils Itymonée, celui-ci voulant l'empêcher de prendre les troupeaux. Nestor envoya ensuite des hérauts proclamer partout que ceux à qui les Eléens devaient quelque chose n'avaient qu'à réclamer une part du butin. Le mot *Πύσις* est entendu ici dans le sens de « ce que l'on prend à la place de quelque autre chose qui nous avait été pris ». Le même mot, d'après Barbeyrac, est employé par Polybe, avec un sens identique, au sujet des Achéens, qui

usèrent de représailles contre les Béotiens, avec la permission de Philopemen. La même expression également est employée par Diodore de Sicile.

Nous avons vu aussi que ce droit de prise corporelle dont parle Démosthène s'appuyait nettement sur l'idée de solidarité, résultant de la propriété collective dérivant de l'organisation en tribus. Et si l'usage des représailles en cas de meurtre ne tarda pas à être abandonné à Athènes, il n'en fut pas de même en cas de vol ; il se développa au contraire rapidement et donna vite lieu à de nombreux abus. L'Etat prit même souvent, dans un but de spéculation, les représailles à son compte, ce qui fut considéré, si l'on en croit Dareste (1) comme une « procédure internationale servant de garantie à un droit ». C'était alors une sorte d'immunité contre les représailles, immunité qui pouvait être concédée de deux façons :

1° Personnellement, à un étranger qui avait bien mérité de la patrie. Cette immunité était alors héréditaire ; certaines professions bénéficiaient de droit de cette immunité (les entrepreneurs de travaux publics, les artistes dramatiques).

2° En l'étendant à toute une ville, généralement par traité et sous condition de réciprocité. C'est ainsi que Lafargue (2) cite un traité passé au V<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ par les deux villes d'Oeanthé et de Chaléion : les représailles sur terre seulement étaient supprimées, sous peine d'une amende de 4 drachmes et de la restitution des biens saisis. Des magistrats spéciaux appelés « juges d'étrangers » (ἑνοδίκαι) étaient

---

(1) DARESTE : « Du Droit de Représailles » (Compte rendu de l'Académie des Sciences Politiques, 1890). Cité par LAFARGUE, op. cit. p. 8.

(2) Op. cit. p. 9.

créés à cet effet. Dans d'autres traités plus récents, on stipulait qu'une ville serait choisie comme juge d'arbitrage.

Enfin, ce qui a caractérisé, à notre point de vue, la Grèce ancienne, c'est la pratique généralisée de la piraterie. Nous verrons que dès le moyen âge, la « Course » sera la forme la plus usitée des représailles. Or, si l'on a pu dire que la course était la « fille puinée de la piraterie » (3), M. Gidel a clairement précisé (4) que si « la piraterie a pu sembler parfois présenter des points de contact avec la course maritime, ces contacts ne sauraient être que des contacts de faits et non de droit. La notion juridique de la course est essentiellement différente de celle de la piraterie. Néanmoins elle peut dégénérer assez facilement en piraterie... ». M. Gidel signale au même endroit que longtemps la course et la piraterie se confondirent, que le mot « corsaire » avait à l'origine le même sens que le mot « pirate » (*Cursarii, praedones maris piratae*, dit Du Cange). « Ce qui a différencié le corsaire du pirate, c'est l'exigence, passée peu à peu en règle de droit européen, d'une autorisation expresse pour armer en course » (5).

Aux temps héroïques de la Grèce la piraterie s'exerçait avec une grande intensité, et se confondait avec la Course. Justinien rapporte que la profession de pirate était, autant qu'une autre, honorable. On exerçait le métier de pirate, et le plus souvent, on s'associait à plusieurs pour cela, comme firent, au temps de Solon, les Phocéens que l'aridité de leur sol forçait à exercer la piraterie. Solon, d'ailleurs, établit un règlement pour les pirates. D'après Gaius (D. 47.22.4.) les

---

(3) CAUCHY : « Du respect de la Propriété privée dans la Guerre Maritime », 1866, p. 32.

(4) Gilbert GIDEL : « Le Droit International Public de la Mer », 1932.

(5) G. GIDEL. Ibid. p. 345.

lois de Solon admettaient les Sociétés de pirates, au même titre que celles de commerçants. C'étaient plutôt des associations de pirates-commerçants « qui ad praedam negotiationemve proficiscuntur ». Le grand moyen de défense contre les pirates fut l'organisation des « voyages de conserve », sortes de croisières collectives où le nombre risquait d'intimider les assaillants. Mais à vrai dire, c'était surtout en guerre que s'exerçait la piraterie. Le monde méditerranéen, à l'époque grecque, était scindé en de multiples petits états entre lesquels le moindre différend était une guerre et la Grèce étant un pays essentiellement maritime, la plupart des opérations se faisaient naturellement sur mer.

A Rome, au contraire, nous avons vu que les représailles étaient, en principe, bannies comme contraires aux règles fondamentales du Droit Romain, dont l'idée de non-solidarité juridique était une des bases. Ce n'est guère, comme nous l'avons vu, qu'à l'époque de Justinien, qu'on commence à trouver des traces de représailles dans les monuments législatifs. Les raisons de cette prohibition sont d'ordre général ainsi que le dit Mas-Latrie (6) : « L'esprit fondamental du Droit Romain étant l'équité, et le Droit de Représailles répugnant essentiellement à l'équité, il ne pouvait être admis dans la législation romaine, qu'on a si justement nommée la raison écrite ». De plus, comme le fait remarquer cet auteur, le bassin méditerranéen tout entier était sous la même loi romaine, avec un pouvoir central fort pour faire respecter son autorité. Ce n'est que plus tard, quand l'empire romain s'étendit très loin, que les vainqueurs furent forcés de modifier leur législation pour l'accorder avec les coutumes de leurs nouveaux sujets.

---

(6) René de MAS-LATRIE : « Du Droit de Marque et de Représailles au Moyen-Age », 1866.

Néanmoins les Romains, les Etrusques, comme les Grecs, ont été des pirates. Nul plus qu'eux n'eut moins de scrupule en ce qui concerne le butin : Rome s'est enrichie des dépouilles de l'univers. Mais il faut reconnaître que ce sont les pirates qui ont commencé par accabler les Romains. César et Pompée ont entrepris de grandes expéditions contre eux. Les seconde et troisième guerres puniques marquent la création d'une flotte romaine armée dans le but d'anéantir Carthage, et qui donna à Rome la maîtrise des mers. Alors, même en temps de paix, Rome exerce une sorte de droit de prise sur les choses et les personnes qui ne sont comprises ni dans les traités d'alliance ni dans les pactes d'amitié avec elle. Blüntschi fait enfin remarquer (7) que dans les guerres de conquêtes, les troupes romaines régulières exercent seules le droit de butin et l'exercent pour le compte de l'Etat.

Pour ce qui est de l'usage des représailles privées, bien entendu abolies à Rome comme toute autre, Tite-Live nous raconte (8) que lorsqu'un tort avait été causé, les revendications se faisaient par l'intermédiaire des hérauts, ou « *fetiales* ». Le « *Pater paratus* » allait jusqu'à la frontière exposer ses revendications, et proposer un délai de réparation. S'il y avait alors contestation, l'affaire était soumise à des arbitres, les « *recuperatores* ». Ceux-ci devaient statuer dans les dix jours, et ne pouvaient entendre plus de dix témoins. Ainsi que le dit Lafargue (9), « entre cette sorte d'arbitrage et la guerre, il n'y avait pas de place pour les représailles ». C'était la *pax romana*, où toute violence privée était quasi impossible. Seule, la chute de l'Empire pouvait faire renaître le droit de représailles.

---

(7) BLÜNTSCHLI : « *Beuterecht* », p. 19-28.

(8) TITE-LIVE, I. 32. Dans DARESTE op. cit.

(9) P. LAFARGUE : « Les Représailles en temps de Paix », 1898.

Grotius cite pourtant quelques exemples de représailles à l'époque romaine, notamment la saisie, à Cumes, de vaisseaux romains par Aristodème, l'héritier des Tarquins. Aristodème voulait se dédommager de ce qu'à Rome on retenait les biens des Tarquins (10). D'après Denys d'Halicarnasse, les partisans des Tarquins auraient demandé au roi de Cumes, Aristodème, l'autorisation d'arrêter par représailles des ambassadeurs romains arrivant à Cumes, jusqu'à-ce que les biens confisqués soient rendus. Aristodème voulut donner aux ambassadeurs le temps de plaider leur cause, mais ceux-ci prirent la fuite. C'est alors qu'il fit saisir leurs valets, leurs bêtes de somme et leur argent.

De même il semble que, chez les Carthaginois, certains avaient un droit de représailles, grâce auquel on saisit de nombreux navires dans le Pont-Euxin. Nous avons ici un exemple d'un Etat prenant à son compte le règlement des conflits privés, car Aristote rapporte que Carthage encourageait les représailles chez certains de ses citoyens dans le seul but de se procurer de l'argent pour payer les nombreux étrangers qu'elle avait à sa solde.

Enfin Barbeyrac nous rapporte qu'Hérode avait prêté par contrat 500 talents aux Arabes, avec faculté, à l'expiration du terme prévu, de se payer lui-même. Ces Arabes n'ayant pas remboursé, Hérode mit à exécution cette clause, ce qui permit au sage Nicolas de Damas de soutenir devant l'Empereur qu'Hérode n'avait pas là fait la guerre, mais usé de justes représailles.

Malgré ces exemples, il faut retenir cette idée générale

---

(10) *Frumentum Cumis quum coëmtum esset, naves, pro bonis Tarquiniorum, ab Aristodemio tyranno, qui heres erat, retentae sunt* (Tit. Liv. Lib. III. Cap. XXXIV, Num. 4).

qu'à Rome, les représailles furent bannies, parce que nettement contraires au Droit Romain, alors qu'à Athènes elles étaient admises jusqu'à devenir, comme nous l'avons vu, l'objet de lois.

Ce n'est qu'au V<sup>e</sup> siècle que les monuments législatifs romains mentionnent les représailles, encore que ce fût pour les prohiber. Mais la loi romaine devait se désagréger avec la paix romaine et lorsque l'Empire s'effondra sous les invasions barbares, les représailles revinrent au jour.

Avec le morcellement de l'Empire, l'unité de loi disparaît ; de plus, les invasions barbares ont propagé rapidement la coutume germanique. Or la coutume germanique, c'est le droit du poing, le « faustrecht ». Bien mieux, chez les Germains, le principe de solidarité civique est appliqué avec une telle intensité, qu'il s'étend au degré le plus humble de la division de la peuplade germanique : la famille. Chaque membre d'une même famille était tenu de payer le « wehrgeld », ou amende, en réparation d'un crime commis par un autre membre de la famille, et cette indemnité était répartie entre tous les parents de la victime ; nous trouvons là l'essence même de la théorie des représailles. Il y avait mieux encore, chaque membre d'une même centaine, d'une même marche « commarchati », était tenu du crime commis par l'un d'eux. Mas-Latrie (11) rapporte à ce sujet un décret de Childébert II et de Clotaire II, en 596 : « Si furtum factum fuerit capitale centena restituat ».

Enfin, le « droit de guerre privée », également basé sur la solidarité, forçait, chez les Germains, les membres d'une même famille à défendre chacun de leurs parents. C'est là évidemment une sorte d'embryon du droit de représailles, ce

---

(11) op. cit.

qui a pu faire dire à certains auteurs que les représailles étaient d'origine germanique.

Dans les pays intermédiaires entre les Barbares et les Romains, il existait une sorte de compromis entre les deux principes. C'est ainsi que le Roi des Lombards, Rotharis, défendait la solidarité entre membres d'une même marque, mais la préconisait entre membres d'une même famille : « Nulli leciat alio pro alio pignolare excepto illo qui gafam esse invenitur, id est heredis parens proximior, qui illi ad hereditatem venturus est ».

Par conséquent, avec l'effondrement de l'Empire Romain, dans l'anarchie et le désordre qui vont régner, les représailles vont surgir. C'est alors qu'on voit des associations de commerçants se former pour défendre contre les écumeurs de la mer les navires et leurs cargaisons. Le risque des pirates devient le risque de tout le monde. Souvent ces associations n'attendent même pas l'autorisation du pouvoir central pour s'indemniser. Le Moyen âge est né, avec son absence d'autorité forte, avec ses corporations, avec les représailles qui vont se développer rapidement.

---

## Chapitre III

### LA PRATIQUE DES REPRÉSAILLES DANS L'ANCIEN DROIT LE MOYEN AGE

---

La période consécutive aux invasions barbares se caractérise par une anarchie et un désordre généraux. L'absence d'une autorité centrale, l'affaiblissement des princes et leur impuissance vis-à-vis de leurs sujets les plus forts, l'avènement de la féodalité, vont faire de ces siècles un long moment de désordre international. Les représailles ont ressuscité quand l'Empire romain s'est effondré. Elles vont être utilisées de la façon la plus libre, la plus abusive, jusque vers le XIII<sup>e</sup> siècle. A cette époque, en effet, apparaîtra non seulement un semblant d'organisation internationale, mais avec le raffermissement du pouvoir des Princes, un commencement de prohibition (qui sera ensuite toujours progressive), des représailles.

A partir du XIII<sup>e</sup> siècle, en effet, on voit naître et se généraliser la pratique des « Lettres de Représailles » ou « Lettres de Marque ». Le régime de la liberté est terminé et peu après de nombreux actes juridiques nationaux (édits, ordonnances) ou internationaux (traités, conventions) consacreront d'une façon suivie ce régime de réglementation et de limitation.

Pendant la période qui nous occupe, rien de tout cela : l'organisation internationale est inexistante, c'est le régime de la justice et des guerres privées.

Nous avons vu que les invasions germaniques avaient favorisé cette renaissance des représailles, dont le monde grec avait déjà connu la pratique. Comme aux temps de la Grèce ancienne nous allons donc assister à une recrudescence de la piraterie, et consécutivement, à ces organisations en voyages de conserve, à ces groupements de commerçants qui, déjà à l'époque grecque, avaient été utilisés comme moyens de défense et de protection contre les pirates. Et c'est naturellement les villes commerçantes de la Méditerranée qui vont s'unir tout d'abord entre elles pour faire la guerre aux pirates. Un ancien recueil des règlements des croiseurs équipés par ces corporations figure même dans les éditions italiennes, à la suite du « Consulat de la Mer » (1), dont nous parlerons tout à l'heure. Cette pratique résultait forcément de l'impossibilité pour les Princes dont les sujets avaient commis des torts à l'égard des sujets d'autres Princes, de contraindre les coupables, souvent en fait plus puissants qu'eux-mêmes, à une réparation quelconque. Comme à Athènes, d'ailleurs, cette faculté de courir sus aux pirates (la « gerra del corso ») ne tarda pas à dégénérer en pratiques aussi illicites que les faits qu'elle avait à réprimer. Le mal ne faisait que s'aggraver. « Les justiciers, dit Charles de Boeck (2), sortaient parfois de leur rôle ; ils se livraient eux aussi au pillage, et leurs propres concitoyens devenaient à l'occasion leurs victimes ».

Après la Méditerranée, ces associations se développèrent dans les mers nordiques et les villes de la Hanse suivirent l'exemple des cités italiennes. Dès le VI<sup>e</sup> siècle, cette pratique était généralisée.

---

(1) Cf. PARDESSUS : « Collection des Lois Maritimes antérieures au XIII<sup>e</sup> siècle », T. V, et Travers TWISS : « Le Droit des Gens », T. II. Ch. 2.

(2) Ch. de BOECK : « De la propriété privée ennemie sous pavillon ennemi », 1882, p. 17.

En somme, le risque des pirates, c'était le risque de tout le monde : « pillards, écumeurs de mers, soi-disant amis, confédérés ou ennemis déclarés », sera-t-il dit plus tard dans le « Guidon de la Mer ».

Sur terre, d'ailleurs, il en était de même et il fallut attendre l'avènement de Charlemagne pour assister à une première tentative, sans lendemain d'ailleurs, de prohibition de représailles. Pendant les quarante-sept années de son règne, Charlemagne empêcha les guerres privées, et ce fut une période où les représailles disparurent du monde chrétien. Mais au démembrement de son empire, les morcellements, les révoltes et les invasions, ramenèrent l'anarchie générale et les représailles intensives et abusives. Elles se justifiaient pourtant jusqu'à un certain point, en tant que rempart contre les barbares. Les corporations de marchands (« collegia ») remplaçaient l'Etat défaillant. C'est ce que dit Lafargue (3) : « Dans un tel état de choses, l'usage des représailles servait de palliatif aux déprédations de ces peuplades sauvages ; aucune protection à attendre d'une autorité qui n'arrivait pas à se faire obéir. Comme toujours en pareil cas, les particuliers s'assemblèrent pour remplir le rôle de l'Etat impuissant. C'est la tendance invincible des agglomérations humaines de s'organiser et de prendre les mesures nécessaires à la défense de cette organisation, lorsque le pouvoir est incapable de le faire... »

Les particuliers se faisaient donc justice eux-mêmes. Cela s'expliquait notamment contre les pirates. Mais cette pratique se transforma vite et chaque fois que quelqu'un se trouvait ou se disait lésé par un habitant d'un autre pays, il prenait le droit de courir sus à l'offenseur (« currere super

---

(3) Op. cit. p. 17.

malefactorem donec plenarie fuerit emendatum ») (4). Dès le XII<sup>e</sup> siècle, on relève même des autorisations données par les magistrats municipaux, de poursuivre partout les biens des concitoyens de l'offenseur. On trouve dans Pardessus (II. p. XXI) trois traités (1179, 1198, 1212) où l'on stipule un délai pour faire droit aux réclamations, délai passé lequel on pouvait faire soi-même sa justice.

Comme dit Pardessus, ce n'est qu'une autre piraterie « qu'on a décoré du nom de course ». Mais elle s'expliquait du fait que les gouvernements ne possédant pas de marine de guerre, devaient forcément recourir aux particuliers.

On distingue mal à cette époque les corsaires des pirates. On emploie indifféremment les expressions synonymes : « piratae, proedones, corsarii qui piraticam exercent ». M. Gidel nous rapporte qu'en 1398, encore, une loi de Sicile, citée par Pardessus, permettait sans formalité d'équiper un navire « pour faire la piraterie » (ad piraticam exercendam). Au XIII<sup>e</sup> siècle, on confond encore exactement corsaires et pirates. M. Gidel cite les termes de la Pragmatique d'Alphonse III, roi d'Aragon en 1288 : « Si aliquis pirara vel cursarius voluerit armare contra inimicos... », et Cauchy : « On peut croire qu'en temps de guerre (dans l'antiquité) aucun navire de commerce ne se faisait faute de courir sus à un bâtiment ennemi quand il se croyait en mesure de le prendre. On ne trouve cependant ni dans la langue grecque, ni dans la langue latine aucun mot pour exprimer proprement ce que nous entendons par corsaire, aucune trace d'une autorisation légale donnée à cet effet par les souverains des nations belligérantes. Les Grecs appelaient « λῆστρονικα πλοῦα », les Romains « Piratica Navigia » des navires armés pour la prise. Du Cange (au mot « pirata » et (supplément au « Glossaire ») au mot « Pira-

---

(4) Cité par Ch. de BÉCK, op. cit.

terium ») atteste qu'au XI<sup>e</sup> siècle, le mot « pirata » servait quelquefois à désigner les soldats de marine. Le mot « piraterium » était devenu synonyme de « militia » jusqu'à dire « Piraterium est vita hominis super terram ». Les vieilles chroniques d'Angleterre parlent des « pirates du roi » auxquels, sous Guillaume le Roux, on confiait la garde des mers territoriales; il parut donc tout simple d'appliquer d'abord ce mot aux équipages des bâtiments que des particuliers ou des villes armaient, pendant les guerres du Moyen âge, pour courir sus aux navires de commerce de l'ennemi ».

Au XIV<sup>e</sup> siècle, on se servait d'une périphrase pour désigner les navires armés pour exercer des représailles : « Navis more piratico navigatura ». Ce n'est qu'au XVI<sup>e</sup> siècle qu'on employa le mot « corsaire » pour distinguer les armements licites des autres.

Cependant, sur terre, les représailles sont pratiquées aussi, notamment à l'occasion des grandes foires internationales annuelles qui, dans l'Europe féodale, étaient le centre du commerce. Les Rois et les Seigneurs prenaient sous leur protection les marchands qui s'y rendaient. Et les baillis ou sénéchaux étaient alors responsables, vis-à-vis de ces marchands. Vers le XIII<sup>e</sup> siècle, on vit les villes de Brême, de Stade et de Hambourg se plaindre de ce que les Gantois les rendaient responsables de pertes éprouvées par les marchands flamands en Saxe et exerçaient des représailles sur leurs ressortissants : « C'est punir les innocents pour un tort qu'ils ne peuvent empêcher; les vrais coupables sont les nobles qui dépouillent les marchands et se retirent ensuite dans des châteaux inaccessibles » (5).

---

(5) WARNKÖNIG : « Histoire de la Flandre », Traduction de GHELDOLF, II. p. 193. Cité par P. LAFARGUE, op. cit. p. 20.

Les Représailles se généralisèrent donc très vite et toujours en s'aggravant. Pas plus que les mers, les routes terrestres n'étaient sûres. Dans la théorie évidemment, l'« arrestum » (saisie des personnes) devait se borner à ceux qui avaient commis l'injustice, ou au magistrat qui l'avait tolérée. Mais les excès de la pratique eurent vite fait de supplanter les subtilités des principes. Sur mer, le droit d'aubaine, le droit de naufrage, augmentaient encore l'insécurité générale. D'autre part, les abus étaient flagrants et leur exagération extrême. Pardessus raconte le fait suivant : En 1242, « les sujets du Duc de Bretagne continuèrent d'armer en course contre les Anglais, avec lesquels leur souverain venait de conclure une trêve et Saint-Louis fut obligé d'interposer son autorité pour contraindre le Duc à réprimer l'avidité des armateurs bretons. A la suite de la guerre entre ce même Roi et Henri III, les corsaires anglais profitèrent des troubles de leur patrie pour exercer d'affreux brigandages ; ils s'emparaient des navires de toutes les nations et en précipitaient les équipages dans la mer. »

Pourtant, vers 1164, un fait particulier montre qu'une esquisse de Droit International semble apparaître : les Pisans, alors en guerre avec les Gênois, se saisirent d'un chargement d'alun sur un navire sarrazin, prétendant que cette cargaison était destinée à leurs ennemis. Le sultan d'Egypte adressa aussitôt une réclamation et la ville de Pise accorda la réparation demandée. Mais il s'agit là d'un fait isolé, bien que quelques tentatives très nettes de prohibition aient été proposées ou même ordonnées, tant par les constitutions de l'Empereur que par les décrets des Conciles et notamment celui du Concile général de Lyon (1274) où les représailles furent déclai-

rées contraires à l'équité. Les tentatives furent des plus vaines et peut-être faut-il s'en féliciter, car les représailles représentaient, malgré tout, une garantie, une sauvegarde dans l'insécurité et le désordre général, notamment pour les commerçants.

En tous cas, les conciles n'ont même pas empêché les excès et les abus divers. C'est ainsi que dix-huit années après le Concile de Lyon, un matelot anglais ayant blessé un matelot normand à Bayonne au cours d'une rixe, et devant l'inaction des magistrats de Bayonne et même de Philippe le Bel, les Normands pillèrent un bateau anglais. Les Anglais répondirent en pillant un bateau normand et les choses s'aggravèrent au point que deux cents navires normands se mirent à piller les mers et que les Anglais tuèrent plusieurs milliers de Normands. C'est seulement alors que les Princes intervinrent, ce qui consista, pour Philippe le Bel, à se saisir du duché de Guyenne.

Par conséquent, l'action privée continue, sans frein, de s'accommoder une justice. Nous verrons qu'un peu plus tard, dès que les Lettres de Représailles entreront dans les mœurs, la réglementation commencera, notamment sous forme d'immunités accordées pour des raisons bancaires ou commerciales aux Juifs et aux Lombards par exemple.

Le seul monument juridique intéressant notre époque, ce " Consulat de la Mer " dont Pardessus croit qu'il a été rédigé au plus tôt au XII<sup>e</sup> siècle et au plus tard au XIV<sup>e</sup>, ne porte qu'un semblant de réglementation, qui demeura sans effet.

En 1215, pourtant, en Angleterre, la Grande Charte exemptait de toute saisie en temps de paix les biens des étran-

gers. Mais en 1353, un Parliament Act portait que les biens des commerçants étrangers ne pouvaient être saisis en raison des crimes ou des dettes d'un autre, mais pouvaient l'être à la suite d'un déni de justice de leur gouvernement. Plus tard, il est vrai, en 1414, un nouveau Parliament Act qualifia de crime de haute trahison toute attaque injuste contre les biens des étrangers; mais le Parliament Act de 1416 se hâta de dire que le Roi pourra toujours concéder des représailles contre des étrangers qui auront lésé des Anglais d'une façon ou d'une autre, à moins qu'un traité n'ait expressément aboli cet usage entre les deux pays (Henri V) (6).

De même on voyait déjà certaines choses, des marchandises notamment, des provisions de bouche, bénéficier d'une exemption de représailles : c'est ainsi qu'à Venise on ne pouvait saisir les produits alimentaires, les vaisseaux qui les apportaient et les produits ou monnaies donnés en échange; en 1283, Pierre III d'Aragon concède aux Barcelonais une charte confirmant les privilèges de la ville; il y est écrit : « Victualia quæ aportantur in Barcinona per mare vel per terram, de pane, vino, carnibus et piscibus non marcentur nec pignorentur... nec et pignorentur vel retineantur barchae, ligna vel jumenta aportantia dicta victualia; et hoc etiam tam pro alienis debitis quam propriis, nisi in contractibus Barcinonae celebratis » (7). Enfin, en France, l'Ordonnance du 4 février 1363 avait suspendu tous les droits de représailles contre les denrées destinées à l'alimentation publique.

Mais en dehors de cette question, notons que dès l'année 1272 un arrêt du Parlement de Paris avait condamné la com-

---

(6) Statutes of the realms. T. II, p. 199 (cité par MAS LATRIE, op. cit.

(7) CAPMANY : « Memorias sobre la marina de Barcelona », T. II. Cité par MAS-LATRIE, op. cit.

tesse de Flandres pour avoir fait saisir par représailles les laines apportées par des marchands du Pays de Galles, venus à la Foire de Lille. La Comtesse, disait l'arrêt, avait ainsi violé le sauf-conduit par elle promis à tout marchand venant à la Foire. Ceci prouve, en tous cas, qu'à cette époque le privilège des marchands n'existait pas en fait ni en général, puisque la Comtesse avait dû promettre un sauf-conduit spécial. D'ailleurs, l'arrêt du Parlement ne fait aucune mention d'un tel privilège.

Enfin nous avons vu, au début de cette étude, ce qu'il faut penser des prohibitions et des privilèges ecclésiastiques. Comme on le voit, ces tentatives de régularisation ou de réglementation sont encore extrêmement fragmentaires. Quelques traités, ou conventions, au XIII<sup>e</sup> siècle, essayent également de stipuler quelques restrictions au Droit de Représailles. On trouve notamment un traité de 1221, entre Arles et Pise, où les deux villes s'engagent à ne pas laisser leurs sujets respectifs se mêler en quoi que ce soit à un armement en course dirigé contre l'une d'elles. Les trêves franco-anglaises de 1228, de 1236 et de 1255, mentionnent qu'il sera nommé des arbitres pour examiner les cas de déni de justice et accorder satisfaction aux réclamants. Si ces arbitres n'arrivaient pas à donner la satisfaction demandée, alors les demandeurs pouvaient légalement courir sus aux défenseurs. Enfin en 1288, le Roi d'Aragon exhorte les cités maritimes à exiger des corsaires, sous serment et moyennant des sûretés, qu'ils ne pillent pas les biens de leurs citoyens, et qu'ils apportent leurs prises au port d'armement (8).

En résumé, on voit que jusqu'au XIII<sup>e</sup> siècle les représailles ont été utilisées de la façon la plus large et la plus ex-

---

(8) KATCHENOVSKY : « Prize Law, p. 24.

cessive, dans le seul but de satisfaire les intérêts particuliers, souvent abusivement défendus et sans qu'aucun frein n'en vint tempérer les nombreuses exagérations. On voit aussi que c'est au XIII<sup>e</sup> siècle qu'un semblant de Droit des Gens, un premier essai d'organisation internationale, commence à apparaître, et avec lui une tentative très morcelée et encore bien timide de réglementation des représailles par les princes, tant en vertu de leur pouvoir sur leurs sujets, pouvoir qui commence à s'affermir, qu'en vertu des traités internationaux où l'on stipule de plus en plus de clauses relatives aux représailles. Du moins, si ces restrictions n'ont encore rien de général, et ne comportent pas de conséquences directes quant à la pratique des représailles, on peut en déduire qu'elles ont eu pour effet principal de séparer les justes représailles sur mer, de la piraterie. C'est à cette époque, peut-on dire, que la course est définitivement sortie de la piraterie, et que l'on peut faire enfin la distinction primordiale entre les corsaires, dont les vaisseaux sont armés au nom de l'autorité et en vue de la défense et du respect de l'ordre, et les pirates, qui demeurent de véritables écumeurs des mers, hors la loi internationale qui s'esquisse.

Cette distinction n'empêchera pas, pourtant, des esprits avisés de ne considérer la course que comme une piraterie légale. C'est ainsi que Montesquieu réunira des arguments juridiques et économiques tendant à la suppression de la course. Dans deux chapitres destinés à « l'Esprit des Loix », mais qui n'y ont pas été insérés, Montesquieu parle des corsaires, qu'il appelle « armateurs » (comme C.-F. de Martens) en ces termes : « On a mis depuis quelque temps en Europe la piraterie sous de certaines lois. Je ne discuterai pas si ceci est une branche naturelle du droit de guerre et si l'Etat qui s'arme en corps contre un autre état peut aussi atta-

quer les fortunes particulières en armant les citoyens d'un Etat contre les citoyens d'un autre. Je dirai seulement qu'une nation qui a l'esprit de commerce n'introduira jamais les armateurs, et que l'Europe, qui est à la tête du commerce de l'univers, devrait établir contre cette pratique une loi du Droit des Gens. Ma raison est que c'est une chose inutilement pernicieuse. Cela détruit le commerce de ceux mêmes qui font les prises : on les mène dans un port où les marchandises ne sont pas demandées. Le prix en tombe à rien. Elles sont à trop bon marché dans un endroit ; dans un autre elles sont trop chères, et il ne s'en fait pas de consommation. Tout se gâte, se pille, périt, se vend mal ; en un mot, les armements sont des injustices de dupes.... il semble que les nations qui ont permis ce qu'on appelle les « armateurs » ont été obligées de faire des lois contre elles-mêmes. Il y en a une qui déclare de bonne prise les bâtiments des sujets du Prince repris sur les ennemis après être restés entre leurs mains vingt-quatre heures. Quelle loi que celle qui prive les sujets mêmes de la protection de l'Etat contre ses armateurs ! » (9).

Quoiqu'il en soit, la distinction entre course et piraterie existe désormais. Mais cette époque, ce XIII<sup>e</sup> siècle, a vu en même temps naître et commencer à se généraliser l'institution qui non seulement va confirmer cette distinction, mais qui, en s'implantant pour longtemps dans la pratique, va modifier profondément l'usage des représailles, en le règlementant peu à peu de façon plus suivie, en en permettant exclusivement l'emploi à l'autorité supérieure, en le soumettant à des conditions plus restrictives et plus définies : les Lettres de Représailles, dont nous allons maintenant aborder l'étude.

---

(9) BARCKHAUSEN : « Montesquieu, l'Esprit des Lois et les Archives de la Brède », 1904, p. 74. Cité par DESPAGNET : « Droit International Public ».



## Chapitre IV

### LA PRATIQUE DES REPRÉSAILLES DANS L'ANCIEN DROIT LES LETTRES DE REPRÉSAILLES

---

L'institution des Lettres de Représailles représente la plus réelle réglementation d'une pratique dont nous avons vu que, jusqu'à présent, elle s'exerçait à peu près librement, donc abusivement. Elle parachève la distinction d'entre les pirates et les corsaires et l'on peut dire avec Paul Fauchille (1) que c'est là qu'il faut voir l'origine proprement dite de la course. Le point important est que, du jour où les Lettres de Représailles entrent en vigueur, c'est l'autorité souveraine de chaque nation qui monopolise à elle seule l'exercice d'un droit dont, jusqu'alors, chaque particulier usait à sa guise. C'est la grande étape dans cette évolution qui part des représailles privées pour aboutir aux représailles publiques. Dès lors, il ne pourra plus s'agir que de représailles au nom de l'Etat, sinon tout à fait encore de représailles entre Etats. La justice privée a fini d'être maîtresse d'une situation trop commode. Le sceau du Prince est désormais nécessaire. En même temps nous verrons se développer, parallèlement, cette institution de la Course Maritime, dans le cadre du Droit international

---

(1) Traité de Droit International Public, I, 3<sup>e</sup> partie, Paix.

et qui sera abolie définitivement en même temps que les Lettres de Représailles (1856) (2).

On s'est servi des termes différents de Lettres de Représailles et de Lettres de Marque pour désigner la même institution. On a pourtant voulu voir dans cette différence des termes, une différence de faits, et pour cela on est remonté, comme nous allons le voir, à l'origine du mot « marque ».

René de Mas-Latrie donne une définition assez claire des Lettres de Représailles qui sont, nous dit-il, « un acte public par lequel le pouvoir souverain d'une ville ou d'un état concède à un de ses citoyens la faculté d'user de ce privilège exceptionnel: « le Droit de Représailles ».

Cette définition montre bien les caractères essentiels de ces lettres : elles sont publiques, elles émanent du Prince, elles sont concédées aux particuliers. Il y a là, comme le disent MM. de Lapradelle et Folitis (3), de la part du souverain, « une délégation de son droit public de guerre », qui lui permet d'user ainsi de son droit de justice, même à l'étranger. Dès l'abord, on conçoit donc fort bien que cette délégation ne peut être demandée que par ceux qui ont droit à la protection du Prince, c'est-à-dire que les lettres ne pourront être accordées aux étrangers. De même elles ne pourront être délivrées que contre ceux auxquels le Prince coupable, c'est-à-dire responsable du déni de justice, doit protection. Ce principe a permis au Grand Penstonnaire de Witt, lorsque la couronne d'Angleterre, en 1622, se crut autorisée à accorder des Lettres de

---

(2) Il est vrai que depuis 1778, aucune lettre de représailles ne fut plus concédée. Mais il ne s'agit là que d'une déchéance de fait. Et l'on peut dire que c'est la déclaration de Paris de 1856 qui, en abolissant expressément et définitivement la Course, a mis un terme à la pratique des Lettres de Représailles.

(3) De LAPRADELLE et POLITIS: « Recueil des Arbitrages Internationaux », Tome I, p. 107 et s.

Représailles en faveur de Malte, contre les Provinces-Unies, de s'écrier : « Il n'y a pas de souverain qui puisse accorder ou faire exécuter des représailles que pour la défense où le dédommagement de ses sujets qu'il est obligé, devant Dieu, de protéger » (4).

Bien postérieurement à leur naissance, nous trouvons deux définitions des Lettres de Représailles fort intéressantes, car elles émanent de documents primordiaux et surtout ont été données à l'époque même où cette pratique devenait extrêmement répandue. La première se trouve dans le « Guidon de la Mer » (chapitre 10) : « Lettres de Marque ou Représailles se concèdent par le roy, prince, potentat ou seigneurs souverains, en leurs terres, quand, hors le fait de la guerre, les sujets de diverses obéissances ont pillé, ravagé les uns sur les autres, et que par voye de justice ordinaire, droit n'est rendu aux intéressés, ou que par temporisation ou délais justice leur est déniée... Lettres de Marque contiennent la permission d'appréhender, saisir par force ou autrement les biens ou marchandises des sujets de celui qui a toléré ou passé sous silence le premier tort... Elles se concèdent aux naturels sujets et regnicoles et par bénéfice aux étrangers naturalisez » (5).

Cette définition, fait très justement observer à MM. de Lapradelle et Politis, qui la citent, que les étrangers autorisés à résider dans l'Etat pouvaient solliciter et se voir concéder des Lettres de Représailles, puisqu'ils avaient droit, comme ses propres sujets, à la protection du Prince.

Enfin une troisième définition, intéressante surtout parce

---

(4) Cité par VATTEL, Liv. II, Ch. XVIII, et par MM. DE LAPRADELLE et POLITIS : « Recueil des Arbitrages Internationaux », Tome I, p. 109, en note.

(5) PARDESSUS : « Lois Maritimes », II, p. 410.

qu'elle paraît éclairer un point souvent discuté, celui du sens exact du terme « lettres de marque », se trouve dans le « Livre des Faits d'Armes et de Chevalerie » de Christine de Pisan. Elle date par conséquent du début du XIV<sup>e</sup> siècle : « Marque est quant un homme d'un royaume sicomme de France ou d'autrepart ne poet avoir droit d'aucun tort fait d'un puissant homme estrangier ; le roy lui donnerait une manière de licence, de prendre, arrester et emprisonner par vertu de certaines lettres obtenues de par luy, marchans et aultres et leurs biens... jusques adont que droit et restitution fût faite au demandeur de la demande » (6).

Cette définition, où Christine de Pisan ne se sert que du mot « marque » est bien une définition des représailles. Cependant, certains auteurs, comme Hautefeuille (7), ont voulu différencier marques et représailles. Pour lui, les Lettres de Représailles ne permettaient de saisir que des biens situés dans les lieux où s'exerçait la juridiction du souverain qui les délivrait. Les Lettres de Marque, au contraire, étaient concédées à tous ceux qui, au cours d'une guerre, voulaient prendre part aux hostilités ; elles donnaient naissance à la course et au droit de capturer les biens de l'ennemi en haute-mer.

De même, MM. de Lapradelle et Politis (8) ont écrit que « comme le nom même de « marque », ou « frontière », l'indique, les Lettres de Marque n'étaient que des lettres de représailles à l'extérieur. Ainsi le droit de prise se rattache en droite ligne aux représailles » et ces éminents auteurs concluent que : .....« de la capture à la course, de la course aux lettres de marque, des lettres de marque aux lettres de re-

---

(6) Cité par P. LAFARGUE, op. cit. p. 30.

(7) HAUTEFEUILLE : « Origines du Droit Maritime International », T. III, p. 116.

(8) Op. cit. T. I, p. 107.

présailles, des représailles générales à la guerre, la série des chaînons se forment, qui rattachent la capture aux représailles, comme la conséquence aux principes ». Rien de plus vrai. Mais ne peut-on dire qu'en réalité Marque et Représailles se confondent et qu'il y a eu des Lettres de Représailles délivrées pour être exécutées en haute mer. Il est vrai toutefois que, de plus en plus, au cours du temps, les représailles se sépareront de la course. Les premières, ayant pour objet la réparation d'un tort privé, et qui tomberont peu à peu en déchéance ; la seconde se développant au contraire de plus en plus, et cela dans les cas où il y a rupture entre deux Etats.

Les auteurs qui ont distingué Marque de Représailles, se sont basés sur l'étymologie allemande ou latine du mot : « Mark » ou « Marcha », c'est-à-dire frontière. C'est bien aussi le sens que l'on trouve au « Glossaire » de du Cange, au mot : *marcha*. Cependant, remarquons que Grotius, qui définit les Lettres de Marque comme une « permission expresse du Roi », sans autre spécification, se réfère cependant à l'origine germanique du mot. Son commentateur, Barbeyrac, y trouve pourtant une autre raison. Pour lui, « marque » vient de l'allemand « Marck » ou limite, parce que c'est généralement sur les frontières qu'on exerce des représailles.

Valin, dans son Commentaire célèbre sur l'Ordonnance de 1681 précise que les lettres de marque et les lettres de représailles sont exactement la même chose ; « S'il est vrai néanmoins », ajoute-t-il, « que les lettres de marque ne soient ainsi appelées, au sentiment des Docteurs, que parce qu'elles attribuent « *jus transfeundi in alterius principis marchas seu limites, et bona eorum occupare qui nostra usurparunt* » - sur quoi voir le Glossaire de Du Cange, au mot *marcha* —, il semblerait que les lettres de marque n'auraient d'application

qu'aux représailles à faire sur terre, et dans l'Etat dont le prince ou les sujets auraient commis l'injustice...» Si l'on en croit Valin, par conséquent, la course n'aurait donc pu naître des lettres de marque, puisque celles-ci n'auraient visé que des représailles terrestres. En réalité, déjà au XVIII<sup>e</sup> siècle, on peut confondre entièrement marque et représailles. La pratique le prouve, même si, à l'origine, il y eut une distinction, vite effacée. Mais cette distinction ne serait-elle pas due à ce que le terme « marcha » a été le premier et en tous les cas le plus souvent employé, pour signifier le droit de courir sus, comme dans les diplômes qui, dès 1152, conféraient ce droit ?

En réalité, le mot « marque » trouve son origine dans le terme de basse-latinité « *marcare* » ou « *marchiare* » qui signifiait « saisir » et était souvent employé en même temps ou au lieu du vieux verbe latin « *pignorare* ». Littré cite, dans son étude historique du mot « marquer » un texte du XIV<sup>e</sup> siècle, où ce verbe avait le sens de « piller », « rançonner », ce qui confirme bien cette signification.

Quoiqu'il en soit, le terme « marque » a été plus usité à l'origine que le terme « représailles ». Il est vrai que, dans les textes anciens, les lettres sont désignées par les noms les plus divers : tantôt « *marca* », « *represaliae* », tantôt « *pignorationes* » ou « *pignora* », « *queminae* », tantôt même « *cam-bium* » ou « *laudes* ».

Mais les termes les plus fréquents à l'origine sont sans contredit « *marcha* » ou « *marcare* ». Il est question de « *marcha* » dans les diplômes du XII<sup>e</sup> siècle, dont nous avons déjà parlé et au sujet desquels Wheaton fait remarquer (9) qu'il

---

(9) WHEATON : « Histoire des Progrès du Droit des Gens en Europe et en Amérique », T. I, p. 81.

ne s'agit ici que de la faculté de saisir, d'autorité privée, les biens de ceux contre lesquels on avait des griefs, et même leurs personnes. C'est le verbe « *marcare* » qu'emploie, nous l'avons vu, le Roi Pierre III d'Aragon dans la Charte qu'il concède aux Barcelonais en 1283. En 1295, les sujets du roi d'Angleterre sollicitaient déjà des Lettres de Marque, et Edouard I<sup>er</sup> les rédigeait ainsi : « *Bernardus nobis supplicavit ut nos sibi licentiam marcandi homines subditos de regno Portugalliae et bona eorum invenire posset, concederemur, quousque de sibi ablatis integram habuisset restitutionem* ».

En 1313, une ordonnance de Philippe le Bel, relative à un traité avec le Roi d'Aragon, précise que la réquisition amiable devra précéder le recours au droit de marque. Enfin, nous trouvons le même terme dans le canon du Concile de Marciac, rédigé en 1326 (chapitre 54) : « *personnae ecclesiasticae vel earum bona pro aliis non marchientur vel pignorentur* » (10).

Il est donc évident que le terme de « *marque* » a été plus employé à l'origine. Il est également fréquemment employé dans les nombreux traités internationaux qui, à partir de 1300, font mention des lettres pour en interdire ou en régler l'usage entre les signataires. Mais il nous apparaît à peu près certain qu'on peut le confondre avec le terme « *représailles* ».

Avant d'entreprendre, dans notre chapitre suivant, dont ce sera l'objet, une très rapide étude historique de la pratique des Lettres de Représailles, voyons en quoi en ont consisté l'emploi et la procédure.

Car il ne faut pas croire que la concession des lettres n'était qu'une formalité. Si elles étaient demandées au pouvoir suprême, celui-ci ne les délivrait pas sans un examen approfondi de la question pour lequel, en général, on s'en

---

(10) TRAVERS-TWISS : « *Le Droit des Gens* », II, p. 22.

remettait à des magistrats compétents, et même avant d'accueillir une demande de concession, fallait-il qu'il s'assure que certaines formalités avaient été observées et certaines conditions remplies. Enfin, les lettres ne pouvaient se concéder à toutes personnes, ni à tout propos, elles ne pouvaient viser davantage tous les hommes ou toutes les choses. Autant de règles, autant de limites, dans lesquelles se trouve à présent enserré l'exercice des représailles. L'emploi des Lettres ne fait plus des représailles un moyen arbitraire de rendre la justice sous la seule dépendance du caprice ou de la cupidité de chacun. Celui qui les exerce n'est plus qu'un instrument dont l'action se vérifie par la double sentence des tribunaux compétents et du pouvoir du prince. « Des juges seuls rendent l'arrêt et disent s'il y a lieu d'agir », écrit P. Lafargue (11). « Ces juges sont faillibles; ils peuvent décerner à tort des lettres et laisser commettre sans le savoir d'atroces iniquités; ils sont accessibles aux passions humaines et peuvent se montrer plus sévères envers les sujets de certaines nations qu'envers d'autres. Puis le Roi qui est souverain juge, peut encore refuser de délivrer les lettres, dont les tribunaux ont cependant reconnu le bien fondé; c'est affaire de politique, la sécurité de l'Etat entre en ligne et prime l'intérêt particulier ».

Evidemment, la garantie n'a rien d'absolu; la corruptibilité ou la partialité des magistrats, l'influence de la politique sur le Prince, risquent encore de fausser l'exercice des représailles. Néanmoins, l'odieuse facilité pour chacun d'abuser suivant son désir personnel, d'une pratique le plus souvent destinée à assouvir les convoitises particulières, a maintenant disparu.

Et tout d'abord, avant que d'examiner la demande de

---

(11) Op. cit.

lettres, l'autorité compétente exigeait qu'ait eu lieu une réclamation préalable auprès du souverain étranger responsable, et que, cette réclamation demeurée sans résultat, il y eût un déni de justice véritable, et même plusieurs dénis de justice, car souvent il fallait réitérer les réclamations. C'est ainsi qu'une lettre de Jacques III d'Aragon écrite à Philippe le Bel, le 10 mai 1310, mentionne que des lettres accordées par Jacques III contre les Narbonnais, et contre lesquelles le Roi de France protestait, ne l'ont été qu'après plusieurs dénis de justice du Sénéchal de Beaucaire. On trouve la même nécessité de réitération de dénis de justice dans une demande de représailles formulée par devant le Doge de Gênes, contre le Roi de Chypre, en 1449, et dans une autre demande formulée par les Acciaiuoli contre les Romains, devant le Podestat de Florence, dès 1299; on la trouve encore dans un arrêt du Parlement de Paris, du 20 juillet 1336, et René de Mas-Latrie nous apprend que les Princes de Béarn ne concédaient de lettres qu'après trois sommations des plaignants restées sans effet.

Qui concédait les lettres ? Nous avons vu qu'il s'agit d'un droit essentiellement souverain et qui ne peut émaner que de l'autorité suprême, soit directement, soit par des délégués.

A l'origine, cette concession provenait des magistrats spéciaux : en France notamment des tribunaux jugeaient les contestations entre marchands et armateurs, même de nationalités différentes. Lorsque ces juridictions se reconnaissaient impuissantes, elles délivraient alors des lettres qui autorisaient le recours à la violence. En Angleterre existait également un organe de conciliation, auquel on devait s'adresser avant d'user de violence : c'était les « conservateurs de la

Paix », gardiens, nous dit Nys (12), des vestiges de l'ancienne coutume saxonne suivant laquelle tout homme libre avait droit à la paix de sa maison. Mais nous avons vu qu'en 1295, le roi Edouard I<sup>er</sup> délivre ses premières lettres de représailles. Il en sera toujours ainsi dans la suite. En Aragon, également, c'est le Roi qui concédait les lettres. Dans les Républiques italiennes, même exclusivité en faveur du pouvoir supérieur ; à Venise et à Gênes, le Doge, à Florence, le Podestat. seuls, ont cette prérogative.

En France, ce fut bientôt le Roi également. En 1443, Charles VII déclara que seuls le Roi et le Parlement pouvaient concéder des lettres. Mais le Parlement de Paris abusa vite de cette faculté, aussi, sur les représentations des Etats Généraux de Tours, en 1483, Charles VIII, par édit de 1485, réserva pour la première fois au Roi seul, le droit de concéder des lettres de représailles « qui, disait l'Edit, ne pouvaient être baillées sans grand avis et cognoissance de cause, et sans les solennités de droit en tels cas requises » (13).

Ainsi c'en fut fini des abus de concessions de lettres émanant non seulement des Parlements, mais aussi des Gouverneurs de provinces et des Sénéchaux (14), de certains grands feudataires (comme les Princes de Béarn), et même de quelques communes commerçantes (comme la ville de Narbonne dont les consuls municipaux délivrèrent plusieurs fois des lettres).

Délivrées par l'autorité souveraine, contre qui pouvaient

---

(12) NYS : « Origines du Droit International ».

(13) Cf. de MARTENS : « Essai sur les Armateurs », ch. I, § 4.

(14) Ainsi, en 1805, à la demande d'une compagnie de marchands italiens à Nîmes, le Sénéchal de Languedoc avait concédé des lettres de représailles contre les Marseillais résidant à Nîmes et à Montpellier, ce qui provoqua une vive protestation de la part des consuls de cette dernière ville.

être dirigées ces lettres ? En principe, évidemment contre les sujets du gouvernement étranger qui avait refusé de rendre justice et contre ceux-là seuls. Mais dans certains pays, dans le Royaume d'Aragon, notamment, on vit des lettres concédées par le Roi à ses sujets contre leurs propres compatriotes, d'une province à l'autre. Mais ceci est exceptionnel et jamais en France on ne vit en tous cas pareille chose.

Nous avons vu que certaines personnes pouvaient obtenir des sauf-conduits les préservant des représailles (comme celui qu'avait délivré la Comtesse de Flandres à des marchands gallois). Ceux qui n'avaient pu obtenir ces sauf-conduits, appelés « salvamentum » ou « salvagardia », rusaient parfois en couvrant leurs marchandises du pavillon de la nation concessionnaire de représailles. Cette coutume, appelée « salvataria », était sévèrement punie. On vit notamment Philippe VI édicter des peines très sévères contre les commerçants interlopes (Ordonnance du 24 Novembre 1333).

Mais outre ces sauf-conduits particuliers, dont l'efficacité n'était pas toujours très réelle, mais qui, devant les Tribunaux, avaient force de loi, nous avons vu qu'il existait des privilèges généraux dont bénéficiaient certaines personnes ou certaines marchandises. C'est ainsi qu'en France le Roi ne pouvait concéder de Lettres contre les Juifs (Ordonnance de 1360) dont les Banques étaient indispensables au bon fonctionnement du commerce, ni en principe contre les banquiers lombards de Paris, excepté toutefois si ceux-ci étaient personnellement mêlés aux actes incriminés. De même les voyageurs et les écoliers semblent avoir bénéficié d'une exemption de ce genre. Une ordonnance de Charles V rendue à Saint-Germain le 7 Août 1378 préserva de la même façon les étrangers qui avaient été autorisés par le Roi à résider en

France, même en temps de guerre, et une ordonnance de Charles VI rendue à Vincennes le 2 juin 1380, protégeait aussi les personnes établies à Troyes, pendant le temps des guerres.

Si les lettres ne pouvaient être concédées contre tout le monde, le Roi pouvait-il les octroyer à n'importe qui ? En théorie tout sujet du Roi était, de par cette qualité, en droit d'en obtenir. Mais en fait, il n'en était concédé qu'à ceux-là seulement qui avaient la hardiesse d'en réclamer, comme par exemple les grands armateurs qui se sentaient dotés d'une réelle puissance, tel ce Dieppois nommé Ango qui, en 1530, ayant obtenu de François I<sup>er</sup> des Lettres de Représailles contre le Roi de Portugal, se trouva en mesure d'envoyer dans l'estuaire du Tage une véritable flotte de dix-sept navires. Bien entendu, les lettres ne se concédaient pas aux étrangers, si ce n'est à ceux qui étaient naturalisés ou avaient acquis le droit de bourgeoisie, pour « chose pillée, déprédée, retenue ou arrêtée par force », ainsi qu'il est dit dans le *Guidon de la Mer*. La question a été discutée de savoir si le Roi pouvait délivrer des lettres en faveur d'une tierce puissance. Il semble bien que non. En effet nous voyons qu'en 1622, sur la demande des Chevaliers de Malte, et en leur faveur, les Anglais ayant usé de représailles contre les Hollandais, furent désapprouvés par la France et par le Roi d'Angleterre lui-même, qui fit restituer à la Hollande les vaisseaux capturés. En Suisse toutefois, il semble qu'un canton pouvait se servir de lettres en faveur d'un autre canton.

Tous ces principes, même rigoureusement appliqués, et la procédure minutieuse qu'il fallait observer pour l'obtention et l'exercice des lettres, et dont nous allons parler, n'empêchaient pourtant pas les abus d'être nombreux et les Lettres

de Représailles d'être souvent accordées injustement. On avait alors un recours : la contre-marque, qui permettait à la victime de représailles injustes de reprendre à son adversaire ce dont celui-ci s'était emparé en vertu de sa lettre de représailles. La contre-marque était en somme une nouvelle lettre de représailles, une nouvelle lettre de marque, concédée comme un moyen de défense contre une lettre de représailles injustement concédée par un gouvernement étranger. Du Cange, dans son Glossaire, au mot *marca*, s'exprime ainsi : « *Contra-marcha facultas a principe data ut quis contra alterius principis subditum, qui jure marchae adversus eum utitur, eodem jure sese defendat* ».

Mais on conçoit quelles complications et quelle entrave au commerce entraînait cet usage des contre-marques, où chacun s'armait l'un contre l'autre, et se croyait fondé dans son bon droit ; aussi les gouvernements ont-ils beaucoup cherché à en interdire l'emploi. Pas plus que les sauf-conduits, les contre-marques ne se révélaient efficaces, au contraire. On chercha donc d'autres moyens d'atténuer ou d'éviter les représailles, comme de confisquer les biens des compatriotes de l'agresseur, moyen très usité au moyen âge, ou comme de prélever des contributions forcées sur les marchandises en provenance du pays de l'agresseur, afin d'en indemniser les marchands lésés, usage qu'on appelait « *Laud* », terme fréquemment employé, nous l'avons vu, au Moyen âge, et qui ne désignait donc pas de véritables représailles. On en trouve de nombreux exemples : en 1318, une convention entre Venise et Marseille établit cet usage, pour éviter des représailles ; en 1335, Philippe VI frappa de la sorte les marchandises importées de Gênes et en 1451, le Podestat de Florence agit de même en ce qui concernait les produits arrivant d'Aragon.

Un autre moyen que l'on appliqua dès le Moyen âge pour tenter d'échapper aux représailles, fut la pratique de l'assurance. A Narbonne, à Montpellier, et dans certaines villes de l'Italie, on remarque dès le XIII<sup>e</sup> siècle des sociétés d'assurances mutuelles fondées dans ce but par des marchands.

Le Guidon de la Mer mentionne ces sortes d'assurance, en dégageant de toute responsabilité l'assureur dont l'assuré à lui-même exercé un pillage en effectuant une prise. L'Ordonnance de 1681 met, elle, à la charge des assureurs tous les risques de mer, non seulement provenant de représailles, mais de toute autre cause : tempête, pillage, feu, arrêt du prince, etc...

En somme, on voit combien la pratique des Lettres de Marque a entraîné dès le début une réglementation de principe de l'exercice des représailles. Réglementation d'autant plus stricte que les formalités de procédure autant pour l'obtention que pour l'exécution des lettres, étaient extrêmement bien définies et c'est ce que nous allons à présent examiner.

On sait que tout d'abord un ou même plusieurs dénis de justice étaient nécessaires pour que le plaignant ait recours au procédé des lettres. Dénis de justice de la part des tribunaux étrangers auxquels il fallait par conséquent s'adresser tout d'abord, ou évidemment impossibilité d'agir par voie judiciaire auprès de la justice du pays du coupable, comme par exemple le cas se produisait lorsqu'un chrétien était lésé par un Turc, ainsi qu'on le vit en 1449 dans une demande de représailles contre les Turcs adressée à son Doge par un Génois.

C'était là une condition sine qua non. En un acte public, Edouard III d'Angleterre fit au roi d'Aragon des re-

montrances au sujet de lettres accordées par ce roi à un nommé Béranger de la Tone, victime d'un corsaire anglais. Le Roi d'Angleterre, disait Edouard, ayant toujours été prêt à rendre justice au plaignant, il ne pouvait y avoir matière à Lettres de Marque.

Valin rapporte qu'un décret de la République de Pologne spécifiait que la réparation du tort devait être demandée plusieurs fois : « nullae represaliae aut arresta tam terra quam mari ratione cujus cumque injuriae, nisi justitia pluribus vicibus repetita, non administretur, admittantur ».

La demande de lettre devait alors être adressée au pouvoir souverain ou à ses délégués : en France, le Roi ou ses représentants provinciaux. Dans certains pays, on s'adressait directement non pas à l'autorité suprême, mais à certains magistrats, comme les Juges des Requêtes à Venise, ou le Conseil des Anciens à Gênes.

Une fois le roi ou le magistrat saisis, avant tout examen de la demande, ils rendaient en quelque sorte officiel le déni de justice en s'adressant directement aux gouvernements étrangers, pour demander réparation et en leur adressant même de véritables sommations lesquelles étaient suivies d'un délai d'attente qui a varié souvent au cours de l'histoire, et qui pouvait même être spécifié chaque fois, comme ce fut le cas en 1313, lorsque Philippe le Bel exigea qu'on attendit neuf mois après la sommation adressée au roi d'Aragon avant de concéder la lettre demandée contre les Aragonais. Entre la France et l'Angleterre le délai était en général de trois mois pendant tout le XIII<sup>e</sup> siècle (15). Parfois même, on exigeait plusieurs sommations suivies chacune d'un certain délai. René de Mas-Latrie (16) cite une missive écrite le 20 Novembre

---

(15) Bien plus tard, au traité d'Utrecht, le délai fut porté à 4 mois.

(16) Op. cit. p. 20.

1253 par Jacques d'Aragon au vicomte de Narbonne, où il est spécifié qu'il ne sera délivré contre les Narbonnais aucune lettre avant une première réclamation adressée au Consul de Narbonne, suivie d'un déni de justice formel, puis d'une seconde réclamation suivie d'un délai de 21 jours. A Florence, les statuts exigeaient trois sommations espacées à intervalles déterminés.

Une fois seulement les sommations exécutées et les délais passés sans résultat, la demande était alors soumise aux Tribunaux chargés de l'examen de la question, et qui représentaient exactement l'autorité royale. Nous savons qu'en France c'était les Sénéchaux dans le midi et le Parlement de Paris dans le nord. Ces juridictions avaient à examiner d'abord si toutes les formalités prescrites avaient bien été observées; les Sénéchaux se déchargeaient de ce soin sur des jurisconsultes spécialement choisis, tandis que le Parlement faisait cet examen par lui-même. Puis on passait à l'examen des faits, c'est-à-dire à l'expertise devant déterminer l'étendue du dommage subi par le plaignant.

C'est alors que les Sénéchaux ou le Parlement rendaient leur arrêt définitif décidant qu'il y avait lieu de concéder des lettres en spécifiant à qui, contre quel pays, et jusqu'à concurrence de quelle somme. Cet arrêt était transmis au Roi qui délivrait enfin les lettres demandées.

Ces formalités minutieuses avaient pour conséquence d'entraîner en cas d'inobservation la nullité des lettres concédées (17) et de provoquer l'application de peines sévères con-

---

(17) MAS-LATRIE cite une convention entre Philippe-le-Bel et Jacques d'Aragon (1313) où il est dit qu'en cas de lettres concédées à la suite d'une procédure irrégulière, les souverains seraient personnellement responsables et devraient restituer toutes les prises ainsi faites irrégulièrement.

tre ceux qui auraient formulé des demandes mal fondées (18).

Cette procédure-type se retrouve à peu près la même dans tous les pays : sommations, délais, estimation du préjudice. En Angleterre, c'est le Chancelier qui en est chargé par le roi ; à Narbonne, c'est un Conseil des notables qui se prononce après sommations et soumet son avis aux consuls ; à Florence, un jurisconsulte se prononçait après trois sommations faites aux Tribunaux par le Podestat ; puis le Podestat décidait en présence du « Conseil des douze arts majeurs » s'il devait ou non délivrer la lettre ; à Venise le Doge examinait la question en présidant un Conseil de 15 membres choisis parmi les « sopra consoli » et les « avogadors du commun », et qui décidait à la majorité de dix voix.

Enfin, souvent, avant de délivrer la lettre demandée, le Prince exigeait de la part du futur concessionnaire le dépôt d'une caution pour répondre des dommages que celui-ci pourrait éventuellement causer aux bâtiments nationaux ou étrangers. C'était le cas à Florence. En France, cette caution fut exigée seulement par une ordonnance du 27 février 1674, et le montant en fut définitivement fixé, par l'Ordonnance de 1681, à la moitié de la valeur des effets déprédés (19).

Le Roi ou le pouvoir souverain délivrait alors la lettre

- 
- (18) Ceci était surtout fréquent à Venise. Mais en 1681, en France, l'Ordonnance de la marine condamnera à la restitution du quadruple celui qui aura obtenu une lettre de représailles en alléguant des faits inexacts.
- (19) CAUCHY énumère les chiffres suivants comme montant du cautionnement exigé quand cette coutume se fut généralisée :
- France (ordonnance de 1681) : 15.000 Livres.
  - Hollande (1622) : 10 à 60.000 Florins.
  - (1705) : 300.000 Florins.
  - Angleterre : Vaisseaux de 150 hommes : 1.500 Livres-Sterling.
  - Vaisseaux de plus de 150 hommes : 3.000 Livres-Sterling.
  - Espagne (ordonnance de 1799) : 60.000 Reales de Vellon.
  - Danemarck (ordonnance de 1710) : 600 Ecus.
  - Russie (règlement de 1787) : 20.000 Roubles.

demandée, qui revêtait le plus souvent une forme solennelle, débutant par l'invocation divine et par un exposé complet de l'affaire, mentionnant la décision accordant au concessionnaire le droit de saisir et se terminant par l'ordre donné à tous officiers de prêter aide au porteur de la lettre. La lettre était enregistrée au greffe du tribunal maritime du lieu de l'armement (s'il s'agissait de représailles maritimes) et rendue publique et notoire le plus souvent à l'aide de proclamation par des hérauts.

Après l'accomplissement de ces formalités les souverains de la partie menacée par les lettres en avertissaient leurs sujets et même souvent leur enjoignaient de regagner leurs frontières. Des délais leur étaient d'ailleurs généralement alloués par le gouvernement qui venait de concéder la lettre, ainsi qu'on le voit dans une convention passée en 1335 entre Philippe VI et la République de Gênes, dans une ordonnance de 1339, du même Philippe VI, portant ce délai à une année pour les Aragonais et les Majorcains établis à Honfleur, et dans un traité entre Gênes et l'Aragon, du 11 octobre 1378, où ce délai est spécifié de six mois.

Les lettres alors entraient dans leur phase d'exécution. Le concessionnaire n'était pas forcé de les exécuter lui-même ; il pouvait avoir recours à des officiers ou à des armateurs. Il pouvait même vendre sa lettre. Quelquefois enfin, le gouvernement lui-même s'en chargeait, pour le compte de ses sujets, comme le firent le Roi d'Aragon en 1393 et la ville de Barcelone en 1394.

Enfin, en France notamment, de nombreuses ordonnances règlementèrent la façon dont devaient être organisées les forces d'exécution des lettres (équipement des navires, bannières, maximum sous peine d'amende du salaire alloué aux

matelots et jusqu'à la répression par une peine d'emprisonnement de la désertion de ceux-ci).

Pour ce qui est de la façon d'exécuter les lettres de représailles, on peut croire, avec Mas-Latrie, que la contrainte par corps était interdite, bien que cet auteur nous raconte que le comte de Penthhièvre se rendant dans le Hainaut en passant par la Suisse, « fut pris pour marque » par les hommes du marquis de Bade. Mais ceci n'est sans doute qu'un accident, et notre auteur s'en réfère à un arrêt du Parlement de Paris du 13 janvier 1387 ordonnant la libération de marchands d'Utrecht arrêtés par des marchands de Paris munis de lettres de marque « quod non possunt corpora detineri praedicta marca ».

C'est donc sur les biens seuls que pouvaient s'exercer les représailles exécutées en vertu de lettres. Mais les biens saisis devaient être immédiatement révélés et évalués car on voulait éviter les anciens abus et surtout protéger les intérêts des armateurs. Ceux-ci en effet se trouvaient souvent lésés par leurs équipages, qui, pour se partager le butin entre eux, avaient accoutumé de jurer par devant un prêtre de ne révéler leurs prises ni aux tribunaux ni aux armateurs. De tels serments furent expressément proscrits et punis en France par les Ordonnances de 1543 et 1548, qui ont ainsi parachevé l'œuvre commencée et déjà menée à bien par l'usage de plus en plus répandu des Lettres de Représailles, d'empêcher le plaignant de se dédommager lui-même. Ainsi non seulement le particulier lésé ne peut plus agir à sa guise, mais même dûment autorisé par les tribunaux et délégué par son Prince, il ne peut davantage se payer lui-même.

Longtemps avant les ordonnances dont nous venons de parler, d'autres pays avaient précédé la France dans cette

règlementation, notamment les villes commerçantes de la Méditerranée. En 1298 déjà, un règlement de Pise astreignait les corsaires à demander des lettres patentes (*breve curiae mariis*) et à verser un cautionnement. En 1316 à Gênes et en 1319 à Sassari, des règlements placèrent les corsaires sous le contrôle des autorités municipales. Tous les grands règlements de Venise datent de la même époque. Dans le Royaume des Deux-Siciles, en 1299, les corsaires réunis en corporation devaient verser un cautionnement « *de non offendendo fideles truegatos et amicos* » entre les mains d'un amiral, lequel présidait aussi une cour des prises. Enfin, au milieu du XIV<sup>e</sup> siècle, les recès de la Ligue Hanséatique, notamment celui de Stralsund (1364) édictent déjà certaines garanties exigées de la part des corsaires, ce qui n'empêcha pas de nombreux abus, comme ceux des Frères Vitaliens (*Victualien Brüder*) armés vers 1400 par les villes de Rostock et Wismar, et qui furent pendant des années la terreur des mers.

Les prises devaient donc être amenées dans le port le plus proche, et après en avoir avisé l'amirauté, placées sous bonne garde. L'inventaire en était alors fait, afin que la vente publique en fut ordonnée. Mais tant que la prise n'avait pas été déclarée valable, il était interdit de l'acheter, sous peine d'emprisonnement. Puis la vente en avait lieu et le concessionnaire de la lettre se payait sur cette vente jusqu'à concurrence du montant spécifié dans ladite lettre.

A partir de la publication de l'ordonnance de 1681, les prises ainsi faites furent payées de même que les prises faites sur l'ennemi en temps de guerre. Nous rejoignons ici la question connexe et considérable de la Course et des Prises, question que nous ne pouvons aborder ici. Disons seulement qu'alors, les prises enlevées par représailles, si elles étaient jugées

bonnes, étaient vendues par devant le juge de l'Amirauté, et que le surplus du montant de la vente, déduction faite de la part spécifiée dans la lettre et remise aux impétrants, était restitué à qui de droit. « Il n'est pas possible, dit Mas-Latrie, de procéder plus régulièrement ».

Une fois indemnisé, le porteur d'une Lettre de Représailles devait enfin délivrer quittance notariée à ceux contre qui les représailles avaient été décrétées, et la question se trouvait définitivement réglée.

Mais il pouvait arriver que les navires attaqués par représailles transportassent des chargements de marchandises appartenant à une nation tierce. Le porteur de la lettre avait-il alors le droit de saisir cette marchandise ? Il semble qu'au Moyen âge de telles denrées, si l'on en croit le Consulat de la Mer, étaient insaisissables. Mais, chose curieuse, l'évolution sur cette matière particulière se fit en sens inverse, et l'on s'étonne de voir l'Ordonnance de 1681 (L. III. Tit. IX, art. 7) et le Règlement du 23 juillet 1704, tolérer au contraire la saisie et la vente de ces marchandises.

Enfin, sur le point de savoir si la victime des représailles avait un recours quelconque contre l'auteur de la prise, la question paraît peu précise. Bartole spécifiait qu'il n'en existait aucun. Mais P. Lafargue (20) note que Jacques de Arena prétendait qu'il en existait contre les magistrats dont l'inertie avait été la cause indirecte du dommage. Un seul fait, mais qui paraît exceptionnel : l'établissement, au XIV<sup>e</sup> siècle, par les bourgeois de Narbonne, d'une taille spéciale destinée à indemniser ceux qui auraient souffert de l'exercice de Lettres de Représailles.

---

(20) *Op. cit.* p. 50.

En résumé, le seul recours possible c'était, nous l'avons vu, de s'assurer, ou de solliciter des contre-marques.

Ainsi l'on voit maintenant que les représailles ne présentent plus aucun des caractères qui, à l'origine, en faisaient une pratique absolument désordonnée et dévastatrice. Les voilà soigneusement règlementées, nettement définies; le caprice et la cupidité de chacun se voient enfermés dans la double barrière de l'autorité royale et de la sentence des tribunaux. Les représailles deviennent légales, elles deviennent par là-même, justes. Mais loin d'en restreindre l'emploi, l'établissement des Lettres a peut-être contribué encore à les développer. Les lettres sont innombrables à l'époque où nous voici arrivés, et par suite leur danger demeure réel. Après cette limitation dans l'exercice, nous allons donc assister à une limitation dans le nombre, une prohibition progressive tantôt nationale, tantôt internationale, de plus en plus serrée, et qui aboutira à leur abolition théorique.

---

## Chapitre V

### LA PRATIQUE DES REPRÉSAILLES DANS L'ANCIEN DROIT

---

#### ABOLITION PROGRESSIVE DES REPRÉSAILLES APERÇU HISTORIQUE

---

C'est au XIII<sup>e</sup> siècle, nous l'avons vu, que l'usage des lettres de représailles se généralise et se régularise tout à la fois. L'anarchie internationale et surtout l'anarchie maritime paraissent enrayées après de pénibles efforts. Cependant la Course en se développant de façon extraordinaire et cela grâce aux Lettres de Marque qui en constituent une sorte de garantie, va répandre davantage encore l'usage des représailles. C'est alors que va commencer, et durer pendant cinq siècles, une longue période de tentatives de réglementations et de limitations diverses, avec des changements, des retours aux anciens errements, mais qui aboutira finalement à la prohibition définitive des Lettres de Représailles.

Ce long et lent travail, souvent d'ailleurs, et nous le verrons, dirigé en sens inverse du but poursuivi, mais dont la continuité générale est, malgré de nombreuses éclipses, assez frappante, ne pouvait s'opérer que grâce à une collaboration internationale, à une mise en commun par les Etats, de leurs moyens d'action, à des accords en un mot, entre les

gouvernements. C'est donc si l'en en excepte les grands règlements intérieurs, particuliers à chaque pays, comme l'Ordonnance de 1681 en France par exemple, par les traités et les conventions qu'il va s'effectuer.

L'un des plus anciens de ces traités est certainement celui de 1216, passé entre la République de Florence et la Commune de Bologne. Ses clauses n'eurent, en fait, qu'une importance minime, car il apparaît qu'elles ne furent vraisemblablement pas maintenues. En effet, le pas était considérable. Cette convention n'envisageait rien de moins que d'abolir complètement les représailles, en renonçant au principe de solidarité qui est à leur base. Il y était stipulé que les représailles ne pourraient plus à l'avenir s'exercer que sur les biens et la personne du débiteur lui-même. Mais, outre que ce traité n'était signé que par deux villes seulement, son inobservation a été évidente et il ne convient de le mentionner que parce qu'il marque un effort très grand de la part de ses signataires, trop grand même, et beaucoup trop radical.

En 1228 la première de ces trêves franco-anglaises, qui devaient se renouveler en 1235, 1238, 1258, portait création de ces « conservateurs de la paix » dont nous avons parlé, sorte de comité de conciliation qui devait s'efforcer d'éviter le recours à la force, ou s'il n'avait pu y parvenir, de le régulariser en faisant observer certains délais.

Mais ce n'est qu'en 1290 que nous voyons apparaître officiellement les premières Lettres de Représailles, c'est-à-dire le premier tempérament réel et efficace apporté dans l'exercice d'une coutume qui entretenait le désordre et l'appréhension. C'est le 7 Avril de cette année que la République de Florence concéda les premières Lettres de Représailles. Cinq années après, nous le savons, le Roi d'Angleterre eut à

à son tour à se prononcer sur une demande de Lettres de Représailles qui lui était adressée (1295) et le 16 Mars 1298 à Florence eut lieu une grande consultation de juristes qui décida que plusieurs formalités seraient indispensables pour l'obtention de lettres, sous peine de nullité, notamment le recours préalable de la partie lésée auprès des tribunaux étrangers. Les statuts de la ville réglèrent minutieusement cette procédure.

En 1313, nous voyons le Roi d'Aragon, ayant délivré des Lettres de Représailles contre les Narbonnais, se raviser et délivrer des Contre-marques à ceux-ci, pour finalement ordonner la suspension des représailles et le partage par moitié des biens saisis. Mais ces tentatives sont encore très fragmentaires et très timides et ce n'est qu'en 1360 que l'emploi des Lettres de Représailles fut officiellement consacré par traité international.

Le traité de Brétigny, signé le 8 mai 1360 entre le Prince de Galles Edouard et le Dauphin de France Charles, dans le but de délivrer le Roi Jean, prisonnier des Anglais, est le premier acte diplomatique international de quelque importance où apparaisse le terme : représailles. C'est d'ailleurs plus exactement dans la trêve conclue à Chartres le 7 Mai, veille de la signature du traité, que le mot apparaît : « . . . et ne procurent, ne devront les dys Roys, ou leurs Subgiz, Aliez, ou Aidans, durans lesdites trêves, prendre ou embler, es choler, ou autrement occuper ou empeschier en quelque manere, aucune ville, chastelz, forteresces, ou autre lieu; mais cesseront toutes robberies, pilleries, prises de personnes, arsurres, ravissements, prises, REPRISALLES, marques, et contrirprises, et touz autres maléfices par terre et par mer » (1).

---

(1) J. DUMONT : « Corps Universel Diplomatique du Droit des Gens », Tome II, Part. I, p. 6 et 7 à 19.

Comme on le voit, c'est l'interdiction formelle de toutes représailles qui est édictée à Brétigny, pendant la durée de la trêve.

L'Ordonnance de 1373, permit ensuite à Charles V de régler l'emploi des lettres de marque en limitant les agressions permises et en instituant le dépôt d'une caution, comme l'avaient déjà fait Pise, Gênes et les villes de la Hanse, ce qui fait croire que le calme apporté par le traité de Brétigny n'avait pas été de longue durée. D'ailleurs, un nouveau traité, dès 1375, interdit encore l'emploi des représailles. C'est le traité de Bruges, instituant une trêve d'une année, entre Edouard III d'Angleterre et le roi de Castille et de Léon d'une part, et le roi de France Charles VI d'autre part (27 Juin 1375) : « .... et purront durant le temps des diz Treves, touz les subgiz, de l'une partie et de l'autre, désarmez, aler, venir, demourer, marchandier, et faire tous autres œuvres et busoignez liablez, seurement les uns es parties des autres, sans estre empeschez, arestez, ou molestez par merque, ou represaille, ou contre-prise, coment qui soit, en paiant, toute foiz, les devoirs ordonez en Lieux et Paiis, ou ils serront ou par les queulx ils passeront, sanz ceo qui paieront autre chose qui les subgiz des Seigneurs, ou ce serra » (2).

Le 11 Octobre 1378 une convention entre le Roi d'Aragon et la République de Gênes stipulait que des lettres ne pourraient être délivrées contre Gênes qu'après l'avis de deux commissaires aragonais, mais spécialement choisis par le Doge, et contre l'Aragon qu'après avis de deux commissaires génois semblablement choisis par le Roi. De plus, ni les sujets d'Aragon ni ceux de Gênes ne pourraient être inquiétés du fait de lettres, en dehors des territoires des deux Etats.

---

(2) Ibid, p. 104.

Ce traité fut renforcé en 1386 par un nouveau traité édictant des sanctions très sévères.

Ainsi, de toutes parts, on se préoccupe non seulement d'établir la nécessité de se faire concéder des lettres pour exercer des représailles, mais encore de restreindre sévèrement les concessions de lettres. Les traités deviennent de plus en plus nombreux.

Le 18 Juin 1389, le traité de trêves conclu entre Charles VI et Richard II pour deux ans, contenait cette clause : « . . . et pourront, durant le temps des dites Trieves, tous les subgiez dudit Aversaire d'Angleterre, et de ses dits Aliez, aler, venir et marchander (de marchandises loïsibles et non défendues comme sont armures, artillarie et autres choses semblables et invasibles) par terre et par mer ; et auxi pourront faire tous autres œuvres et besongnes loïsibles seurement es Roiaumes, terres, Paiis, et seigneuries de noz ditz Seigneurs les Rois, et Alliez dessus nommés (desarmez excepté de l'Espée et de Coutell) sans estre empechez, arrestez ou molestez par voie de marque, reprisaille ou contreprise... » (3).

Et le 12 juillet 1400, la Trêve de dix années conclue à Paris en présence du Duc de Bourgogne, entre Louis II, roi de Sicile et comte de Provence et Amé comte de Savoie, duc de Chablais et d'Aoste, spécifiait : « . . . item que, durant lesdites Trieves que aucunes marques ne soient données par lesdits seigneurs ou officiers l'un sur l'autre, ne sur leurs subgets, et soient tenus faire justice et raison chacun endroit soy à ceux qui les requerront sommairement et de plain, sans plaidoyerie longue... et en cas qu'ils ne le feraient en défail-

---

(3) J. DUMONT : « Corps Universel Diplomatique du Droit des Gens », T. II, I, p. 223 et suiv.

lant de justice se puisse octroyer marque, represaille ou gagerie, jusques à la somme qui serait demandée, et les dépens, faits raisonnablement » (4).

En 1403 (3 janvier) la trêve franco-anglaise était renouvelée dans ces termes, dont nous avons le texte latin : « . . . . item, quod omnes Marchae et Reprisailiae, per utramque dictarum Partium, a die datae dictarum Treugarum citra, quavis occasione sive causa concessae, cessabunt omnino, eruntque revocatae, cassatae, et penitus annullatae, una cum omnibus Litteris, pro et super Marchis et Reprisailiis supradictis, per quemcunque seu quoscunque utriusque Partis quavis Auctoritate concessis; et quoad hoc servabitur forma Treugarum praedictarum » (5).

Le 3 janvier 1413, la trêve entre Henri V d'Angleterre et le Duc de Bretagne signée à Westminster, mentionnait : « . . . . nec fient obsessiones, nec insultus, escallationes aliquorum castrorum, fortalitiorum, seu villarum, nec personae vel bona quaecunque capi, detineri, vel incarcerari ex parte Domini Ducis, sive inhabitantium loca praedicta, sub colore marchae, contramarchae, seu repressaliarum, occasione cautionum, promissionum, recognitionum, debitorum, obligationum, venditionum, aut alio colore quocunque in praejudicium Treugarum supradicto » (6).

Et le 28 janvier de l'année suivante semblable clause était insérée dans le traité entre le même Henri V et le Roi

---

(4) Ibid, p. 276.

(5) J. DUMONT : « Corps Universel Diplomatique du Droit des Gens », T. II, I, p. 286 et suiv.

(6) J. DUMONT : « Corps Universel Diplomatique du Droit des Gens », T. II, I, p. 2 et suiv.

de Castille (« . . . omnibus et singulis roberiis, praedis, marchis, contramarchis... ») (7).

Mais on voit combien ces tentatives conventionnelles pour modérer et régulariser les représailles sont fragmentées et éphémères. Dans le texte même qui les contient, elles sont, pour la plupart, limitées à la durée pendant laquelle ce texte restera en vigueur. En fait elles ne dureraient même pas ce temps. Non moins éphémère, quoique beaucoup plus importante fut cette mesure envisagée par la République de Venise le 13 janvier 1423, et qui offre le premier exemple d'un véritable abolition partielle des représailles. Elle consista en une déclaration du Sénat de cette ville où il était mentionné que dans les marchés ou les ventes, lorsqu'un Vénitien n'aurait pu se faire rembourser le prix de vente de ses marchandises, il ne serait pas néanmoins délivré de Lettres de Représailles contre les souverains ou les concitoyens de ses débiteurs. C'était là assurément une mesure énergique. Mais à cause de cela même, elle ne put être maintenue en vigueur.

Dans le cours du XV<sup>e</sup> siècle plusieurs Etats se promirent mutuellement de ne pas accorder de lettres à leurs sujets avant que ceux-ci n'aient adressé une plainte au souverain duquel dépendait le coupable, et avant qu'une réparation leur ait été refusée. C'est le cas du traité de 1489 entre la France et l'Espagne, de celui de 1497 entre la France et l'Angleterre, notamment. Entre temps, en 1496, le Roi d'Angleterre Henri VII avait signé avec le Duc de Bourgogne Philippe-le-Beau, une convention, appelée « Intercursus Magnus » dans le but de frapper à mort la piraterie.

Le XVI<sup>e</sup> siècle marqua une répugnance de plus en plus

---

(7) J. DUMONT : « Corps Universel Diplomatique du Droit des Gens », T. II, II, p. 11 et suiv.

profonde pour les représailles; on stipule notamment dans les traités cette clause que nous avons déjà rencontrée en 1216 dans une convention entre Florence et Bologne : à savoir quie ni l'une ni l'autre des parties contractantes n'accorderont de Lettres de Représailles ou de Marque contre les personnes autres que les auteurs directs des offenses et leurs biens. L'idée de déni de justice nécessaire y est également inscrite. C'est le cas du traité franco-anglais de 1510. Mais si les traités s'efforcent de régler l'emploi des Lettres de Représailles, les faits prouvent que le XVI<sup>e</sup> siècle ne marque pas de ralentissement dans leur utilisation. C'est ainsi qu'en 1562, Guillaume d'Orange délivra des Lettres de Marque contre l'Espagne, en faveur des Pays-Bas révoltés, et que ses corsaires firent d'immenses ravages, malgré une vaine ambassade de la reine d'Angleterre Elisabeth en 1575. Plusieurs proclamations des Etats-Généraux approuvèrent publiquement jusqu'aux pires abus de ceux qu'on avait nommés les « Gueux de la Mer ». L'Angleterre en 1589 alliée à la Hollande, approuva finalement dans un « Order in Council » ces excès qui ne frappèrent pas que l'Espagne (en une année soixante vaisseaux des villes de la Hanse furent saisis).

En France aussi d'ailleurs, les excès redoublèrent, ils eurent même, nous dit Charles de Boeck (8) « un caractère plus chronique » comme en témoignent les Ordonnances de 1543 et 1584.

En 1586, un traité stipulait bien qu'il ne serait plus à l'avenir accordé de Lettres de Représailles, c'est le traité entre Français et Flamands (cité par Loccenius, fol. 265 et par Valin dans son « Commentaire »), où il est dit : « Represaliae

---

(8) Ch. de BOECK : « De la Propriété privée ennemie sous pavillon ennemi », p. 37.

nullae in posterum concedantur sed ordinari juris via quisque suum repetat » (9). Ce qui n'empêche pas Valin d'affirmer que les représailles, en cas de déni de justice, sont toujours sous-entendues.

Mais c'est à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle qu'on croit pouvoir placer le « Guidon de la Mer », bien que certains auteurs en aient fixé la date à 1647. Les chapitres VI et XI traitent des prises et des rachats, et le chapitre X plus spécialement des représailles et des Lettres de Marque.

En voici les dispositions principales, presque toutes reproduites plus tard dans l'Ordonnance de 1681 :

« Lettres de Marque ou de Représailles se concèdent par le Roy, prince, potentats ou seigneurs souverains, en leurs terres quand, hors le fait de la guerre, les sujets de divers obeysances ont pillé, ravagé les uns sur les autres et que, par voye de justice ordinaire droit n'est rendu aux interessez ou que par temporisation ou délais justice leur est déniée.

Car comme le seigneur souverain, irrité contre autre prince son voisin, par son héraut ou ambassadeur, demande satisfaction de tout ce qu'il prétend luy avoir esté fait, si l'offense n'est amendée, il procède par voie d'armes, aussi à leurs sujets plaintifs, si justice n'est pas administrée, font leurs griefs, mande leurs ambassadeurs qui résident en cour vers leurs majestez, leur donnent temps pour aviser leurs maistres. Si par après restitution et satisfaction n'est faite, par droit commun à toutes nations, de leur plein pouvoir et propre mouvement concèdent Lettres de Marque, contenant permission d'appréhender, saisir par force ou autrement, les biens et marchandises des sujets de celuy qui a toléré ou passé

---

(9) René-Josué VALIN : « Nouveau Commentaire sur l'ordonnance de la Marine du mois d'Août 1681 ». Edition de 1776, Tome II, p. 414 et suiv. Notes sur l'article II.

sous silence le premier tort; et comme ce droit est de puissance absolue, aussi il ne se communique ny délègue aux gouverneurs de provinces, villes et citez, amiraux, vice-amiraux ou autres magistrats.

« Elles se concèdent aux naturels, sujets et regnicoles, pour chose pillée, déprédée, retenue ou arrestée par force, à eux appartenant, mesme par généfice du prince, aux étrangers naturalisez ou à ceux qui ont droit de bourgeoisie pour pareilles causes que dessus.

« Le plus fréquent usage se pratique pour des marchands depredez sur mer, trafiquant en estrange pays, lesquels, en vertu d'icelles, trouvent par mer aucuns navires des sujets de celuy qui a toléré la première prise, l'abordant, s'ils sont les plus forts, mettent en effet leurs représailles.

« Et pour les grands abus qui se commettent esdites lettres, deux restrictions y seroient requises : la première que vraye estimation fust faite en principal et interests de ce qui a été pillé, tout ainsi comme si en jugement contradictoire l'impetrant eust obtenu effet en cause et que la somme fust désignée esdites lettres, ou à l'aitache d'icelles, afin qu'ayant fait reprise, l'estimation fust faite au premier port de leur descente (appellé le substitut du procureur du roy) de la valeur de la prise et les droits royaux ou d'admirauté levez, ce qui reste fust endossé ausdites lettres, et que certain temps fust limité, hors lequel elles seront prescrites.

« Tout ainsi comme peut avoir esté fait tort en terre ferme par arrest ou saisissement par force, en cas pareil, Sa Majesté concède Lettres de Marque, pour estre arreste et saisis les biens et marchandises des autres, la part où elles seront trouvées.

« Ainsi, si par faux donner entendre, les lettres estoient

impétrées, la chose connue elles seront révoquées; et si l'impétrant les a mis en effet, il doit estre condamné au quadruple pour la téméraire poursuite : ce qui a été besoin de déduire pour estre l'usage desdites lettres de grande conséquence entre les marchands, dont il sont de grands différends tant pour leurs prises, arrestes et frais de navires, que pour les assureurs. » (Ch. X, § 1-5).

Ainsi, comme on le voit, le recueil de Cleirac consacre d'une façon très nette le principe des représailles. Il tend toutefois à en limiter les abus et les excès, en spécifiant notamment la nécessité d'une réclamation amiable et d'un déni de justice préalables, et en faisant du droit de concéder des lettres une prérogative essentiellement royale. Il reprend les règles concernant les prises et les nullités des lettres. Ainsi commence le XVII<sup>e</sup> siècle, alors que les Lettres de Marque sont de plus en plus nombreuses et que pourtant la théorie en restreint sévèrement le principe.

Le XVII<sup>e</sup> siècle fut encore une période d'épanouissement pour les Lettres de Marque. Certes les traités internationaux furent nombreux et la plupart établirent ou confirmèrent les conditions d'exécution des lettres, notamment l'observation d'un délai de 4 à 6 mois pour attendre la réparation avant de recourir à la force, la prestation d'un cautionnement de garantie et la nécessité d'un jugement pour régulariser les prises.

Ce sont là les clauses du traité franco-anglais du 29 mars 1632 (clauses qui seront reprises plus tard presque textuellement dans l'arrêté du 2 prairial, an XI). Les termes même du traité en question étaient qu'il ne serait accordé de part et d'autre de Lettres de Marque « qu'après un déni manifeste ou un délai excessif de justice ». Une caution de 10.000 livres

tournois était exigée des corsaires français et anglais, à qui il était en outre interdit de retenir prisonniers les commerçants neutres après l'interrogatoire. Ceux-ci devaient être amenés dans les 24 heures de l'arrivée au port, devant le juge de l'Amirauté ou les maires ou officiers du Roi, et dans le même délai, les papiers de bords devaient être remis à l'Amiral.

Le traité de 1646 entre la France et la Hollande spécifie également la nécessité du versement d'une caution.

Le traité anglo-hollandais de 1654 stipule dans son article XXIV qu'aucune Lettre de Représailles ne sera concédée avant que le souverain du sujet lésé n'ait fait des représentations au gouvernement dont dépendait le coupable. Paul Lafargue dit que ces représentations n'étaient pas toujours diplomatiques et il en cite un cas intéressant entre la France et l'Angleterre : Cromwell avait remis à un quaker anglais une lettre pour Mazarin dans laquelle il réclamait la restitution d'un navire confisqué au quaker. Cette lettre étant restée sans réponse, sans aucun avertissement et sans prévenir l'ambassadeur de France, Cromwell envoya des vaisseaux saisir des navires français, puis fit vendre les prises ainsi faites et remboursa le quaker. Le surplus fut rendu à la France. Et ce procédé ne souleva ni réclamation ni incident,

D'ailleurs, les traités nombreux conclus à cette période n'étaient pas observés par les corsaires, dont les abus continuaient d'être d'autant plus importants qu'ils savaient que l'approbation secrète des gouvernements leur assurait, en fait, l'impunité. C'était plus que jamais des pirates patentés.

Et cependant, les traités continuaient d'être méticuleux et stricts et allongeaient sans cesse les délais précédant le recours à la force. Le traité de paix de Madrid, du 23 mai 1667, entre l'Angleterre et l'Espagne, était notamment ainsi conçu :

Art. III. — «... s'il arrive qu'il y ait quelque injure faite par l'un ou l'autre desdits Roys, ou par leurs peuples ou sujets de l'un ou l'autre d'iceux aux peuples ou sujets de l'autre, contre les articles de la présente alliance, ou contre le Droit commun, il ne sera pas pour cela donné des Lettres de Représailles, de Marque ou de Contre-marque, par aucun des confédérez jusqu'à-ce qu'on ait eu recours à la justice ordinaire ; mais au cas que la justice fust retardée ou déniée, alors le Roy dont les peuples, ou habitants, auront reçu du dommage, la demandera à l'autre par qui, comme dit est, la justice aura esté déniée ou dilayée, ou aux commissaires qui seront députez par l'un ou l'autre Roi, pour recevoir et ouir les demandes, afin que tous les différens puissent estre accommodéz à l'amiable ou suivant la Loy, mais arrivant qu'il y eust encore du délai, ou que justice ne fust pas faite, ni satisfaction donnée dans six mois après l'avoir ainsi demandée, en ce cas là on pourra donner des Lettres de Représailles, de Marque ou de Contre-marque » (10).

Enfin la paix de Breda, en 1667, apporta une nouvelle impulsion énergique à ce mouvement de réglementation. Les divers traités signés à cette occasion en font presque tous mention. L'article XVI du traité du 31 juillet entre Louis XIV et Charles II d'Angleterre est ainsi conçu :

Art. XVI. — « Toutes lettres, tant de repressailles, que de marque ou contre-marque, qui jusques ici, pour quelque cause ou sujet que ce puisse être, ont été délivrées de part et d'autre, demeurent nulles, cassées et sans effet, et seront tenues pour telles ; et à l'avenir nul des deux seigneurs Rois n'en délivrera de semblables contre les sujets de l'autre, si

---

(10) J. DUMONT : « Corps Universel Diplomatique du Droit des Gens », T. VII, I, p. 28 et suiv.

au préalable il n'apparaît manifestement du déni de justice : Ce qui ne pourra apparaitre et estre tenu pour constant et indubitable, si la requestre et supplication de celui qui demande telles lettres de repressailles n'a esté montrée et présentée au ministre ou officier, qui se trouve sur le lieu de la part du Roi, contre les sujets duquel il en poursuit l'obtention, afin que dans le tems de quatre mois, ou plutost, celui-ci puisse informer au contraire, ou faire en sorte que le défendeur satisfasse au demandeur et poursuivant que, si en ce lieu-là, il ne se trouve aucun ministre ou officier du Roi, contre les sujets duquel on demande lettres de repressailles, l'on n'en donnera point qu'après les quatre mois expirez, à compter du jour que la Requête très humble aura esté présentée et montrée au Roi, contre les sujets duquel on les demande, ou à son Conseil privé ». (11)

Le même jour, le traité entre Charles II et les Provinces unies était signé. Voici le texte latin de son article VIII :

Art. VIII. — « Item conventum est quod in praedictae renunciationis et stipulationis partem venire quoque debeant quaecunque Represaliarum, Marcae ac Contramarcae, quas vocant, tam generales et particulares aliaeque ejus generis Litterae, quarum vi et tenore hostile quid in futurum exerceri queat eaeque publicâ utrinque hujus Foederis auctoritate inhi-beantur ac revocentur ... » (12)

Et l'article V du traité du même jour entre les Rois de Danemark et d'Angleterre : « . . s'entend que toutes les dettes de cette nature, qui depuis le dixième mai, vieil style, et ving-tième du nouveau, auront esté payés par ses sujets et par lui reçues en vertu de la confiscation et des lettres de représailles,

---

(11) J. DUMONT : « Corps Universel Diplomatique du Droit des Gens », T. VII, I, p. 40 et suiv.

(12) Ibid, p. 44 et suiv.

demeureront éteintes, comme ayant été acquittées. Et qu'à l'avenir il ne soit point permis aux créanciers de telles dettes de prétendre de s'en faire payer en cette qualité, ou de contraindre au paiement... » (13)

Il est très intéressant de noter que, peu d'années après, une convention entre l'Electeur de Brandebourg Frederic-Guillaume et le Comte Palatin, ayant pour but de régler la situation religieuse dans les duchés de Clèves et Juliers, consacrait au contraire le principe des représailles. C'est la convention du 26 avril 1672, dont l'article XI est ainsi conçu :

Art. XI. — « Pour faire inmanquablement observer tout ce qu'on a ordonné pour le bien et pour la sûreté de l'une et de l'autre religion par tout ce Traité, on a de plus stipulé et réciproquement accordé, qu'en cas que l'une des parties y contrevînt en quelque chose, l'autre pourra se servir des représailles, jusqu'à-ce qu'on ait redressé, et ôté la nouveauté; bien entendu pourtant, qu'on députera de part et d'autre des ministres conseillers pour en prendre des informations et pour examiner l'affaire et que l'usage des représailles ne se fera jamais, que sur les ordres exprès que S. A. E. ou S. A. S. en donnerait à sa Régence ». (14)

L'année suivante, en France, l'Ordonnance de 1673 réglait sévèrement les prises : « De toutes les prises, disait l'article 4 de cette ordonnance, qui se feront dorénavant sur la mer, par quelques gens que ce soit tenant nostre partie, ou soubz ombre et couleur de nos guerres, leurs prisonniers en seront amenez ou apportez à terre devers nostre admiral ou son lieutenant, lequel tantost et incontinent les examinera,

---

(13) Ibid, p. 33 et suiv.

(14) J. DUMONT : « Corps Universel Diplomatique du Droit des Gens », T. VII, I, p. 171 et suiv.

avant que nulle chose se descende, pour sçavoir le pays dont ils sont, et à qui appartiennent les biens, s'aucuns biens y avoit, pour garder justice et faire restituer ceux qui sans cause, auraient été dommâgez, si le cas étoit trouvé tel » (15).

Au même moment, la guerre anglo-hollandaise faisait renaître l'usage des voyages de conserve utilisé en Grèce, puis au Moyen âge par les villes de la Hanse ; on prit l'habitude de faire convoier les navires marchands par des navires de guerre et le traité de 1674, qui mit fin à cette guerre interdisait aux corsaires de « molestia afficera, detinere, coercere » les neutres et les innocents.

On peut dire avec Charles de Boeck (16) qu'à ce moment la course était « dans son âge d'or » ; aussi une tentative d'abolition comme celle du traité de 1675 entre la Suède et les Provinces-Unies, était-elle louable, mais prématurée. Les belles promesses que contenait ce traité ne furent pas tenues.

C'était l'époque des brigandages maritimes effrénés de ces corsaires appelés « flibustiers » ou « boucanniers » et qui formaient, depuis 1636, une sorte de société indépendante. La France sut se les attacher et les gouverneurs des colonies françaises leur délivrèrent des Lettres de Marque en grand nombre. Ces bandits, ainsi patentés, s'attachèrent à ruiner le commerce espagnol dans les mers du sud. Leurs excès étaient tels que de Martens a pu dire : « On ne sait si on doit être plus scandalisé de la complaisance de la France ou des cruautés dont cette horde a souillé ses entreprises les plus hardies ».

Mais la paix de Nimègue n'allait pas tarder à être l'occasion de nouveaux accords et de nouvelles protestations dans

---

(15) Ch. de BOECK : « De la Propriété ennemie sous pavillon ennemi », p. 28.

(16) Op. cit. pp. 45.

le sens de la limitation. Le traité de commerce et de navigation signé à Nimègue par la France et les Provinces-Unies, le même jour que le traité de paix, auquel il était adjoint (10 août 1678), comprenait notamment des articles II et IV ainsi conçus :

Art. II. — « Et ainsi n'exerceront plus à l'avenir aucunes sortes d'hostilités ni de violences les uns contre les autres, tant sur la mer que sur la terre ou dans les rivières, rades et eaux douces, sous quelque nom et prétexte que ce soit ; et aussi ne pourront les sujets de Sa Majesté prendre aucunes commissions pour des armemens particuliers, ou lettres de représailles, des Princes et Etats ennemis desdits Seigneurs Etats Généraux et moins les troubler ni endommager d'aucune sorte, en vertu de telles commissions ou lettres de représailles, ni mesme aller en course avec elles, sous peine d'estre poursuivis et chatiez comme pirates. Ce qui sera réciproquement observé par les sujets des Provinces-Unies à l'égard des sujets de Sa Majesté et seront à cette fin toutes et quantes fois que cela sera requis de part et d'autre, dans les terres de l'obéissance de Sadite Majesté et de ces Provinces-Unies, publiées et renouvelées, défenses très expresses et très précises de se servir en aucune manière de telles commissions ou lettres de représailles, sous la peine sus-mentionnée qui sera exécutée sévèrement contre les contrevenants, outre la restitution entière à laquelle ils seront tenus envers ceux auxquels ils auront causé aucun dommage. »

Art. IV. — « Toutes lettres de marque et de représailles qui pourraient avoir été ci-devant accordées pour quelque cause que ce soit, sont déclarées nulles, et n'en pourra être cy-après données par l'un desdits alliez au préjudice des sujets de l'autre, si ce n'est seulement en cas de manifeste dény de

justice, lequel ne pourra estre tenu pour vérifié, si la requeste de celui qui demande lesdites représailles n'est communiquée au ministre qui se trouvera sur les lieux de la part de l'Etat, contre les sujets duquel elles doivent être données, afin que, dans le terme de *quatre mois*, ou plutost s'il se peut, il puisse s'informer du contraire, ou procurer l'accomplissement de la justice qui sera due ». (17)

Et le 12 octobre 1679, le traité de commerce signé par la Suède et les Provinces-Unies reproduisait à peu près l'art IV en question du traité franco-hollandais :

Art. IV. — « Omnes et quaecunque Litterae Repressaliarum, quae antehac quâcunque de causa concessae sunt, pro nullis abolitisque declarentur, neque novae ab altera dictorum Foederatorum parte concedantur in alterius subditorum detrimentum aut incommodum, nisi eo duntaxat casu, quo Justitia denegata sit, cui denegationi fides non habebitur, nisi libellus supplex ejus, qui praedictas repressaliae litteras postulaverit, communicatus sit ministro, qui a parte status ejus contra cujus subditos illae dandae sunt, eo loci residebit, ut intra quatuor Mensium Tempus (aut prius si fieri possit) contrarium docere aut complementum quod debeatur justitiae procurae possit » (18).

Enfin en 1681, paraît la fameuse Ordonnance de Colbert sur la marine, dont il convient de parler maintenant.

Un titre tout entier de cette ordonnance est consacré aux représailles. Il reproduit d'ailleurs à peu près complètement les dispositions inscrites dans le « Guidon de la Mer » avec quelques nouveautés destinées à resserrer davantage encore

---

(17) J. DUMONT : « Corps Universel Diplomatique du Droit des Gens », T. VII, I, p. 357 et suiv.

(18) Ibid, p. 437 et suiv.

le droit de représailles dont, nous dit Valin, cette ordonnance a voulu « bannir les excès et tempérer la rigueur ». Il ne s'agit, bien entendu, que des représailles sur mer et il est bon, semble-t-il de reproduire ici le texte des huit articles qui composent ce titre intitulé : Des lettres de Marque ou de Représailles » (Notons que la conjonction « ou » indique bien qu'à cette époque la confusion est complète et l'identité de sens absolue entre marque et représailles. Voici le texte :

« Art. I. — Ceux de nos sujets dont les vaisseaux ou d'autres effets auront été pris ou arrêtés hors le fait de la guerre, par les sujets des autres états, seront tenus, avant que d'avoir recours à nos lettres de représailles, de faire informer de la détention de leurs effets par-devant le plus prochain juge de l'amirauté du lieu de leur descente, et d'en faire faire l'estimation par experts nommés d'office, entre les mains desquels ils mettront les charte-parties, connoissemens et autres pièces justificatives de l'état et qualité du vaisseau et de son chargement.

« Art. II. — Sur l'information faite, et le procès-verbal justificatif de la valeur des effets pris et retenus, pourront nos sujets se retirer par-devers nous, pour obtenir nos lettres de représailles, qui ne leur seront néanmoins accordées qu'après avoir fait faire par nos ambassadeurs les instances, en la forme et dans le temps porté par les traités faits avec les états et princes dont les sujets auront fait les déprédations.

« Art. III. — Les lettres de représailles feront mention de la valeur des effets retenus ou enlevés, porteront permission d'arrêter et saisir ceux des sujets de l'état qui aura refusé de faire restituer le schoses retenues, et régleront le temps pendant lequel elles seront valables.

« Art. IV. — Les impétrans des lettres de représailles se-

ront tenus de les faire enregistrer au greffe de l'amirauté du lieu où ils feront leur armement, et de donner caution jusqu'à concurrence de moitié de la valeur des effets déprédés par-devant les officiers du même siège.

« Art. V. — Les prises faites en mer en vertu de nos lettres de représailles seront amenées, instruites et jugées en la même forme et manière que celles qui auront été faites sur nos ennemis.

« Art. VI. — Si la prise est déclarée bonne, la vente en sera faite par-devant le juge de l'amirauté et le prix en sera délivré aux impétrans sur et tant moins, ou jusqu'à concurrence de la somme pour laquelle les lettres auront été accordées, et le surplus demeurera déposé au greffe pour être restitué à qui il appartiendra.

« Art. VII. — Les impétrans seront tenus, en recevant leurs deniers, d'endosser les lettres de représailles des sommes qu'ils auront reçues, et d'en donner bonne et valable décharge, qui sera déposée au greffe de l'amirauté, pour demeurer jointe à la procédure.

« Art. VIII. — Si l'exposé des lettres ne se trouve pas véritable, les impétrans seront condamnés aux dommages et intérêts des propriétaires des effets saisis, et à la restitution du quadruple des sommes qu'ils auront reçues » (19).

Ainsi l'ordonnance établit qu'une demande de lettre ne pourra être faite qu'après déclaration et estimation minutieuse du dommage subi, que la délivrance de lettre ne sera faite qu'après les démarches diplomatiques préalables, et sera très précise quant à l'objet des représailles et au temps pen-

---

(19) Texte cité par R. J. VALIN : « Nouveau Commentaire sur l'ordonnance de la Marine du mois d'Août 1681 ». T. II, p. 414 et suiv.

dant lequel elles pourront être en vigueur. L'enregistrement, le dépôt d'une caution égale à la moitié du dommage subi, le jugement des prises, leur vente et la restitution du surplus, l'endossement des lettres et de sévères sanctions contre les demandeurs qui auront cherché à frauder, sont les autres règles contenues dans l'ordonnance.

Valin, dans son « Commentaire » donne certaines explications précieuses. C'est ainsi qu'en ce qui concerne l'estimation par les juges de l'amirauté, du dommage subi, il précise que dans le cas de délits autres que les délits maritimes, la justification sera faite par d'autres juges, mais s'il y a ensuite représailles sur mer, le jugement des prises sera fait par les Juges de l'Amirauté. Il précise également le caractère essentiellement régalien du droit de concéder des lettres, tout en insistant sur la nécessité de demander préalablement satisfaction au souverain étranger ; « et c'est ce que nos rois ont toujours fait, sans jamais se prévaloir de la supériorité de la puissance, quoique, à ce titre, ils eussent moins à craindre les suites des représailles, je veux dire la guerre... ». « Alors, en cas de refus sans cause légitime, ou de délais trop affectés, un roi manquerait à sa gloire et à la justice qu'il doit à ses sujets, s'il ne leur accordait pas des lettres de représailles sous prétexte que la guerre peut s'en suivre... ».

Pour ce qui est du temps pendant lequel les lettres seront valables et qui est réglé dans le contenu même des lettres, cette règle n'est pas nouvelle. Déjà le « Guidon de la Mer » portait que les lettres mentionneraient le temps « hors lequel elles seront prescrites ».

Valin voit enfin dans l'article IV la véritable nouveauté de l'ordonnance : l'enregistrement, qui a pour but de permettre de connaître l'usage que l'impétrant fera de ses lettres,

partout où il pourra s'en servir. Outre la caution, dit-il, il faut encore prendre commission de l'Amiral; cette formalité supplémentaire tient lieu de congé.

L'article VI a pour but d'empêcher les abus dans l'appropriation des prises. Ce n'est pas là une règle du Droit des Gens, mais du Droit Civil. « On cite premièrement les intéressés, dit Valin; ensuite on vend ou l'on adjuge au créancier, par autorité publique, les effets saisis, et ce qu'il y a de surplus est restitué ».

Enfin, en ce qui concerne les sanctions prévues, Valin remarque que les formalités exigées par l'article premier empêchent à peu près sûrement que l'exposé des Lettres soit complètement faux, cas dans lequel la punition serait alors insuffisante pour une imposture de cette envergure. Le Roi ordonnerait évidemment « que son procès (du falsificateur) lui fût fait à l'extraordinaire ». L'article VIII ne vise donc qu'une exagération ou un déguisement des faits, et la restitution du quadruple n'a lieu que pour les sommes reçues au-delà de celles qui étaient légitimement dues. Valin pense, avec Cleirac, que cette peine du quadruple vient du Droit Romain et est empruntée à la loi *AB HIS* du Code de *NAVICULARIIS*, loi qui ne parle pas des représailles, mais punit ceux qui volent les navigateurs. Comme on l'a vu d'ailleurs, le « Guidon » et la jurisprudence étaient depuis longtemps fixés dans ce sens.

Ce titre de l'ordonnance ne concernait pas la Bretagne, et dans l'ordonnance spéciale de 1684, qui visait ce pays, le Roi passa la question sous silence. Mais Valin pense, avec raison, que le droit d'accorder des lettres étant, comme le droit de déclarer la guerre, attaché à la souveraineté, le Roi peut accorder des Lettres de Représailles en Bretagne, comme

ailleurs, et que, par conséquent, les règles seront les mêmes que pour le reste du Royaume.

Ainsi, en 1681, le principe des représailles était certes nettement délimité, mais de nouveau consacré par un monument dont la valeur juridique était grande.

En 1685 (30 Août) le traité franco-tunisien pour le renouvellement des capitulations consacrait plus spécialement l'idée de déni de justice dans son article XXI ainsi conçu : « S'il arrive quelques contraventions au présent traité, il ne sera fait aucun acte d'hostilité qu'après un déni formel de justice » (20).

Le traité de Whitehall du 25 Août 1689 (21), entre l'Angleterre et les Provinces-Unies, mentionne plus particulièrement les règles concernant le jugement des Prises, et le 30 juin 1691 le traité de Copenhague entre l'Angleterre, les Provinces-Unies et le Danemarck débutait ainsi : Art. I : « Que pour l'avenir les sujets de Sa Majesté le Roy d'Angleterre et de leurs Hautes Puissances trafiquans et navigeans dans les Royaumes et Païs du Roy de Danemarc et Norvègue ou par le Sond dans la Mer de l'Est, non plus que leurs vaisseaux, marchandises et effects, ne pourront pas être retenus, arrêtez ni représailles être accordez contre eux (... gearrestect of jegens deselve eenige represaille verleend...) pour dommages prétendus ou qui dans la suite et de tems en tems pourraient l'être, à moins qu'au préalable ne soient observées les formalitez plus amplement mentionnées par l'article quatrième du Traité de Marine fait et conclu à Nimègue le 12 octobre 1679 entre Sa Majesté le Roi de Suède et l'Etat des Pro-

---

(20) J. DUMONT : « Corps Universel Diplomatique du Droit des Gens », T. VII, II, p. 115 et suiv.

(21) Ibid, p. 238.

vinces-Unies des Païs-Bas et ainsi vice-versa à l'égard des sujets de Sa Majesté de la Grand'Bretagne et des Provinces-Unies » (22).

Le 17 Mars 1693, le traité de Stockholm entre la Suède et le Danemarck commence, dans son préambule par déplorer les abus et excès qui se maintiennent malgré les stipulations expresses d'un précédent traité signé en 1691 par les mêmes parties. Ce traité paraît vouloir mettre un terme aux représailles entre les contractants, et en même temps autorise et même recommande les représailles comme on peut le voir par ces trois articles typiques :

Art. I. — « Bien que le cas des représailles dont il est fait mention dans le troisième article du précédent Traité ait existé il y a long-tems, en sorte que sans plus de délai on seroit en droit de le mettre en exécution principalement puisque L. L. M. M. ont fait faire auprès de l'une et l'autre Partie asses à tems des réquisitions nécessaires pour obtenir Justice, et Satisfaction, et l'ont attendue en vain bien au-delà du terme prescrit, cependant L. L. M. M. pour donner les marques de leur modération et du désir qu'Elles ont de sortir d'affaire à l'amiable, veulent encore par leurs Ministres, qui sont dans les Cours Etrangères, faire demander, mais sans délai et dans le mois d'Avril prochain, aux Puissances engagées dans la Guerre une entière et juste Satisfaction, pour leurs Sujets, ce que chaque Ministre fera non seulement pour les Sujets de son propre Roi, mais aussi pour ceux du Roi son Allié, et ainsi la Suède pour les Sujets du Danemarc, et le Danemarc pour ceux de Suède, qui pourroient avoir été empêchés dans leur navigation et commerce ou dont les vaisseaux chargés et

---

(22) J. DUMONT : « Corps Universel Diplomatique du Droit des Gens », T. VII, II, p. 292 et suiv.

effets ont été amenés, arrêtés ou pris par des vaisseaux de guerre ou par des armateurs, à quoi ils auront connoissance, en se réservant tout ce qui pourroit encore leur être inconnu, ils feront en même tems instance pour que de semblables violences cessent à l'avenir et que les vaisseaux des Sujets de L. L. M. M. ne soient plus détournés, incommodés, amenés, mais qu'on adjoûte foy à leurs passeports en bonne forme, déclarant que s'il se trouve contre cela des fraudes L.L.M.M. auront soin d'en faire punir des coupables d'une manière qu'on en seroit satisfait. De plus ils donneront à connoître que L.L.M.M. ne sauroient plus souffrir qu'on trouble sous divers prétextes le trafic de leurs sujets contre les traités et la neutralité, et qu'on se fasse juge des causes dont il ne leur appartient pas de juger, de sorte que si elles ne veulent pas relâcher cum omni causa, au plutôt et sans plus de délai les vaisseaux encore détenus, et payer suffisamment ceux qui sont confisqués ou échoués, dédommager de toutes les pertes et défendre vigoureusement à l'avenir de semblables prises, empêchements et procédures nuisibles et le mettre effectivement en exécution ; en ce cas L.L.M.M. ont résolu et se sont engagées mutuellement à se faire justice Elles-mêmes, chacun pour ses propres sujets, aussi bien que pour ceux de son allié ».

Art. II. — « Si la prédite réquisition n'est pas promptement suivie d'une entière satisfaction, L.L.M.M. s'obligent de faire arrêter et saisir chacun chez soi pour le dédommagement de ses sujets autant de vaisseaux de la Nation dont on demande la satisfaction, qui suffiront pour suppléer ausdits dommages, et de n'en relâcher aucun, que L.L.M.M. n'aient obtenu toutes deux la satisfaction requise ».

Art. VIII. — « Et comme les vaisseaux propres de L. L.

M. M. aussi bien que ceux de leurs sujets n'ont pas moins souffert de dommages du Roi d'Espagne que des autres puissances qui sont enveloppées dans la guerre présente, que le trafic des Espagnols en Europe est si peu considérable qu'on n'y çauroit avoir recours pour se dédommager, L. L. M. M. veulent bien faire des recherches si on pourroit découvrir de leurs effets, soit par Mer ou par Terre, ou pour cette fin faire visiter les vaisseaux qui pourront être arrêtés pour découvrir s'ils y auroient quelque part, comme aussi accorder à leurs sujets endommagés des commissions pour se rendre eux-mêmes justice par voye de représailles, mais outre cela il a été convenu en même temps que L. L. M. M. notifieront aux Alliés de l'Espagne qu'en cas que cette couronne ne leur donne sans délai satisfaction, Elles s'en tiendront aux effets de ses Alliés, et cela à bon droit, puisque non seulement ces Puissances sont engagées dans de mêmes intérêts, mais qu'encore les Armateurs des unes et des autres s'entr'entendent si bien par collusions mutuelles que l'un pourra bien répondre pour l'autre, et c'est ce que L.L.M.M. promettent réciproquement de vouloir faire exécuter, et cela en même temps qu'on est convenu à l'égard des autres » (23).

Ainsi, cet exemple montre combien la voie des règlements diplomatiques elle-même est imprécise et incertaine dans son but.

La fin du XVII<sup>e</sup> siècle est marquée par la signature de la paix de Ryswick qui n'apporte rien de nouveau sur le sujet qui nous occupe, bien que l'on y traitât des représailles. Mais cette paix, si elle anéantit toutes les Lettres de Représailles existant entre la France et la Hollande, laisse ouverte

---

(23) J. DUMONT: « Corps Universel Diplomatique du Droit des Gens », T. VII, II, p. 325 et suiv.

la porte à toutes les possibilités dans l'avenir. Et c'est là pourtant, si l'on en croit Mas-Latrie, le dernier état de la législation écrite en matière de représailles avec le traité d'Utrecht; les grands traités du XVIII<sup>e</sup> siècle, La Haye, Londres, Pacte de famille, n'en font plus mention. Nous verrons pourtant que dans quelques autres occasions on en parlera encore. Mais il est évident que la décadence des Lettres de Représailles, et des représailles tout simplement, qui va commencer à cette époque, en même temps que la course se développera de plus en plus jusqu'en 1856, se fera d'elle-même, et sans que les traités internationaux y ajoutent un grand appoint.

Voici les dispositions de la paix de Ryswick, signée le 20 Septembre 1697, qui nous intéressent :

Dans le Traité de Paix proprement dit, signé par Louis XIV et les Provinces-Unies :

Art. XII. — « Les voyes de la justice ordinaire seront ouvertes et le cours en sera libre réciproquement; et ces sujets de part et d'autre pourront faire valoir leurs droits, actions et prétentions suivant les Lois et les Statuts de chaque Païs, et y obtenir les uns contre les autres sans distinction toute la satisfaction qui leur pourra légitimemen appartenir, et s'il y a eu des lettres de représailles accordées de part ou d'autre, soit devant ou après la déclaration de la dernière guerre, elles demeureront révoquées et annulées, sauf aux parties, en faveur desquelles elles auraient été accordées, à se pourvoir par les voyes ordinaires de la Justice » (24).

Dans le Traité de Commerce signé le même jour :

Art. II. — « . . . et aussi ne pourront les sujets de Sa Majesté prendre aucune commission pour des armements par-

---

(24) J. DUMONT : « Corps Universel Diplomatique du Droit des Gens », T. VII, II, p. 381 et suiv.

ticuliers, ou lettres de représailles des Princes et Etats ennemis desdits sieurs Etats Généraux, et moins les troubler ni dédommager d'aucune sorte, en vertu de telles commissions ou lettres de représailles, ni même aller en course avec elles sous peine d'être poursuivis et châtiés comme pirates; ce qui sera réciproquement observé par les sujets des Provinces-Unies à l'égard des sujets de Sa Majesté; et seront à cette fin toutes et quantes fois que cela sera repris de part et d'autre dans les Terres de l'obéissance de Sadite Majesté et dans les Provinces-Unies publiées et renouvelées défenses très expresses et très précises de se servir en aucune manière de telles commissions ou lettres de représailles, sous la peine sus-mentionnée, qui sera exécutée sévèrement contre les contrevenans; outre la restitution entière à laquelle ils seront tenus envers ceux auxquels ils auront causé aucun dommage ».

Art. VI. — « Toutes Lettres de Marque et de Représailles qui pourraient avoir été ci-devant accordées, pour quelque cause que ce soit, sont déclarées nulles; et n'en pourra être ci-après donnée par un desdits Alliez, au préjudice des sujets de l'autre; si ce n'est seulement en cas de manifeste déni de Justice, lequel ne pourra pas être tenu pour vérifié, si la requête de celui qui demande lesdites représailles n'est communiquée au Ministre qui se trouvera sur les lieux de la part de l'Etat, contre les sujets duquel elles doivent être données, afin que dans le terme de quatre mois ou plutôt, s'il se peut, il puisse s'informer du contraire ou procurer l'accomplissement de Justice qui sera dû » (25) et dans le traité de paix signé par Louis XIV et Guillaume III, roi de Grande-Bretagne :

---

(25) Ibid.

Art. IX. — « Omnes Literae, tam Represaliarum quam Marcae, et Contra-marcae, quae hactenus quavis de causa utrinque concessae fuerint; nullae, cassae et irritae maneant, et habeantur, nec ullae imposterum hujusmodi Literae ab alterutro dictorum Dominorum Regum adversus alterius subditos concedantur, nisi prius de Juris denegatione manifeste constiterit, nisi illius qui Represaliarum Literae sibi concedi petit, libellus supplex Ministro (Regis illius nomine) contra cujus subditos illae litterae postulantur ibidem degenti editus ac ostensus fuerit, ut is intra quatuor mensium spatium aut citius in contrarium inquirere possit, aut procurare ut ex parte Rei Actori quamprimum satisfiat, si vero Regis illius, contra cujus Subditor Represaliae postulantur, nullus Minister ibi degat, Represaliarum Literae non concedantur, nisi post spatium quatuor mensium, computandorum a die quo libellus supplex Regis contra cujus subditos Represaliae petuntur, aut privato ipsius Consilio, editus ac oblatus fuerit » (26).

Et voici les dispositions prises à Utrecht par le Congrès qui maintint la doctrine de Ryswick : ce sont celles de l'article XVI du traité du 11 Avril 1713 entre la France et la Grande Bretagne :

Art. XVI. — « Toutes les lettres, tant de représailles que de marque et de contre-marque qui ont été déclarées jusqu'à présent pour quelque cause et occasion que ce puisse être, demeureront et seront réputées nulles, inutiles et sans effet et, à l'avenir, aucune desdites Majestés n'en délivrera de semblables contre les sujets de l'autre, s'il n'apparaist auparavant d'un délai ou d'un dény de justice manifeste, ce qui ne pourra être tenu pour constant à moins que la requête de

---

(26) Ibid.

celuy qui demandera des lettres de représailles n'ait été apportée ou représentée au ministre ou ambassadeur qui sera dans le país de la part du Prince contre les sujets duquel on poursuivra lescdites lettres, afin que, dans l'espace de quatre mois, il puisse s'éclaircir du contraire ou faire en sorte que le deffendeur satisfasse incessamment le demandeur; et s'il ne se trouve sur le lieu aucun ministre ou ambassadeur du prince contre les sujets duquel on demandera lescdites lettres, lui ne les expédiera encore qu'après quatre mois expirez à compter du jour où la requeste de celui qui demandera lescdites lettres aura été présentée au Prince contre les sujets duquel on les demandera, ou à son conseil privé » (27).

On trouve la même substance dans le *Traité de Commerce* signé par les mêmes puissances, le même jour, et dans tous les autres traités d'Utrecht. C'est donc bien l'expression du « *Droit commun des nations* » que cette paix d'Utrecht, qui « définit et limita le droit que peut donner l'intérêt et la sécurité générale des Etats, et conciliant ainsi ce droit sacré avec le respect et l'indépendance des nations dans l'exercice intérieur de la souveraineté, compléta le traité des Pyrénées et fixa le principe fondamental du *Droit des Gens* chez les modernes » (28).

Après Utrecht, la période de grande réglementation des représailles par la voie des accords internationaux est terminée, et c'est pourtant alors que commence la véritable décadence des représailles, dont l'exercice va, en quelque sorte, s'user lui-même pour arriver à l'extinction complète. C'est le XVIII<sup>e</sup> siècle en effet qui verra les dernières Lettres de Représailles qui aient été concédées. En 1742 et 1749, des traités

---

(27) De CLERCQ: « *Recueil des Traités de la France* », Tome I: 1713-1802, p. 8 et suiv.

(28) Charles GIRAUD: « *Le Traité d'Utrecht* », Paris, 1847.

franco-danois et franco-hollandais font encore mention des lettres de représailles. En 1753 se place l'affaire de l'Emprunt silésien, exemple-type de représailles modernes, et que nous étudierons plus loin comme tel. C'est que nous sommes en effet dans la période moderne de l'Histoire et aussi du Droit des Gens. Les Lettres de Représailles ont maintenant presque vécu.

Les guerres de Succession d'Autriche et de Sept ans virent souvent, sur mer, de nombreux exploits de corsaires et l'on peut encore noter qu'en Juin 1755, deux vaisseaux français de 64 canons, le « Lis » et l' « Alcide », de l'escadre de Dubois de la Motte, furent capturés par l'amiral Boscawen, un an avant que la guerre fut déclarée. Mais on ne croit pas que l'amiral anglais fut muni de Lettres de Marque. D'ailleurs Pitt à cette occasion, sut affirmer que les hostilités pouvaient commencer avant la déclaration de guerre, ce qui indique qu'il ne s'agissait nullement de représailles.

En 1770, avant d'entamer la guerre avec la Turquie, la Russie déclara solennellement qu'elle ne délivrerait pas de Lettres de Marque. Et elle tint sa promesse (déclaration du 17 juillet 1770). C'est le premier exemple de suppression volontaire des Lettres de Marque par une nation.

En 1778, l'Angleterre engagea une fois de plus, contre la France, des hostilités sans déclaration de guerre, en attaquant, près des côtes de France les frégates « La Belle Poule », le « Pallas », et la « Licorne », le lougre « Le Coureur ». Ces trois derniers navires furent capturés et emmenés en Angleterre. En même temps l'Angleterre enlevait onze vaisseaux, en pleine paix, à des armateurs bordelais, les sieurs de Basmarin. Ceux-ci se virent octroyer à cette occasion, le 29 Juin 1778, les Lettres de Représailles qui furent

les dernières ectroyées et exécutées en pleine paix (29). « Ces lettres, dit Ortolan (I. p. 358) n'étaient qu'un vestige des temps où la puissance sociale étant mal assise et mal réglée, le soin de se faire justice de sa propre autorité et par ses propres forces était abandonné aux particuliers ». Ainsi, le Droit des Gens est suffisamment organisé maintenant pour que la puissance publique veille seule au maintien de l'ordre et du respect de l'existence et du droit de ses sujets. C'est la troisième étape de cette évolution que nous avons vu tout d'abord marquée par l'action privée seule, puis par l'action privée aidée du souverain. Dans le Droit moderne les souverains seuls vont agir, c'est-à-dire qu'il ne pourra plus être question de représailles que d'Etat à Etat.

En 1785, le traité entre les Etats-Unis et la Prusse tentait d'abolir la course même en ces termes : « . . . les deux puissances contractantes s'engagent à n'accorder aucune commission à des vaisseaux armés en course, qui les autorisât à prendre ou à détruire ces sortes de vaisseaux marchands ou à en interrompre le commerce ». Franklin, qui se faisait le porte-parole des Etats-Unis, déclara qu'il voulait l'abolition « quoique mieux placé que tant d'autres pays pour tirer profit de la piraterie ».

Le traité de commerce du 26 Septembre 1786 conclu entre la France et la Grande-Bretagne, s'il n'abolissait pas les lettres, en restreignait l'usage en reproduisant les principes du traité franco-anglais de 1639. On voit que la réglementation diplomatique est désormais en retard sur la pratique. Voici les deux articles de ce traité qui nous intéressent :

Art. 3. — « On est aussi convenu et il a été arrêté que

---

(29) La Convention en délivra en 1793, mais qui ne furent pas mises à exécution (voyez *infra*.)

les sujets et habitans des royaumes, provinces et états de Leurs Majestés, n'exerceront à l'avenir aucuns actes d'hostilité ni violence les uns contre les autres, tant sur mer que sur terre, fleuves, rivières, ports et rades, sous quelque nom et prétexte que ce soit ; en sorte que les sujets de part et d'autre ne pourront prendre aucune patente, commission ou instruction, pour armemens particuliers, et faire la course en mer, ni lettres vulgairement, appelées *de représailles*, de quelques Princes ou Etats ennemis de l'un ou de l'autre, ni troubler, molester, empêcher ou endommager, en quelque manière que ce soit, en vertu ou sous prétexte de telles patentes, commissions ou lettres de représailles, les sujets et habitans susdits du Roi très-Chrétien ou du Roi de la Grande-Bretagne, ni faire ces sortes d'armemens, ou de s'en servir pour aller en mer ; et seront à cette fin, toutes et quantes fois qu'il sera requis de part et d'autre, dans toutes les terres, pays et domaines quels qu'ils soient, tant de part que d'autre, renouvelées et publiées de défenses étroites et expresses d'user en aucune manière de telles commissions ou lettres de représailles, sous les plus grandes peines qui puissent être ordonnées contre les infracteurs, outre la restitution et la satisfaction entière dont ils seront tenus envers ceux auxquels ils auront causé quelque dommage ; et ne seront données à l'avenir, par l'une des deux Hautes-Parties-Contractantes, au préjudice et au dommage des sujets de l'autre, aucunes lettres de représailles, si ce n'est seulement au cas de refus ou de délai de justice ; lequel refus ou délai de justice ne sera pas tenu pour vérifié, si la requête de celui qui demande lesdites lettres de représailles, n'est communiquée au Ministre qui se trouvera sur les lieux de la part du Prince contre les sujets duquels elles doivent être données, afin que, dans le

terme de quatre mois, ou plutôt s'il se peut, il puisse faire connoître le contraire, ou procurer la juste satisfaction qui sera due ».

Art. 29. — « Il a été au contraire convenu et accordé que tout ce qui se trouvera chargé par les sujets et habitans de parts et d'autre, en un navire appartenant aux ennemis de l'autre, bien que ce ne fût pas des marchandises de contrebande, sera confisqué comme s'il appartenoit à l'ennemi même excepté les marchandises et effets qui auront été chargés dans ce vaisseau avant la déclaration de guerre, ou l'ordre général des représailles, ou même depuis la déclaration pourvu que ç'ait été dans les termes qui suivent, à savoir : de deux mois après cette déclaration ou l'ordre des représailles, si elles ont été chargées dans quelque port et lieu compris dans l'espace qui est entre Archangel, Saint-Pétersbourg et les Sorlingues, et entre les Sorlingues et la ville de Gibraltar, de dix semaines dans la mer Méditerranée, et huit mois dans tous les autres pays ou lieux du monde » (30).

Enfin la France de la Révolution fit au monde des déclarations solennelles où les représailles étaient condamnées, comme la déclaration de l'Assemblée nationale du 29 Décembre 1791 : « . . . mais ceux de ces princes qui ont pu craindre que la nation française ne cherchât à produire dans les autres pays des agitations intérieures, apprendront que le droit cruel des représailles, justifié par l'usage, condamné par la nature, ne la fera point recourir à ces moyens employés contre son repos : qu'elle sera juste envers ceux mêmes qui ne l'ont pas été pour elle... ».

En 1792, la Législative discuta sur la double question de

---

(30) DE CLERCQ : « Recueil des Traités de la France », T. I, p. 146 et suiv.

l'abolition de la course et de la capture. C'était la première fois qu'une assemblée législative s'occupait de ces questions. Le projet de décret du député de Paris Kersaint est intéressant : « L'assemblée nationale, y est-il dit, considérant que la guerre est l'acte le plus éminent de la souveraineté des peuples et ne peut se faire que par les nations elles-mêmes et non par les particuliers et pour leur propre compte : qu'il est de l'intérêt de toutes les nations policées de l'Europe de proscrire et d'abjurer l'usage de faire la guerre par la voie des corsaires ou armateurs particuliers... Art. I. : il ne sera délégué aucune commission pour armer en course... » (31).

Un autre projet, celui de Lasource, réservait le droit de faire la course aux vaisseaux de l'Etat, mais stipulait expressément l'abolition des Lettres de Marque.

Ainsi, si les Lettres de Représailles étaient tombées en désuétude, la course maritime, développée à l'extrême, était l'objet de tentatives d'abolition. Ces tentatives furent sans effet, car l'Europe ne répondit pas aux propositions de la France. Seules les villes hanséatiques donnèrent leur adhésion et la Convention décréta le 29 Mars 1795 l'abolition de la course à l'égard de ces villes. Mais l'inertie des autres nations provoqua un renouveau terrible de cette pratique en Europe. Les amirautés et les tribunaux de Prises ayant été supprimés, les excès et les abus devinrent de plus en plus nombreux. C'est l'époque des exploits des corsaires tels que Bouvet et Surcouf. C'est la Convention qui délivra pourtant encore des lettres, les dernières, le 3 Février 1793 à un capitaine marseillais créancier de deux négociants génois, contre la ville de Gênes. Mais ces lettres ne furent pas mises à exécution.

---

(31) Cité par CH. DE BOECK, *op. cit.*, p. 62.

Le Directoire, pour « régulariser » la course, établit un « conseil des prises » (6 Germinal An VIII).

Mais ce n'est qu'à la chute de Napoléon I<sup>er</sup> que la course commença à décliner, et cette période d'extinction va de 1815 à 1854. Plusieurs traités portèrent renonciation réciproque à cet usage (traité franco-tunisien 1830, traité entre Tripoli et la France de 1832, etc...). De tous ces traités l'Angleterre est absente.

Cependant aucune puissance ne délivrait plus de Lettres de Marque. En 1823, en France, la circulaire de Chateaubriand précisait que la France n'en délivrerait pas, même si l'Espagne en délivrait, comme elle en avait l'intention. Des velléités semblables se remarquèrent au cours de la guerre de 1846 entre les Etats-Unis et le Mexique mais on ne trouva personne à qui délivrer des lettres.

L'inutilité des lettres, ainsi manifeste, est bien là ce qui a provoqué leur abolition.

Sous le règne de Charles X, le roi avait refusé des lettres à un nommé Rougement, qui lui en demandait. Mais pourtant le Code de Commerce, dans son article 350, envisage encore le cas des représailles, au sujet des assurances maritimes. Ce n'est là qu'un vestige des dispositions de l'Ordonnance de 1681.

Lorsque la déclaration de Paris du 16 Avril 1856 consacra l'abolition de la course (32) (et des représailles particulières

---

(32) Les Etats-Unis n'ayant pas adhéré à la déclaration de Paris, le Tribunal de Commerce de Bordeaux a pu, en 1863, déclarer licite l'armement en course de l'« Alabama » qui, au cours de la guerre de sécession, avait coulé le navire nordiste « *Cæve Jane* ». Mais on peut s'étonner qu'en 1898 l'Institut de Droit International, dans ses résolutions de La Haye sur le régime légal des navires et de leurs équipages, ait mentionné, comme rentrant dans la catégorie des navires militaires les « navires armés en course, porteurs de commissions régulièrement délivrées » (art. 9).

res), ce dernier usage était donc depuis longtemps tombé en déchéance.

Le seul qui s'était maintenu, nous le verrons dans la suivante partie de cet ouvrage, c'était celui des représailles d'Etat à Etat, et nous verrons que les exemples en sont nombreux. Mais c'en est définitivement fait de l'intervention privée dans les rapports de nation à nation. Les états sont maintenant assez forts et le Droit des Gens commence à s'appuyer sur un nombre suffisant de lois pour que l'action particulière n'y ait plus de place.

Il ne peut plus s'agir que d'interventions collectives, car il n'y a plus de rapports, dans le Droit des Gens, que d'Etat à Etat. Pour ce qui est des représailles, P. Lafargue a clairement expliqué ce principe : « La collectivité qui est coupable par la faute d'un de ses membres, a aussi pour mission de rendre justice à ses membres injustement lésés et ainsi s'est établie la règle que quiconque maltraite un citoyen, offense indirectement l'Etat qui doit protection à ce citoyen : c'est là le côté actif des représailles ».

C'est aussi tout le principe des représailles modernes, dont nous étudierons plus loin quelques exemples principaux. Mais il convient auparavant de placer les exemples dans leur cadre, c'est-à-dire de dégager les principales directives de ce droit des gens modernes dont les principes et les applications ont eu forcément un retentissement sur eux, et qui va jusqu'à la signature du Pacte de la S. D. N., moment nouveau de cette évolution, et que nous étudierons ensuite.

---



TROISIÈME PARTIE

LES RÉPRÉSAILLES

DANS LE DROIT MODERNE

(Substitution de l'initiative publique  
à l'initiative privée)

---

Chapitre Premier

LES PREMIERS ESSAIS D'ORGANISATION  
ET DE CODIFICATION DU DROIT INTERNATIONAL  
ET LEUR INFLUENCE SUR LES REPRÉSAILLES

---

Nous venons de voir qu'en même temps que l'autorité s'affermissait au sein de chaque Etat, les rapports internationaux se simplifiaient et se limitaient aux rapports entre autorités souveraines, c'est-à-dire entre Etats. L'action privée n'a plus de raison d'être dans les rapports des nations. Le moindre différend intéresse l'Etat et se règle par l'Etat. Responsabilité passive et puis active n'incombent vis-à-vis de l'étranger qu'à la nation tout entière représentée par son gouvernement. C'en est fait, nous l'avons vu, des représailles privées. Elles ont définitivement vécu, même avant qu'on ne les anéantît expressément. C'est une pratique désormais surannée et dépourvue de sens. Le Droit des Gens moderne n'offre aucune

place pour elles. Mais il est évident qu'avec le renforcement de puissance et cette sorte d'exclusivité, si l'on peut dire, d'action internationale, réservée à l'Etat, les rapports de celui-ci avec les autres deviennent plus définis, plus nombreux, puisqu'ils englobent, pour chacun la totalité de leurs sujets, et que les risques de tension, loin de s'atténuer, ne font que s'accroître. D'où cette évidence : les représailles subsistent, sous forme de représailles publiques, et nous verrons, dans le troisième chapitre de notre troisième partie, qu'en effet les exemples en sont nombreux.

Mais au fur et à mesure que se précisait ainsi le champ d'action du Droit des Gens, celui-ci devait forcément s'organiser, ou tout au moins tenter de s'organiser. Les premiers essais de réglementation, nous le verrons, autres que les traités, dont l'action est trop limitée dans le temps, et trop fragmentée puisqu'ils n'intéressent que les parties qui les ont signés, n'apparaissent guère qu'à l'aube du XX<sup>e</sup> siècle.

Il est bon cependant de remonter rapidement à la période précédente, à cette seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, dont l'histoire est si mouvementée et intéressante.

Nous savons que la Sainte Alliance, qui avait rétabli les idées de l'Ancien Régime et chassé les principes révolutionnaires, avait forcément permis le rétablissement de l'usage des représailles que, nous l'avons vu, la révolution française avait déclaré abolir. Seulement ces représailles, c'était cette fois les Etats qui les revendiquaient à leur profit, comme faisaient autrefois les particuliers ; et l'on devine que les états forts, ceux qui composaient le Directoire Européen, étaient plus tentés d'en abuser aux détriments des faibles ; même après 1856, même avec la disparition des corsaires, cet usage allait se maintenir. Ces années extraordinairement troublées

au point de vue de la politique européenne et extra-européenne devaient être au contraire un champ d'action considérable, nous le verrons, pour les représailles. Et quand s'instaure le système du Concert Européen les mêmes possibilités subsistent. Les représailles ne seront admises que pour une cause légitime. Mais qui pourrait juger cette légitimité ? En principe, tous les Etats sont égaux et indépendants. En fait, il y a des Etats forts et puissants : c'est le Concert. Pour travailler à l'équilibre, il sacrifiera forcément les intérêts des Etats plus faibles.

D'autre part, comme le dit P. Lafargue (1) « il se peut qu'une nation méconnaisse tout devoir moral et donne le spectacle d'une anarchie telle qu'au nom de l'humanité le concert européen ait le droit et le devoir d'user de représailles ». L'intérêt de chacun aussi bien que l'équité générale ouvrent donc, dans deux sens opposés, la porte aux représailles des Etats, comme autrefois à celles de particuliers. L'échelle a changé, les faits demeurent.

Cette dernière source de représailles, la réparation par un tiers d'une violation flagrante du Droit des Gens, que Gro-tius avait déjà définie (« les souverains ont le droit de punir non seulement les injures faites à eux ou à leurs sujets, mais encore celles qui ne les regardent pas en particulier lorsqu'elles renferment une violation énorme du droit de la Nature ou de celui des Gens envers qui que ce soit ») a été contestée notamment par Bulmerinck qui refuse de trouver un fondement à aucune représaille collective. Lord Phillimore, au contraire, expose qu'au cas de guerre civile prolongée, les états ont le droit d'intervenir « au nom des intérêts généraux de l'humanité ». C'est en somme toute la ques-

---

(1) op. cit.

tion du droit d'intervention qui se pose ici. Mais quoiqu'il en soit, même si c'est en vertu de formules creuses, ou trop idéales, les faits sont frappants : les représailles subsistent.

P. Lafargue rapporte encore que les représailles sont permises dans un but religieux, ainsi que le prétendait John Russel, au sujet de l'intervention des puissances en Turquie en 1876.

De toute façon, il y a dans ce système international un rôle de police dévolu forcément aux grandes puissances et qui autorise dans une certaine mesure cette pratique des représailles collectives. Enfin, dans le principe tout au moins la rivalité de ces grands Etats entre eux sera une garantie contre les excès et les abus qu'ils seraient tentés de commettre.

D'ailleurs on peut penser que, même si les Etats faibles sont ceux qui pâtissent au profit des forts, les représailles sont encore préférables à la guerre proprement dite, car la guerre a des répercussions plus étendues. Si les représailles frappent souvent de façon injuste un petit état, elles le frappent parce qu'il est accusé d'un tort et ne frappent que lui. Au contraire, la guerre a des conséquences plus vastes et peut atteindre des états plus innocents encore puisque placés en dehors de l'accusation.

Mais les moyens employés seront souvent plus abusifs peut-être encore que ceux utilisés autrefois par les particuliers. C'est qu'un Etat possède des ressources et des moyens d'action qu'aucun particulier ne possédait. Pour choisir entre ces modes d'intervention ou de contrainte, que d'influences vont s'exercer sur l'Etat, nationales et internationales, que de prétextes vont surgir pour en justifier apparemment l'emploi !

Par conséquent, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, si les représailles

publiques, ou collectives ont pris la place des anciennes représailles individuelles ou particulières, le mécanisme et surtout le résultat de leur exécution est en quelque sorte identique ou tout au moins parallèle.

Cependant, avec le XX<sup>e</sup> siècle, de profondes modifications vont surgir, tout au moins dans la théorie, résultant de faits nouveaux. Des changements essentiels vont se produire dans le statut international des nations et les conditions internationales qui donnaient une sorte de caractère licite aux représailles, vont disparaître. C'est que le Droit des Gens moderne est entré dans une période d'évolution très caractérisée et marquée par des tentatives, dont la nouveauté est évidente, de codification.

Cette évolution, en ce qui concerne les représailles, commence vers 1902 avec l'apparition de la Doctrine de Drago ; elle se poursuit à la seconde Conférence de la Haye (1907) avec la « Convention Porter », puis avec les affaires des républiques sud-américaines, et les traités Bryan (1913), pour être brusquement arrêtée par la guerre mondiale de 1914.

Grotius déjà, nous l'avons vu, joignait dans un même chapitre les questions des dettes des souverains et des représailles. Il intitulait le Chapitre II de son Livre III : « Comment les biens des sujets répondent des dettes du Souverain selon le droit des Gens : où l'on traite aussi des Représailles ». Cette connexité est pour Grotius le point de départ même des représailles et nous avons vu jusqu'à présent que le tort causé ou la violation d'un droit qui motivait les représailles, se ramenait en somme à une créance dont les représailles avaient pour but de recouvrer le montant.

Dans le Droit Moderne, il en est de même ; les représailles entre états ont eu souvent pour cause une créance

d'un Etat sur l'autre. Avec l'organisation plus perfectionnée de la vie des Etats, les besoins financiers de plus en plus grands de ceux-ci, cette créance se présentait souvent sous forme de prêt fait régulièrement par un Etat riche à un Etat dans le besoin. Or, c'est au sujet des dettes des Etats entre eux que la Doctrine de Drago vint apporter de nouvelles vues. Elle nous intéresse particulièrement puisque le cas de non-paiement des dettes d'un Etat était source fréquente de représailles, et que l'occasion en fut une affaire-type de représailles modernes, celle des dettes du Venezuela, dont nous parlerons plus loin.

Par réaction contre les puissances européennes qui avaient employé la force contre le Venezuela dans le but de rentrer dans leurs créances, Drago se demanda, l'Etat étant une souveraineté, si la souveraineté avait le privilège de ne pas payer ses dettes, au moins ses dettes publiques. Il posa le principe que « l'Etat ne peut être contraint par la force de payer ses dettes publiques », ne pouvant être privé de la faculté de choisir le mode et l'époque du paiement. C'était prohiber, dans le cas de dettes publiques, toutes représailles. Drago avait d'ailleurs un but plus précis, qu'il proclamait ensuite, c'était d'interdire aux Etats de l'Europe toute contrainte sur les états américains, c'était une extension nouvelle de la Doctrine de Monroe.

C'est dans une note du 29 Décembre 1902, que le Gouvernement Argentin adressa à Washington, qu'était exposée cette doctrine du Docteur Luis M. Drago, ministre des Affaires Etrangères de la République Argentine.

M. Charles Dupuis (1) a fort clairement résumé les vues

---

(1) Charles DUPUIS : « Le Droit des Gens dans les rapports des grandes puissances avec les autres Etats avant le Pacte de la Société des Nations, p. 270 et suiv.

de Drago dont il cite certains passages empruntés à l'exposé du Dr Drago lui-même, fait dans la Revue Générale de Droit International Public (1907) sous le titre : « Les Emprunts d'Etat et leurs rapports avec la politique internationale ».

« Le capitaliste qui avance son argent à un Etat étranger, écrit Drago, tient toujours compte des ressources du pays où il va opérer et du plus ou moins de possibilités qu'il y a que les engagements passés soient exécutés sans encombre... En outre le créancier n'ignore pas qu'il a traité avec une entité souveraine et l'une des conditions propre à toute souveraineté est que nulle procédure exécutoire ne peut être ni initiée, ni accomplie contre elle parce que ce mode de recouvrement compromettrait son existence même et ferait disparaître l'indépendance et l'action du gouvernement respectif ».

Puis il invoque l'égalité des Etats quels que soient leurs moyens de puissance, égaux parce que souverains.

« Le recouvrement compulsif et immédiat à un moment donné, au moyen de la force, entraînerait la ruine des nations les plus faibles, et l'absorption d'un gouvernement avec toutes les facultés qui lui sont inhérentes, par les puissants de la terre ».

Il en réfère aux principes américains, exposés par Hamilton, suivant lesquels les obligations d'un Etat envers les particuliers ne dépendent que de la conscience du souverain, et de sa volonté, qu'aucune « force compulsive » ne saurait suppléer.

Pour Drago, le pays débiteur est aussi intéressé dans le paiement de sa dette, que le créancier lui-même puisqu'il y va de son crédit et de son honneur. Il doit donc pouvoir choisir le mode et le temps du paiement, sans être accusé de mauvaise foi, mais simplement en vertu de sa dignité publique internationale, qui doit être sauvegardée.

« La reconnaissance de la dette publique, l'obligation définie de la payer n'est nullement une déclaration sans valeur par le seul fait que le recouvrement ne puisse pas s'effectuer par la voie de la violence ». Et Drago ajoute : « Le recouvrement manu militari des emprunts implique l'occupation territoriale, laquelle suppose la suppression ou la subordination des gouvernements... le discrédit s'attachant aux Etats qui manquent de satisfaire aux droits de leurs créanciers légitimes entraîne déjà des difficultés trop considérables pour qu'il soit besoin d'aggraver, par l'agression étrangère, les calamités d'une insolvabilité momentanée ».

C'est donc, on le voit, en faisant appel à la souveraineté de chaque Etat, à l'égalité des Etats entre eux, devant le Droit International que Drago prohibe le recours à la force d'un Etat contre un autre pour le recouvrement des dettes contractuelles. C'est prohiber expressément les représailles, et toutes mesures subséquentes, pour cette même cause.

Cette doctrine eut un grand retentissement, et non pas seulement dans les deux Amériques. Sur le continent européen elle fut adoptée par de nombreux jurisconsultes, comme le Français M. Lehr, qui, en prévoyant les dangers, ne prohiba pas complètement ce recours à la force, ce qui eut trop facilement permis les faillites frauduleuses, mais le subordonna à l'examen préalable de la question par des arbitres. Ce fut d'ailleurs la solution adoptée à La Haye en 1907 (convention du 18 Octobre).

On voit donc l'importance de l'apparition de ces théories nouvelles pour notre sujet. Malheureusement, ici encore, la pratique démentir constamment la doctrine, et c'est l'opportunité seule qui a guidé les Etats forts et les a souvent poussés à user de représailles envers les Etats plus faibles. L'Angle-

terre a toujours donné l'exemple de cette absence de scrupules, et M. Charles Dupuis fait remarquer que les directives de la politique générale des Etats, et surtout des Etats forts, sont déjà tout entières dans la circulaire que Lord Palmerston adressait en 1848 aux ambassadeurs de la Grande-Bretagne à l'étranger : « . . . c'est pour le gouvernement britannique, disait-il, entièrement une question de discrétion et nullement une question de Droit International, s'il doit ou ne doit pas faire de cette question l'objet de négociations diplomatiques... La décision de cette question de discrétion repose entièrement sur des considérations britanniques et domestiques » (2). Depuis, Lord Salisbury a soutenu les mêmes idées. On le voit par conséquent les actes internationaux des Etats, inspirés plus de ces tendances intéressées, que des essais de réglementation générale qu'on tente au XX<sup>e</sup> siècle, ne cadrent guère avec les principes que les juristes essayent de dégager. Malgré de grands efforts, la porte des représailles est toujours ouverte.

Mais il faut reconnaître que Drago allait un peu loin en prétendant que c'est la souveraineté qui doit mettre chaque Etat à l'abri de toute contrainte. Cette souveraineté ne comporte-t-elle pas justement un certain nombre de devoirs dont un des plus évidents est de payer ses dettes et de faire honneur à ses engagements ? « Nul ne conteste, dit M. Charles Dupuis, qu'un Etat soit fondé à réclamer, à un autre Etat, réparation pour les dommages causés par des dénis de justice, par des actes iniques ordonnés ou parfois simplement tolérés par l'Etat incriminé. Le refus de payer ses dettes n'est-il pas un acte injuste, contraire aux devoirs de la souveraineté, et non un droit de souveraineté ? »

---

(2) Cité par Ch. DUPUIS, op. cit., d'après HALL : « A Treatise on international Law », p. 294-295, en note.

Par conséquent, s'il y a des débiteurs malheureux et de bonne foi, ne convient-il pas de les distinguer des autres ? C'est ce qu'a pensé, en 1907, la Deuxième Conférence de la Paix à la Haye, en élaborant la « Convention Porter » plus exactement intitulée « Convention concernant la limitation de l'emploi de la force pour le recouvrement des dettes contractuelles ».

Voici le texte de l'article 1 de cette convention :

« Les Puissances contractantes sont convenues de ne pas avoir recours à la force armée pour le recouvrement des dettes contractuelles réclamées au gouvernement d'un pays par le gouvernement d'un autre pays comme dues à ses nationaux.

Toutefois, cette stipulation ne pourra être appliquée quand l'Etat débiteur refuse ou laisse sans réponse une offre d'arbitrage ou, en cas d'acceptation, rend impossible l'établissement du compromis ou, après l'arbitrage, manque de se conformer à la sentence rendue » (3).

L'emploi de la force par un Etat, pour se faire justice à lui-même, était cette fois limité par une règle garantie par tous les signataires. Ce n'était plus une doctrine, mais un accord. Cependant le second paragraphe de cet article premier laisse encore la porte ouverte à l'emploi de la force et des représailles, et pourtant, cette convention, datée du 18 Octobre 1907, n'a pu être signée, et avec de nombreuses réserves, que le 30 juin 1908.

Voilà donc l'arbitrage institué, obligatoire, avant tout recours à la violence pour recouvrer des créances. L'institution de cet arbitrage, auxquels les Etats devront ici recourir,

---

(3) cf. Deuxième Conférence Internationale de la Paix, 1907. Actes et Documents, Tome III.

peut être rapprochée, toutes proportions gardées de la nécessité d'une réclamation diplomatique préalable, dans le cas de représailles privées de l'Ancien Droit. Il n'y a pas de progrès accompli tout d'abord, parce qu'ici n'est envisagé qu'un domaine très restreint, celui des dettes, tous les autres restant libres) et enfin, parce que, comme dans le cas des représailles privées la démarche pouvait échouer, l'arbitrage peut ici échouer également, soit que l'Etat débiteur refuse d'accepter la sentence, soit qu'il ne l'exécute pas. Alors, les représailles sont possibles, même dans le cas de dettes des Etats.

Mais au point de vue du Droit des Gens moderne, et vis-à-vis de l'exercice des représailles avant 1907, pour cause de dettes, la Convention Porter marque cependant un gros progrès, et nous pouvons dire avec M. Dupuis qu'elle « étend et corrige la solution du Dr Drago. Elle l'étend à toutes les dettes contractuelles des Etats. Elle la corrige en lui enlevant la rigidité qui, malgré l'intention contraire du Dr. Drago, semblait couvrir les Etats coupables de banqueroute aussi bien que les Etats simplement en faillite ».

Certes, une telle règle a le grave défaut de manquer de sanctions, mais elle a le grand mérite de définir les abus et de démasquer l'injustice. Elle permet de distinguer ce qui est licite de ce qui est illicite. Et si elle n'abolit pas les représailles, elle les rend illicites dans le cas où elles étaient les plus fréquentes : celui de dettes contractuelles des Etats. Le seul cas licite serait celui où le débiteur se refuserait à accepter l'arbitrage.

On voit donc le gros progrès malgré tout réalisé par le Droit des Gens. Et cependant, en 1907, les représailles restaient encore licites pour tous autres litiges que ceux relatifs aux dettes contractuelles.

Il est pourtant encore un cas qui avait été envisagé par cette même conférence de La Haye ; c'est celui des représailles en temps de guerre, cas très spécial comme nous le verrons. La deuxième commission avait proposé des amendements au Règlement annexe de 1899 concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre. L'art. 22 de ce règlement portait notamment que « les belligérants n'ont pas un droit illimité quant au choix des moyens de nuire à l'ennemi ». Il y avait donc des représailles de guerre licites et illicites. En 1907, on chercha à préciser encore ce point, mais sans grand résultat.

Les dernières étapes de l'évolution du Droit des Gens Moderne, avant le Pacte de la Société des Nations, sont marquées, en ce qui nous concerne, par les suggestions toutes théoriques du panamericanisme. L'Amérique tout entière désirait repousser l'intervention des états européens chez elle, même pour cause de dettes, comme cela s'était produit au Venezuela, comme cela menaçait de se produire à Saint-Domingue.

Les traités Knox de 1911 consacraient le principe de la Conventin Porter pour le règlement pacifique des différends, mais le Sénat Américain ne les ratifia pas. Enfin, à la veille de la guerre, M. William Jennings Bryan proposait de soumettre chaque litige à une commission internationale d'enquête 1913. Mais tout le Droit des Gens se trouvait alors bouleversé par le déchaînement de la rafale mondiale.

On voit donc que, depuis l'abolition des représailles individuelles, les représailles entre Etats ont subsisté en leurs lieux et places. Les tentatives de réglementation ont été plus générales, mais pas plus fructueuses, et l'on peut dire qu'à la veille de la guerre, les représailles sont fréquentes et dangereuses.

## Chapitre II

### DIFFÉRENTES SORTES DE REPRÉSAILLES POSSIBLES DANS LE DROIT INTERNATIONAL MODERNE

---

L'étude, dans le suivant chapitre, de quelques cas historiques, va nous prouver en effet, que les représailles furent souvent utilisées dans leur forme publique aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Mais ces représailles, quels caractères vont-elles revêtir, dans un Droit des Gens évolué, la course abolie, des codifications esquissées, les conditions générales de la vie des Etats comme des particuliers se modifiant profondément et rapidement jusque dans leurs fondements ?

Nous venons de voir que la première Conférence de La Haye, de 1899, s'était occupée indirectement des représailles en temps de guerre. C'est qu'à présent qu'il s'agit des rapports entre gouvernements, il faut bien se rendre compte qu'il n'y a, pour régir ces rapports, que deux états possibles, l'état de guerre et l'état de paix.

Il y aura donc vraisemblablement des représailles pendant la paix, et vraisemblablement aussi des représailles pendant la guerre. Voyons quelles elles sont.

Pour les représailles en temps de guerre, cas beaucoup plus particulier, on conçoit immédiatement ce qui peut les faire naître : l'un des belligérants s'est rendu coupable en n'observant pas les règles justes du Droit des Gens. Les re-

présailles auront alors pour but, de la part de l'autre partie, de le ramener à l'observation de ces règles.

On a pu se demander pourtant si, dans ce cas, les représailles, au lieu de ramener le transgresseur dans le droit chemin, n'auront pas pour conséquence de provoquer de nouvelles violences, de nouveaux manquements, et d'aggraver encore la situation, objection susceptible de concerner le droit de guerre tout entier, d'ailleurs. Peut-être, ont dit certains juristes, de simples menaces suffiraient-elles pour faire cesser un état de choses contraires à la justice et amener la réparation du tort ainsi causé. Mais on répond facilement à cette objection que de simples menaces de sanctions n'apportent pas à la partie lésée la certitude dont elle a besoin. Rien de plus problématique que la suite de telles menaces, et même si le coupable paraît s'y soumettre, rien ne permet de croire qu'il ne recommencera pas au bout d'un certain temps. Et en tous cas ce serait assurer au transgresseur une impunité qu'il est loin de mériter. De plus, ce même transgresseur peut très bien sortir vainqueur de la lutte et même, en agissant comme il fait, met-il plus de chances de son côté, car il est certain que dans une guerre la force primera toujours le droit. Dans ce cas, non seulement il sera resté impuni, mais il aura recueilli injustement le fruit d'une victoire frauduleusement acquise, et dont il pourra dicter les décrets à sa guise, à l'Etat lésé.

Le seul remède serait alors dans l'existence de sanctions établies fermement par un ordre juridique international. Mais cela supposerait une organisation complète et serrée que le Droit des Gens moderne est bien loin d'avoir atteinte, et il faut reconnaître que dans son état moderne les nations en sont encore réduites à se faire justice elles-mêmes.

Le seul moyen d'éviter l'impunité du transgresseur apparaît donc bien malgré tout, en cet état du droit international, dans ce principe des représailles, lequel, s'il n'est pas un remède dépourvu de dangers, semble cependant un moindre mal. C'est ce qu'a exprimé M. Yves de la Brière : « Les représailles prennent, faute de meilleure sauvegarde, le caractère d'une garantie et d'une tutelle pour l'observation du Droit des Gens » (1).

Ainsi justifiées, il faut se hâter d'ajouter que les représailles n'apparaissent pas toujours comme licites. M. Le Fur (2) voit deux sortes de limitations à l'exercice des représailles en temps de guerre : limitation résultant des faits et limitation résultant du Droit. La première est particulière à chaque cas et il serait vain d'en méconnaître l'importance, mais on conçoit qu'elle est beaucoup plus indéterminée que la seconde qui résulte directement des lois internationales de la guerre, issues soit de règles universelles d'humanité, soit d'accords contractuels, et qui délimitent strictement les moyens à employer pour nuire à l'ennemi. « Les représailles permises, dit M. Yves de la Brière, s'exerceront dans le domaine du droit contractuel qui est l'œuvre des hommes ».

Par conséquent, dans la contre-partie d'un acte coupable, il faudra se garder, d'autant plus que le but envisagé est la punition de cet acte, d'employer des moyens coupables. M. Le Fur cite les actes susceptibles d'entraîner des représailles : mauvais traitements infligés aux prisonniers de guerre, aux blessés, emplois de moyens de guerre interdits, sévices et violences sur les populations paisibles, violation de la pro-

---

(1) YVES DE LA BRIÈRE, *op. cit.*, p. 259.

(2) LE FUR : « Des représailles en temps de guerre » où toute cette question est largement traitée.

priété privée ennemie sur terre, vol ou destruction d'œuvres d'art, atteinte portée à des Etats tiers, etc...

Il est évident qu'un tel acte illicite ne saurait, pour qu'on le réparât, provoquer un nouvel acte illicite du même genre, sans qu'une distinction soit faite. Car malgré que certaines théories comme celle qu'a toujours mise en pratique l'Allemagne prétendent le contraire, la réglementation contractuelle du Droit est tout de même suffisamment commencée, pour que l'œuvre des hommes soit ici respectée.

Il y aura donc des représailles licites et des représailles illicites. A cet égard nous en trouverons un des principaux fondements juridiques dans le « Règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre » élaboré à La Haye en 1907. L'article 22 de ce règlement proclame le principe que « les belligérants n'ont pas un droit illimité quant au choix des moyens de nuire à l'ennemi ». C'est dire qu'il y aura des représailles licites et illicites. Ces moyens illicites sont énumérés dans l'article 23. On peut en conclure, avec M. de la Brière, qu'il y aura par exemple trois catégories de représailles licites :

1° Celles qui consisteraient à déroger temporairement aux articles V. VI, VII du Règlement de La Haye concernant les prisonniers de guerre, c'est-à-dire qui atteindraient les prisonniers dans leur travail ou leur rémunération.

2° Celles qui consisteraient à retenir en captivité temporaire des médecins ou des infirmiers, contrairement à la Convention de Genève.

3° Celles qui consisteraient à bombarder des villes non fortifiées et des centres de population civile et militaire, et qui seraient en opposition avec les articles 25, 26, 27 du règlement de la Haye (M. de la Brière fait remarquer qu'ici l'idée

de solidarité entre tous les membres d'une même cité, intervient).

Mais à côté de ces exemples issus du droit contractuel, nous avons dit qu'il y avait des représailles toujours illicites, parce qu'en opposition avec les règles plus générales de l'humanité, qui sont universelles et supérieures à tous les contrats positifs.

On peut distinguer ainsi trois catégories de représailles toujours illicites :

1° Les violences et les cruautés exercées sur les femmes et les enfants, parce qu'elles constituent des crimes ;

2° L'emploi des armes, projectiles ou matières chimiques destinées à causer des maux superflus, parce qu'il a pour but de faire souffrir inutilement l'ennemi, tandis que la guerre est faite seulement pour le mettre hors de combat ;

3° L'emploi du poison, soit qu'on en pollue des sources, qu'on le déguise sous des formes diverses, ou qu'on en augmente le pouvoir meurtrier de certaines armes, à la fois parce qu'il y a là crime et cause de maux superflus (L'article 23 du Règlement de La Haye prohibait d'ailleurs le poison comme moyen de faire la guerre).

Comme on le voit les représailles illicites en temps de guerre sont celles que défendent les principes moraux supérieurs, au nom de l'humanité, principes dont le caractère absolu est certain.

Au contraire, les représailles permises seront celles qui ne dérogent qu'aux coutumes et aux accords contractuels internationaux. Mais même dans ce cas, licéité ne voudra pas dire liberté et il est évident que l'emploi de telles représailles sera soumis à certaines conditions. Nous retrouvons le schéma-type de la procédure qui a toujours accompagné l'emploi des re-

présailles particulières dès qu'il y a eu commencement de réglementation, c'est-à-dire les deux idées de déni de justice nécessaire et du caractère souverain de l'exercice des représailles. En temps de guerre, les représailles permises ne devront être employées que par l'autorité suprême, et ne devront l'être qu'après une tentative de règlement amiable, une mise en demeure préalable, destinée à prévenir toute surprise. Pendant la dernière guerre un exemple frappant en a été la véritable tentative d'arbitrage du Pape Benoît XV, qui le 25 Août 1915, au sujet du traitement des prisonniers de guerre, suggéra aux belligérants de s'interdire toute représaille sans une communication préalable des motifs qui les faisaient agir.

Enfin, dernière idée, et dernière condition d'emploi : c'est la juste proportion entre le mal et le remède employé dans le but d'éviter les abus. Là encore, nous retrouvons les vieilles représailles particulières dans leur mécanisme d'application.

Par conséquent, on le voit, le Droit Moderne autorise les représailles en temps de guerre, mais théoriquement il en limite strictement l'emploi. On ne peut s'empêcher d'être sceptique sur la valeur de cette limitation, qui dans la pratique paraît bien fragile, la guerre autorisant malheureusement trop souvent la violation de toutes règles et le rejet des moindres scrupules.

A côté de cette catégorie de représailles de guerre, nous avons montré que le Droit Moderne faisait encore une large place aux représailles en temps de paix, qu'il y avait eu, aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, de nombreuses violations du Droit des Gens en pleine paix, accompagnées du refus par l'Etat coupable d'accorder satisfaction à l'Etat lésé. Nous avons vu que c'était principalement en matière de recouvrement des dettes

contractuelles que les Etats créanciers s'étaient fréquemment livrés contre les Etats mauvais payeurs à des mesures de coercition qui, nous le verront en décrivant quelques exemples, ne sont pas, malheureusement, sans analogie avec la guerre.

En effet, il semble qu'on puisse distinguer deux grandes catégories de représailles en temps de paix : les simples mesures de police ou de contrainte, et les mesures de violence avec recours à la force armée. Les premières apparaissent comme moins graves, sans doute parce que leur cause elle-même est moins grave et parce que leur exercice ne suscite pas autant de complications, ne soulève pas autant de problèmes, que les secondes. Si elles sont moins proches de la guerre, elles n'en sont pas moins une preuve incontestable du chaos où demeure le droit international, malgré le semblant d'organisation, puisque, malgré tout, elles sont la preuve que chaque partie continue à se faire justice elle-même.

Mais les secondes, celles qui utilisent la force armée et la violence, ont non seulement de ce fait, mais aussi parce que souvent elles entraînent une forte disproportion entre le dommage et le remède, de grandes ressemblances avec la guerre. Souvent elles y conduisent. De deux choses l'une : ou l'adversaire est de force égale et alors il répondra lui-même à la violence par la violence, et ce sera la guerre, sans déclaration, mais la guerre. Ou bien alors l'adversaire est faible, et l'Etat fort joue de cette faiblesse, comme il ferait avec un Etat qu'il aurait vaincu par les armes. « L'odieux de la situation, écrit M. de la Brière, est qu'une puissance plus forte se permet d'infliger des mesures violentes et humiliantes à un tel adversaire pour la seule raison qu'il est faible et qu'on peut les lui infliger sans avoir à redouter de sa part une réaction dangereuse et dommageable ».

Il est vrai que, comme le dit le même auteur, la faiblesse ne peut conférer l'impunité. Mais il est certain que les abus sont si faciles, que de telles représailles, légitimes si l'on veut dans un état d'anarchie internationale, faute de mieux, ne seront justes, dans le Droit moderne qu'après tentative de réparation sans emploi de la force armée. M. Pasquale Fiore (3) va jusqu'à dire que si l'arbitrage est possible, les représailles sont injustifiables. Un seul cas, pour lui, de représailles immédiatement licites : ce serait celui d'une offense faite à la dignité ou à l'honneur d'un Etat. Une telle offense ne peut être l'objet d'un arbitrage et la réparation ne peut en être longuement différée. C'est une sorte de légitime défense, la défense de l'honneur, qui rendrait ici toute représaille licite

Par conséquent, après tentative de règlement amiable, ou de recours à des mesures pacifiques, un Etat pourra appliquer les représailles. Et bien entendu, ici, nous retrouvons encore les mêmes conditions d'application : le déni de justice, c'est l'échec des tentatives pacifiques ; les délais à observer ce seront les mises en demeure avant d'employer la violence ; enfin c'est bien entendu l'autorité suprême de l'Etat qui, seule, pourra décider des représailles. En outre la juste proportion entre les représailles et le tort causé devra être sauvegardée, cette « intention droite » des théologiens, dont parle M. Yves de la Brière.

Ainsi comprises en théorie, en quoi pourront consister les représailles entre Etats en temps de paix ? Les modes en sont nombreux. En voici les principaux :

1° Dénonciation de traités de commerce ou autres, ou refus d'exécuter, ou suspension de ces traités.

---

(3) op. cit.

2° Interruption des relations commerciales, économiques, postales ou télégraphiques (C'est ce que Thiers voulait lorsqu'en juillet 1836, il menaçait la Confédération Helvétique d'un « blocus hermétique » (déjà pratiqué par l'Allemagne) parce que la Suisse était trop tolérante pour les réfugiés politiques. Mais la Diète de Berne céda).

3° Privation de la jouissance de certains droits appartenant à l'Etat d'après le Droit Commun (excepté les droits fondamentaux sans lesquels la personnalité internationale de l'Etat n'existerait plus). Par exemple : interruption des relations diplomatiques (suppression du Droit de Représentation).

4° Mise sous séquestre des biens privés et même publics de l'étranger. Ce mode rappelle les plus anciennes représailles. L'affaire de Silésie de 1753, la saisie des propriétés anglaises en Espagne, en 1796, pour répondre à la capture de la frégate espagnole « La Minerve » en sont des exemples.

5° Expulsion des citoyens étrangers, spéciale ou collective (comme celles des Tessinois par le Gouverneur de Milan).

6° Arrestation d'otages — procédé fort injuste, bien qu'admis par Grotius, Vattel, Travers, Twiss. C'est ainsi qu'en 1740, Frédéric-le-Grand retint prisonniers deux sujets russes jusqu'à la libération du Baron Stackelberg. Plus inique encore lorsque les otages sont des fonctionnaires ou des diplomates, comme ce fut le cas en 1708, lorsque la Savoie retint en otage M. Philippeaux, Ministre de France.

7° Boycottage de certaines marchandises.

8° Embargo, c'est-à-dire saisie-arrêt des navires et de leur cargaison, dans les ports et eaux territoriales, qu'il ne faut pas confondre, nous dit Lafargue (4) avec l'Arrêt du

---

(4) op. cit., p. 83.

Prince, mesure de police destinée à éviter la prorogation de certaines nouvelles ou maladies. L'Angleterre en 1838, mit ainsi l'embargo sur les navires napolitains ancrés à Malte, au sujet de l'affaire du monopole de l'exportation des soufrières de Sicile.

9° Blocus pacifique, qui consiste, d'après Lafargue, « à interdire au moyen d'une force navale suffisante toute communication avec les ports et les côtes d'un pays, dans le but de causer un préjudice qui amènera le pays bloqué à offrir les concessions exigées ». C'est là un moyen extrêmement efficace, mais susceptible d'être utilisée seulement par les grands Etats. Il a été extrêmement combattu, notamment par Fauchille, Geffken, Testa, Gessner, Pradier-Fœderé, Bonfils, de Martens, Nys, Hautefeuille. Gessner cite par exemple H. B. Deane : « The terme is in itself anomalous, it is impossible to reconcile the rights of neutreels, or indeed the fait of neutrality with an operation of war in which there is no belligerant ». Pistoye et Duverdy citent la parole de Guizot en 1841 : « Nous faisons un blocus, ce qui n'est pas la guerre complète, la guerre déclarée ». C'est-à-dire que le blocus serait la guerre faite, mais non déclarée. Pour Geffken, le blocus n'a pas ce caractère isolé que doivent présenter les représailles. Si tant de juristes ont dénié la légitimité du blocus, c'est qu'en matière de représailles les rapports doivent se borner aux deux Etats qui exercent et subissent les représailles. Au cas de blocus pacifique, les tiers souffrent tout comme les coupables de l'interdiction d'accès d'un port ou d'un fleuve.

Au contraire, Bulmerinck, Calvo, Rolin-Jacquemyns, Blüntschli, Wharton, Cauchy, ont soutenu la légitimité du blocus.

La vraie solution est sans doute celle adoptée par l'Institut de Droit International dans sa session d'Heidelberg en

1885, suivant laquelle un blocus maritime peut être considéré comme pacifique moyennant trois conditions qui sont : 1° immunité des navires étrangers ; 2° notification du blocus et exécution réelle ; 3° pour les navires nationaux qui auront tenté de violer le blocus, non pas destruction ou confiscation, mais séquestration jusqu'à levée du blocus.

10° Enfin, un dernier mode de représailles en temps de paix est l'occupation temporaire de territoire, ou prise de gage. Elle suppose l'intervention de la force armée qui procédera à une démonstration comminatoire et souvent même à un bombardement. « Ce dernier trait, dit M. de la Brière, porte à son plus haut degré le paradoxe qui fait considérer de telles coercitions comme compatibles avec la conservation de l'état de paix dans les rapports internationaux ».

Rien n'est plus vrai, et nous avons exposé les dangers de ces représailles. Elles furent trop nombreuses aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Et elles prouvent que non plus les particuliers, mais les Etats en sont encore réduits à se faire justice eux-mêmes. Les abus auxquels elles donnent lieu sont redoutables, et l'on voit quel danger elles représentent pour la paix internationale. De plus elles sont le symbole concret et cuisant de l'humiliante anomalie que présente le Droit Moderne. De telles représailles ne sont applicables qu'au profit des grandes puissances, et au détriment des petites ; nous allons voir qu'il en a toujours été ainsi. Il y a donc, dans ce Droit des Gens moderne « deux poids et deux mesures dans la distribution de la justice internationale » (5). L'étude de quelques exemples historiques va nous le prouver, et c'est à quoi nous allons consacrer le chapitre suivant de cet ouvrage.

---

(5) Yves DE LA BRIÈRE, *op. cit.*



## Chapitre III

### ETUDE DE QUELQUES EXEMPLES HISTORIQUES DE REPRÉSAILLES MODERNES

---

Ainsi qu'on l'a dit, nombreux furent les cas de représailles dans cet état du Droit International. La cause de la plupart des cas importants est une question de dettes contractuelles, comme on l'a vu, et presque toujours, ainsi que nous l'avons expliqué, les représailles se sont exercées au détriment des Etats faibles et au profit des plus forts, servant ainsi à assouvir les intérêts et les desseins ambitieux des grands Etats. Il serait beaucoup trop long de tenter ici l'étude détaillée de tous les cas de représailles modernes. Nous nous bornerons à en énumérer les principaux et à en étudier quelques-uns parmi les plus intéressants. Voici une énumération rapide dans l'ordre chronologique, des faits qui peuvent ainsi rentrer dans notre sujet :

- 1753. — Affaire de l'Emprunt Silésien, entre Frédéric II et l'Angleterre.
- 1826. — Blocus d'Alger.
- 1827. — Blocus des côtes grecques par la France, la Russie et l'Angleterre; action dirigée contre la Turquie (Navarin).
- 1830-1832-1833. — Blocus de la Belgique et embargo de 1831.
- 1831. — Blocus de l'estuaire du Tage par la France.

1836. — Affaire de la Nouvelle-Grenade (action anglaise contre la Colombie).
1837. — Affaire du Mexique (action de la France).
- 1838-1840 et 1845-1849. — Affaire du Rio de la Plata (action de la France, puis de la France et de l'Angleterre).
- 1847-1850. — Affaire Pacifico (action de l'Angleterre).
1850. — Affaire de Grèce (action de l'Angleterre).
- 1854-1857. — Occupation pacifique du Pirée et embargo par la France et l'Angleterre.
- 1860-1861. — Affaire de Gaëte (Sardaigne).
1861. — Occupation pacifique du Mexique, par la France, l'Espagne et l'Angleterre.
1862. — Affaire du Brésil (action de l'Angleterre).
1884. — Bombardement de Fou-Tchéou par la France.
1885. — Affaires de Formose et des Pescadores (action de la France contre la Chine).
1886. — Affaires de Grèce.
1893. — Bombardement des Côtes du Siam par la France.
1896. — Occupation de Corinto par l'Angleterre (action dirigée contre le Nicaragua).
1897. — Affaire de Crête.
1900. — Affaire des Boxers (action internationale contre la Chine).
1901. — Affaire de Mytilène (action de la France contre la Turquie).
1902. — Affaire des dettes du Venezuela (Caracas). Action de l'Angleterre, l'Allemagne et l'Italie.
1906. — Affaire douanière entre la Serbie et l'Autriche.
1911. — Affaires de Perse (action russe).
1914. — Bombardement de Vera-Cruz par les États-Unis.

Cette simple et bien incomplète énumération suffit, sem-

ble-t-il, pour montrer que le Droit Moderne était loin d'avoir supprimé les représailles, et que s'il les avait limitées, l'exercice n'en a pas moins été fréquent. Elle montre aussi que ce sont toujours les quelques mêmes grandes puissances qui les ont utilisées contre les faibles. Passons à présent à l'étude plus détaillée de quelques-une de ces événements.

*L'affaire de l'emprunt silésien* (1). — En 1735, l'Empereur Charles VI avait contracté auprès des négociants de la cité de Londres un emprunt d'un million d'écus, garanti par les revenus de la Haute et de la Basse-Silésie. Par l'article 7 du Traité de Breslau (11 juin 1742), Frédéric II, continuateur de Charles VI, s'était engagé « à se charger seul du paiement de la somme hypothéquée sur la Silésie aux marchands anglais, selon le contrat signé avec eux le 7 janvier 1735 ». Cet engagement avait été renouvelé dans les Traités de Berlin (28 juillet 1742), et de Dresde (25 décembre 1745), mais le roi de Prusse ne s'était pas libéré à ce moment. Ses créanciers ne le pressèrent pas, satisfaits qu'ils étaient de prolonger la durée d'un emprunt fort rémunérateur, dont l'intérêt était de 7 %. Le terme en avait été reculé jusqu'en 1751.

Mais dès 1744, alors que la guerre franco-anglaise pour la suprématie des mers faisait rage, Frédéric II avait fait faire à Londres une démarche dans le but de savoir quelle serait l'attitude anglaise vis-à-vis des navires neutres. La réponse de l'Angleterre conçue en termes vagues, spécifiait pourtant que, seules, les munitions de guerre seraient considérées comme marchandises de contrebande, et de ce fait, saisies sur les vaisseaux prussiens. Mais au bout d'une année, Frédéric

---

(1) Sur cette affaire, voir l'étude de M. Charles DUPUIS dans les *Annales de l'Ecole des Sciences Politiques*, année 1892, p. 79 et suiv. : « Un conflit entre Frédéric II et l'Angleterre au sujet des prises maritimes ».

mit ses navires au service du commerce français, ce que voyant les corsaires anglais n'hésitèrent pas à effectuer de nombreuses captures et prises de vaisseaux prussiens. Frédéric II protesta: pour lui, il n'y avait aucune contrebande. Mais pour l'Angleterre, c'était une façon illicite de faire le commerce. Les réclamations diplomatiques, puis les menaces de représailles se firent nombreuses de la part du roi de Prusse.

Celui-ci menaçait en effet de ne s'acquitter de sa dette que sous déduction de l'indemnité qu'il jugerait convenable d'allouer à ses sujets lésés par les déprédations des corsaires britanniques. Mais ces menaces restaient sans effet, et Frédéric, bien trop prudent pour agir à la légère, attendait de savoir comment tourneraient les événements en Europe.

En 1751, il nomma une commission de quatre membres pour examiner les plaintes des sujets prussiens et fixer l'indemnité qui devrait leur être allouée, cette indemnité devant être prélevée d'office par lui sur les fonds destinés à l'acquittement de la dette hypothéquée sur les revenus de la Silésie.

Le 17 juillet 1752, cette commission, refusant de reconnaître comme valables les jugements anglais de prises, fixait cette indemnité à 156.486 écus de capital, plus 33.285 écus pour intérêts à 6 % jusqu'à la fin de l'année 1751.

Pour se justifier auprès de l'Europe, Frédéric envoya à toutes les cours une note où il était dit qu'« ayant inutilement et à différentes reprises demandé satisfaction au ministère britannique des injustices commises contre ses sujets, il s'était déterminé à retenir par droit de représailles le paiement de la dette hypothéquée sur la Silésie au profit des négociants anglais, jusqu'à ce que le gouvernement britannique eut indemnisé ces mêmes sujets des pertes et dommages que leur avaient fait essuyer les armateurs anglais ».

Frédéric II donnait aux capteurs un délai de 3 mois pour se pourvoir devant la commission prussienne. Passé ce délai, la sentence de la commission serait définitive et les indemnités retenues. Le reliquat des fonds silésiens serait versé aux prêteurs contre quittance totale et si les Anglais refusaient, on ne leur paierait rien du tout.

A son tour, le gouvernement britannique nomma une commission chargée d'examiner la question qui se résumait en deux points principaux : 1) un point de Droit Maritime : la théorie prussienne suivant laquelle le pavillon couvre la marchandise, était-elle soutenable ? 2°) le point de savoir si Frédéric II pouvait nier la compétence internationale de la juridiction britannique des prises.

A vrai dire, les théories prussiennes étaient singulièrement fragiles et il s'agissait beaucoup moins là d'arguments juridiques que de moyens de contrainte. C'est ce qu'a clairement exprimé M. Charles Dupuis : « L'arrêt mis sur les capitaux de l'Emprunt de Silésie était un acte de représailles, c'est-à-dire un acte violent, un moyen de contrainte indirecte employé contre un Etat malgré les protestations de ce dernier ; c'était, sinon un acte de guerre proprement dit, du moins un commencement d'hostilités. L'erreur des commissaires de Frédéric était de prétendre le justifier comme un moyen juridique, presque comme un acte régulier de procédure, au lieu d'avouer que c'était un recours à la force ».

Au contraire, le point de vue juridique des Anglais était excellent : l'engagement de Charles VI était valable, et les particuliers ne pouvaient supporter les conséquences des différends entre les Etats, d'autant plus que les titres de l'emprunt, étant négociables, avaient pu passer entre les mains de personnes étrangères à la nation visée par les représailles, et que

les premières réclamations de la Prusse étaient postérieures en date à l'époque où l'emprunt eut dû être entièrement remboursé.

L'affaire traina en longueur pour différentes raisons de politique extérieure et se termina d'ailleurs par une transaction au traité de Westminster (16 janvier 1756). L'Angleterre consentait à l'indemnité, mais la Prusse se résignait à en réduire le montant.

Mais il y a là un cas de représailles extrêmement intéressant et les considérations précédentes ont pu faire dire à M. Ch. Dupuis que « le système de représailles qui consiste à saisir par surprise les biens d'étrangers inoffensifs est injuste puisqu'il fait supporter les conséquences de torts réels ou prétendus à des personnes qui n'y ont aucune part ; il est contraire à la bonne foi sans laquelle les rapports internationaux ne peuvent subsister, puisqu'il frappe des intérêts qui ne se sont engagés qu'à cause de la protection qui leur était promise... »

Ce cas où les représailles exercées par la Prusse l'étaient évidemment au nom de la solidarité existant entre un roi et ses sujets, et au nom de principes juridiques dont le fondement était extrêmement douteux, est très typique. Au surplus, la solution admise a prouvé que le Droit des Gens n'intervenait pas, et que la question litigieuse n'était en aucune façon tranchée. Bel argument pour ceux qui refusent de faire une place aux représailles dans le cadre du Droit des Gens !

*Opérations de la France, l'Angleterre et la Russie sur les côtes grecques, en 1827-1828 (Navarin).* — Les persécutions subies par les Grecs avaient attiré l'attention des grandes puissances qui étaient intervenues à plusieurs reprises par la voie diplomatique auprès de la Porte pour les faire cesser, mais

en vain. Le 6 juillet 1827, la France, l'Angleterre et la Russie signent le Traité de Londres, dont un article secret et additionnel prévoyait des mesures de coercition contre la Turquie si elle persistait à refuser l'armistice aux Grecs. A la Conférence de Londres (19 juillet 1828), on décida l'envoi de troupes en Morée pour combattre Ibrahim-Pacha, oppresseur des Grecs. La France en fut chargée. L'Angleterre envoya sa flotte et le blocus fut mis devant les côtes grecques; sous la menace d'une attaque, les troupes turco-égyptiennes durent se réembarquer et les Français occupèrent les places fortes de la péninsule. L'indépendance de la Grèce consacrée à Andrinople le 14 septembre 1829 fut le résultat de cette opération de coercition peut-être plus encore que de représailles proprement dites. Cependant, la Turquie violait bien les règles du Droit des Gens, la France en retour les violait en occupant, après de multiples tentatives pacifiques, le territoire grec. Mais il faut noter ici le but absolument désintéressé de la France (sinon de la Russie et de l'Angleterre), qui ne retirait personnellement aucun avantage direct de son action.

*Affaires de Belgique, en 1830-1831-1832.* — Même désintéressement complet de la France, dans les affaires de Belgique. Ici encore, la France prit fait et cause pour des étrangers lésés par une autre puissance, et au service desquels elle mit sa force. Il s'agissait de faire respecter par le roi Guillaume de Hollande l'indépendance belge proclamée en 1830. Celui-ci refusa successivement d'observer les traités « des 18 articles » et « des 24 articles », et continua d'occuper Anvers. La France et l'Angleterre furent d'accord pour faire assurer par une action concertée l'exécution des traités. Le 22 octobre 1832, la Hollande fut avisée qu'elle avait un délai d'un mois pour évacuer Anvers, sous peine de s'en voir ex-

pulser par l'armée française. La Hollande persistant dans son attitude, le maréchal Gérard enleva Anvers après un siège de 5 semaines et remit la ville à Léopold. Pendant ce temps, l'Angleterre avait mis le blocus sur les côtes belges et mis, en 1831, l'embargo sur les navires hollandais.

*Affaire du Mexique* (1837-1839) (2). — Beaucoup plus typique est cette affaire qui força la France à user de représailles contre le gouvernement mexicain. Celui-ci, après l'élection présidentielle de Bustamente, en 1837, se débattait dans une situation très précaire, et au milieu des plus grands désordres administratifs, dont les étrangers résidant au Mexique subissaient les conséquences désastreuses. Les Français étaient particulièrement éprouvés, entravés qu'ils étaient dans l'exercice du commerce de détail dont ils étaient les uniques détenteurs. Les emprunts forcés émis par le gouvernement pesaient lourdement sur eux ; les tribunaux accumulaient à leur égard les dénis de justice et les autorités ne les protégeaient ni contre le pillage ni contre le meurtre.

Le Gouvernement français réclama en vain. Le Mexique proposa la médiation de l'Angleterre. Mais en France on pensait avec raison qu'il ne pouvait être question d'arbitrage au sujet d'attentats à la sûreté des personnes. Un tiers aurait pu se prononcer sur des problèmes d'intérêts ou de doctrine, mais non se charger de la dignité de la France. Le Gouvernement français poussa pourtant l'esprit de conciliation jusqu'à proposer la nomination d'une commission mixte pour évaluer et apprécier le chiffre des réclamations. Mais le Mexique refusa d'acquiescer à cette proposition et dans une note du 27 juin 1837 déclara repousser jusqu'au principe des ré-

---

(2) Sur cette affaire cf. LAPRADELLE et POLITIS : « Recueil des Arbitrages internationaux », vol. I, p. 545 et suiv.

clamations. C'était la rupture des négociations. Le 21 mars 1838, des vaisseaux de guerre français mouillaient dans les eaux mexicaines. Le France adressait au Mexique un ultimatum où elle indiquait les torts éprouvés par elle : pillage et destruction des propriétés, perception d'emprunts forcés, dénis de justice, décisions et jugements iniques et illégaux, etc... Les forces navales françaises entreraient en action si le 15 Avril le Mexique n'avait accepté les quatre conditions suivantes : 1° versement d'une indemnité de 3 millions de francs à répartir entre les ressortissants français lésés ; 2° engagement de ne pas faire obstacle à l'acquittement régulier des créances des Français reconnues par le gouvernement mexicain ; 3° destitution de deux officiers supérieurs coupables d'avoir commandé des massacres de Français et d'un magistrat coupable d'avoir rendu une sentence illégale ; 4° engagement solennel de conserver aux sujets français la jouissance du régime de la nation la plus favorisée, de ne plus prélever sur eux d'emprunt forcé et de les laisser faire, comme des nationaux, le commerce de détail.

La France spécifiait que, si le Mexique refusait de répondre, l'action navale se bornerait uniquement à un but de réparation pécuniaire, en tarissant la source de revenus des douanes maritimes, comme un créancier privé fait séquestrer les biens d'un débiteur inexact. Mais si de nouvelles attaques contre des Français avaient lieu, les forces navales « devraient nécessairement agir avec plus de rigueur et exercer des représailles aussi justes que sévères ».

Le Mexique refusant la discussion, la flotte française malheureusement trop réduite bloqua dès le 16 avril les sept ports du Mexique. En Novembre les forces furent accrues par l'arrivée de vingt navires. L'ultimatum fut renouvelé et cette

fois des négociations s'engagèrent (Conférence de Jalapa) mais qui échouèrent complètement. Les hostilités ne reprirent pourtant que le 27 Novembre après la réponse mexicaine qui, de nouveau, proposait l'arbitrage de l'Angleterre. L'escadre française se rendit maîtresse de la forteresse de Saint-Jean d'Ulloa et de la flotte mexicaine. Le 28, le général Don Manuel Rincon capitulait et la France consentait aussitôt à suspendre le blocus de Vera-Cruz. Mais le gouvernement mexicain désavoua Rincon et le blocus fut rétabli. Le Contre-Amiral Baudin, commandant les forces navales françaises chercha aussitôt à traiter avec Bustamente, mais celui-ci décréta l'expulsion dans les 18 jours de tous les Français résidant au Mexique avec obligation de s'embarquer à Acapulco, port si peu accessible que le chargé d'affaire britannique intervint pour obtenir une prolongation du délai et la faculté de s'embarquer à Vera-Cruz. En décembre enfin, Bustamente consentit à négocier : la France réclamait une nouvelle indemnité pour les Français expulsés, le Mexique en réclamait une pour ses navires capturés. Ce n'est que le 9 Mars 1839 qu'on s'entendit pour s'en remettre à l'arbitrage de la Reine Victoria dont la sentence fut qu'aucune indemnité ne serait accordée à l'une ou l'autre partie.

Il y a là un cas-type de représailles, où l'on peut noter l'extrême modération et la bonne volonté de la puissance lésée, en l'espèce la France, qui multiplia les tentatives amiables, les propositions et les délais, et n'employa la violence que contrainte et forcée, et avec la plus extrême modération.

*L'Affaire Pacifico* (1847-1850). — Le 4 Avril 1847, un juif anglais nommé Pacifico, résidant à Athènes, vit sa maison mise à sac par la foule, qui avait attribué à son influence la dérogation aux usages consistant à brûler l'image de Judas

le jour de Pâques à la sortie de la grand'messe, alors qu'en réalité, on ne l'avait pas fait par égard pour le baron Charles de Rotschild de passage à Athènes à ce moment.

L'ambassadeur anglais, Sir Edmund Lyons, demanda réparation au nom de Pacifico, soit un peu plus de 26.000 Livres Sterling. Le gouvernement grec prétendit que Pacifico devait réclamer non par la voie diplomatique, mais par la voie judiciaire et prouver qu'il était victime d'un déni de justice.

En 1849, Palmerston décida d'agir et ordonna à l'escadre anglaise de mouiller dans les eaux grecques pour appuyer, au besoin par la force, les revendications britanniques. Le 17 janvier, la Grèce proposait l'arbitrage, l'Angleterre répondit par un ultimatum : paiement dans les vingt-quatre heures ou action immédiate. Le 18 janvier, la flotte anglaise empêchait tout navire grec de tenir la mer.

Ces représailles étonnèrent les cabinets européens qui firent observer à Palmerston que la Convention du 7 Mai 1832, signée par l'Angleterre, garantissait l'indépendance de la Grèce. Palmerston répondit que l'action anglaise avait « le caractère d'une représaille, sans qu'elle dut acquérir celui d'un acte d'hostilité (Livre Bleu Anglais du 17 Mai 1850).

Cependant Palmerston finit par consentir aux bons offices de la France et à l'envoi d'un négociateur français à Athènes. Il suspendait l'exercice des représailles pendant les négociations, sans toutefois libérer les navires grecs capturés.

Le baron Gros, envoyé par la France, arriva en mars et négocia avec l'ambassadeur d'Angleterre qui, depuis le début des représailles résidait sur un navire anglais. L'ambassadeur persuada le baron Gros de faire admettre par le gouvernement grec qu'il se déclarât seul responsable des pertes souffertes, à la suite des représailles, par les sujets grecs. La

Grèce accepta et ce fut là le fond de la convention d'arbitrage qui termina le différend.

Comme on le voit, l'Angleterre a, dans cette affaire, usé certainement beaucoup trop vite de la violence, avant que le déni de justice ait été certain, ce qui a pu faire dire à beaucoup que les représailles étaient abusives.

*Affaire du Mexique en 1861* (3) : Les événements du Mexique dont nous allons parler offrent un exemple frappant de représailles pour questions financières en même temps que de la différence des mobiles qui peuvent faire agir plusieurs Etats simultanément en une action concertée mais nullement concordante.

Le 17 juillet 1861, le Président Juarez fit voter au Congrès mexicain une loi suspendant pour deux ans le paiement des dettes reconnues dans les conventions de 1842 et 1851 avec l'Angleterre, de 1853 avec la France et de 1853 et 1859 avec l'Espagne. La loi fut maintenue malgré les protestations des puissances et celles-ci furent d'accord pour une action militaire commune, destinée à donner plus de poids à leurs réclamations. Par la Convention de Londres, du 31 octobre 1861, les trois puissances s'engageaient à envoyer sur les côtes du Mexique des forces armées à l'effet d' « occuper les différentes forteresses militaires du littoral mexicain ». « S. M. l'Empereur des Français, S. M. la Reine d'Espagne et S. M. le Roi de Grande-Bretagne et d'Irlande, disait le préambule de la Convention, se trouvant placés, par la conduite arbitraire et vexatoire des autorités de la République du Mexique,

---

(3) Sur cette question, voit CH. DUPUIS : « Le Droit des Gens et les rapports des grandes puissances avec les autres états avant le Pacte de la Société des Nations », p. 270 et suiv. et Raymond ROBIN : « Des occupations militaires en dehors des occupations de Guerre », p. 296 et suiv.

dans la nécessité d'exiger de ces autorités une protection plus efficace pour les personnes et les propriétés de leurs sujets, ainsi que l'exécution des obligations contractées envers Elles par la République du Mexique, se sont entendues pour conclure entre elles une convention dans le but de combiner leur action commune et, à cet effet... etc... ». Les trois puissances s'engageaient à ne rechercher pour elles-mêmes aucune acquisition et à n'exercer dans les affaires intérieures du Mexique aucune influence de nature à porter atteinte au droit de la nation mexicaine de choisir et constituer librement la forme de son gouvernement. Le but des représailles était donc bien défini et celle-ci nettement délimitées à une simple mesure de coercition.

Pourtant l'Espagne rêvait de restaurer son influence sur son ancienne colonie ; l'Angleterre voulait le respect du principe de non-intervention car elle pensait à son immense empire colonial et sentait les Etats-Unis en éveil. Elle voulait une expédition « dont les dépenses, suivant les termes de M. Dupuis, ne dépasseraient pas les profits », et se présentait au Mexique plus « en huissier » qu'en conquérant.

Quant à Napoléon III, il rêvait de fonder une monarchie mexicaine pour affermir sa gloire et se concilier les Habsbourg en offrant la couronne du Mexique à Maximilien. Mais ni l'Angleterre, ni l'Espagne ne le suivirent dans son intervention politique. Dans les instructions adressées le 11 Novembre 1861 au contre-amiral Julien de la Gravière par le Ministre des Affaires Etrangères, on trouve l'exposé officiel des griefs de la France, qui reprochait au Mexique d'avoir fait subir des violences personnelles à des nationaux français, et d'avoir manqué de respect aux agents de la France. Celle-ci réclamait une indemnité de 10 millions de francs.

L'Angleterre envoya une escadre et la France 2.500 hommes qui arrivèrent au Mexique en janvier 1862. Le général Prim, avec 6.000 Espagnols les avaient précédés en décembre 1861. Vera-Cruz fut occupée sans combat, puis l'intérieur jusqu'à Medelin. Le gouvernement mexicain effrayé s'empressa de négocier à la Soledad (19 février 1862). Il consentait à l'occupation de Cordova, Tehuacan et Orizaba tant que dureraient les pourparlers. Mais si ceux-ci échouaient, les alliés devraient évacuer les territoires concédés. En mars, l'échec des conférences était complet; les Espagnols et les Anglais se réembarquèrent; les Français s'y refusèrent et restèrent seuls au Mexique (Avril 1862). Les hostilités reprirent. A la fin de 1862, il y avait au Mexique 27.000 Français et à la fin de 1863 ceux-ci atteignaient presque le Pacifique. L'évacuation ne devait avoir lieu qu'en 1867, Maximilien ayant été couronné Empereur en 1864.

On voit que ces faits sont caractéristiques de représailles justifiées mais détournées de leurs fins premières au profit d'ambitions ou d'intérêts personnels.

*Affaire du Brésil, en 1862* : C'est ici l'Angleterre qui nous offre l'exemple de représailles bien caractérisées. Deux incidents graves marquèrent en 1861 et 1862 les rapports de la Grande-Bretagne et du Brésil : le premier fut le pillage des épaves du trois-mât anglais naufragé le « Prince of Wales » ; le second fut l'affaire de la frégate « Forte » dont trois passagers furent arrêtés à Tijuca sous prétexte d'ivresse et relâchés seulement les jours suivants. Sur les réclamations de l'ambassadeur M. William Douglas Christie, le gouvernement brésilien destitua deux fonctionnaires et procéda à l'arrestation de onze personnes. L'Angleterre jugea les réparations insuffisantes et fit remettre trois notes au Brésil dans lesquel-

les elle exigeait : 1° la réparation des pertes subies par les propriétaires du Prince of Wales; 2° la mise en disponibilité de tous les officiers du corps de garde de Tijuca, et une réparation; 3° une réponse avant le 20 Décembre, sinon les forces navales entreraient en jeu.

Mais le Brésil essaya de discuter et suspecta les déclarations des officiers anglais de Tijuca. Christie releva le fait et annonça qu'en ces conditions l'amiral Warren allait exercer des représailles sur la propriété privée brésilienne, en saisissant des navires qui seraient mis sous sequestre jusqu'à satisfaction, sans qu'il y eut pour cela rupture de la paix.

Le 30 Décembre, les représailles commencèrent. Cinq navires brésiliens se laissèrent capturer en mer et on laissa à leurs passagers toutes les facilités de débarquer.

Dès le 1<sup>er</sup> janvier, le Brésil protestait contre l'emploi de la violence et Christie se déclarait prêt à transiger. Le 5 janvier un compromis décidait que les deux parties s'en remettaient à l'arbitrage du Roi des Belges. Le 12, les prises étaient relâchées. Le 18 juin, Léopold, dans sa sentence arbitrale, accusait l'Angleterre d'avoir outrepassé ses droits en usant de la violence dans les eaux territoriales du Brésil alors que la moindre démonstration hors du territoire de l'Empire eut suffi pour atteindre le résultat désiré.

L'Angleterre se borna à répondre que les représailles n'étaient pas une manifestation d'inimitié envers l'Empereur du Brésil et n'avaient nullement pour but une acquisition de territoire. Cette explication qui parut insuffisante amena une rupture des relations diplomatiques, rupture qui fut de courte durée, l'Angleterre se décidant bientôt à accorder la réparation exigée par la sentence arbitrale du Roi des Belges.

*Affaires de Chine 1884-1885* : Le 6 juin 1884, l'Empe-

reur d'Annam avait reconnu le protectorat français sur l'Annam et le Tonkin, mais la Chine prétendait occuper le Tonkin en vertu d'un soi-disant droit de suzeraineté sur l'Annam. Les hostilités commencèrent et la France spécifia que ce n'était pas la guerre, mais qu'elle ne procédait qu'à des actes de représailles contre la Chine. Le bombardement de Fou-Tchéou et le blocus de Formose par l'Amiral Courbet n'eurent d'autre but que de contraindre la Chine à évacuer le Tonkin. Après le traité de Tien-Tsin (9 juin 1885) l'occupation de Formose et des Pescadores par la France fut accomplie en garantie de l'exécution du traité.

*Affaire des dettes du Venezuela (1902)* : C'est l'exemple le plus significatif de représailles exercées pour cause de non-paiement de dettes contractuelles, par des Etats forts contre un Etat faible. Cette affaire eut un gros retentissement puisqu'elle déclencha les théories américaines de non-intervention, comme celle de Drago, ou de Théodore Roosevelt. Le Venezuela, Etat pauvre, se trouvait débiteur de plusieurs grandes puissances européennes, mais sa politique intérieure extrêmement troublée, les révolutions incessantes qui le déchiraient (il y en avait eu cent quatre en 70 ans, d'après Lord Landsdowne) l'empêchaient de payer ses créanciers.

Parmi ceux-ci, l'Allemagne décida en 1901 de recourir à la force : elle prévint les Etats-Unis qu'elle allait occuper les forts du Venezuela mais temporairement et dans le seul but de percevoir les impôts pour se payer. Le Président Roosevelt avait, dans son message du 3 décembre 1901, précisé que les Etats-Unis ne garantissaient « aucun Etat contre un châtimement s'il se conduit mal, pourvu que le châtimement ne prenne pas la forme d'une acquisition de territoire par une puissance non américaine ». Dans ces conditions et

avec les précisions données par l'Allemagne, celle-ci se sentait forte de l'approbation des Etats-Unis qui admirent facilement que son action coercitive n'allait aucunement à l'encontre de la doctrine de Monroë.

Mais dans le courant de 1902, les autres créanciers du Venezuela résolurent d'imiter l'Allemagne et le 7 Décembre, celle-ci, en accord avec l'Angleterre et l'Italie, adressa un ultimatum au Venezuela, bientôt suivi de violences : saisies de navires vénézuéliens, bombardements des ports, blocus des bouches de l'Orénoque.

C'est alors que Drago envoya à Washington sa fameuse note dans laquelle il allait beaucoup plus loin que Roosevelt puisqu'il proscrivait toute occupation même temporaire. Il condamnait, nous l'avons vu, l'emploi de la force pour contraindre un Etat à s'acquitter de ses dettes résultant d'emprunts publics. Il ajoutait, du point de vue purement américain, que « le principe que la République Argentine voudrait voir reconnu, c'est que la dette publique ne peut provoquer l'intervention armée, ni encore moins l'occupation matérielle du sol des nations américaines de la part d'une puissance européenne.

La conséquence fut que, dans ses messages de 1904 et 1905, le Président Roosevelt admit que les Etats-Unis pouvaient s'opposer à toutes actions coercitives, blocus, bombardement, saisie de douanes, pouvant être considérées comme des prises de possession temporaires de territoires. Il en concluait d'ailleurs que, pour éviter cependant l'impunité aux Etats qui manquent à leurs obligations, c'était les Etats-Unis qui auraient un pouvoir de police vis-à-vis des Etats américains défaillants.

On voit le retentissement et l'importance de cette affaire qui allait faire naître en 1907 à la Haye les théories que l'on

sait sur la limitation de l'emploi de la force armée pour le recouvrement des dettes.

*Affaire douanière austro-serbe de 1906* (4). — Nous terminerons cette courte énumération, forcément limitée à quelques exemples parmi tant d'autres, par l'étude d'un cas assez particulier de représailles qui s'est produit entre la Serbie et l'Autriche.

En 1905, l'Autriche qui négociait un traité douanier avec la Serbie, rompit brusquement les négociations en apprenant que la Serbie avait conclu le 9 juin un traité d'union douanière avec la Bulgarie. L'Autriche voyait là le prélude d'une union politique, qu'elle voulait empêcher à tout prix. Elle somma la Serbie de dénoncer ce traité. Celle-ci refusa et l'Autriche, rompant toutes négociations, ferma sa frontière aux exportations et au transit serbes, malgré l'ancien traité de commerce austro-serbe, toujours en vigueur. L'Autriche violait ainsi le Droit International. Elle voulut expliquer son attitude en la présentant comme un fait de représailles. Mais on cherche en vain quelle serait l'injustice ou la violation de droit dont la Serbie aurait pu se rendre coupable en concluant un traité avec la Bulgarie. C'est à tort certainement que M. F. de Martens dit que les représailles sont justifiées par la lésion d'un droit ou d'intérêts importants. Il est trop difficile de définir la notion des « intérêts importants » pour s'y arrêter. Et la Serbie n'avait lésé aucun droit. L'Autriche s'en rendit compte et tenta d'expliquer la fermeture de ses frontières par le danger d'une épidémie sur le bétail serbe. C'était un véri-

---

(4) Voir GUERCHITCH : « Le conflit douanier entre la Serbie et l'Autriche au point de vue du Droit International ». *Revue générale du Droit International Public*, 1907, T. XIV.

table abus, suivant la si juste formule de Bulmerinck (5) : « Il y a abus de représailles lorsque des violences se commettent sous le nom de représailles, afin de pouvoir donner une tournure décisive aux négociations concernant un droit ou une réclamation auxquels une des parties prétend, tandis que l'autre refuse de les admettre ». C'est exactement le cas ici, malgré que les journaux serbes, mal informés, aient parlé eux-mêmes de la « politique de représailles de l'Autriche ».

Ce dernier exemple prouve que les abus sont encore faciles et nombreux, aussi bien dans le fait même d'ordonner des représailles que dans leur application et les desseins cachés qu'elles dissimulent, comme d'autres exemples nous l'ont montré.

Ainsi nous voyons que le Droit des Gens Modernes est loin d'avoir mis un terme à l'exercice des représailles. Passées seulement des mains des particuliers entre celles des Etats, c'est une arme plus dangereuse encore parce que seuls les plus forts l'utilisent. Mais la nécessité en est pourtant réelle, dans un Droit à peu près dépourvu de sanction, malgré les nombreuses tentatives de réglementation auxquelles nous avons assisté. Ni le XIX<sup>e</sup> siècle ni le XX<sup>e</sup> siècle, jusqu'en 1914, n'ont vu la prohibition des représailles. Certes, elles sont plus limitées, surtout en théorie que dans un désordre juridique complet. Mais les progrès accomplis sont minces. Néanmoins, un fait nouveau important est survenu, c'est l'institution de la Société des Nations, qui a créé un nouvel état du Droit International et c'est ce régime qu'il convient à présent d'étudier quant aux répercussions qu'il a pu avoir sur les représailles.

---

(5) HOLTZENDORFF : « Rechtlexicon », T. II, p. 482, cité par GUERCHITCH, *ibid.*



# QUATRIÈME PARTIE

## LES REPRÉSAILLES DANS L'ETAT ACTUEL DU DROIT INTERNATIONAL

---

### LE PACTE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

---

Nous avons vu que le Droit des Gens ancien équivalant à un état d'anarchie internationale complète laissait absolument libre et excessif l'exercice des représailles, puisque le Droit Moderne dans lequel s'esquissaient de nombreuses tentatives d'organisation juridique internationale, tentatives suivies d'effets assez minces, s'il limitait dans une certaine mesure les représailles, ne les prohibait absolument pas.

A la fin de la guerre mondiale, un fait nouveau de la plus grande importance se produit, qui constitue une organisation, la plus intense qui ait jamais été réalisée, de la vie internationale. Dans le cadre de la Société des Nations, quelle va être la place laissée aux représailles ? Disparaîtront-elles cette fois complètement des rapports entre les Etats ? Nous allons voir que non, puisqu'un cas de représailles s'est produit en 1923, lors de l'incident greco-italien de Corfou. C'est à la faveur de cet événement que la question s'est posée avec précision au sein de l'assemblée de Genève, et c'est donc cet

incident qui fera l'objet de l'étude du chapitre unique de notre dernière partie.

Nous savons qu'en 1907, après la conférence de La Haye, les représailles restaient licites pour tous les litiges autres que ceux qui étaient relatifs aux dettes contractuelles des Etats.

La Pacte de la Société des Nations apporte une transformation beaucoup plus large, puisqu'il tend à la résolution pacifique de tous les conflits internationaux.

Il serait beaucoup trop long d'étudier ici en détail les articles 10 à 16 du Pacte. Contentons-nous de rappeler que l'article 10 garantit l'intégrité territoriale de tous les membres de la Société des Nations contre toute agression extérieure. L'article 11 donne à tout Etat le droit d'appeler l'attention de la Société des Nations sur un cas international le concernant. Les articles 12, 13, 14 et 15 relatifs à la solution des différends internationaux édictent l'obligation, avant d'employer la violence, de recourir d'abord à un mode de solution pacifique par l'intermédiaire du Conseil de la Société des Nations, de l'Assemblée, de la Cour d'Arbitrage ou de la Cour Permanente de Justice Internationale. Enfin l'article 16, qui est celui des sanctions, repose sur l'idée de solidarité entre les membres de la Société, solidarité dont la conséquence est que l'état coupable, se rend coupable vis-à-vis de tous les Membres de la Société des Nations.

Nulle part cependant il n'est question, dans le Pacte, de la licéité ou de la non-licéité des mesures de coercition internationales, ou des représailles. Même indétermination dans les perfectionnements postérieurs au Pacte : Protocole de Genève de 1924 (non ratifié d'ailleurs), pacte de Locarno, et pacte Kellog, ou dans les nombreuses conventions de recours obligatoire à la Cour Internationale de Justice de La Haye

selon l'article 36 de son statut organique, ou dans les multiples traités de conciliation, d'arbitrage et d'assistance mutuelle.

Tous ces faits montrent en tous cas que l'organisation internationale se resserre de plus en plus depuis 1919. La question qui se pose est donc de savoir si, dans une organisation juridique évidemment bien imparfaite, mais cependant beaucoup plus complète que dans tous les états antérieurs du Droit International, les représailles demeurent licites comme elles l'étaient dans un état d'inorganisation internationale.

La question fut posée au comité des Juristes constitué par la Société des Nations à la suite du règlement de l'affaire italo-grecque de Corfou. Nous verrons que la réponse, formulée le 24 janvier 1924 est extrêmement sybilline, mais qu'il y a des conclusions assez précises à en tirer.

Mais ce qu'il faut avant tout préciser c'est que l'objection (d'ailleurs présentée à Genève au sujet de l'incident de Corfou) qui consiste à dire que du moment que le Pacte n'a pas aboli les représailles, celles-ci, puisqu'elles existaient avant le Pacte, subsistent après lui, cette objection est sans fondement.

En effet, il est faux de dire que tout ce qui n'est pas défendu est permis. D'autre part, l'esprit du pacte est de garantir la paix et la sécurité entre les contractants, et l'on n'y trouve absolument pas d'exception permettant à un Etat de se faire à soi-même justice.

L'intention du Pacte, qui est de ne pas laisser subsister la moindre possibilité de violence, est évidente si l'on considère les différents projets qui ont été élaborés. « Les puissances signataires s'interdisent de recourir à l'emploi de la force armée », disait le projet Wilson. « La Société des Nations, était-il inscrit dans le projet français, garantit (donc) égale-

ment à tous les Etats, petits et grands, l'exercice de leur souveraineté ». Enfin le projet italien : « Tout acte ou prétention qui implique une diminution ou une menace pour l'indépendance politique ou pour l'intégrité territoriale d'un Etat est en contradiction avec les principes sur lesquels repose la Société... Les Etats contractants s'engagent à s'abstenir d'appliquer l'un contre l'autre des mesures de coercition ». Le seul emploi de la force permis, l'est suivant l'article 16, en tant que sanction pour faire respecter les engagements de la S. D. N.

D'autre part, nous avons vu au début de cette étude que le droit de représailles, si droit il y a, n'est pas un droit normal ; que c'est bien plutôt une pratique presque anti-juridique et que la nécessité seule excusait. C'était, avons-nous dit, un moindre mal. Or il est évident que le Pacte constitue une organisation suffisante pour faire disparaître cette nécessité qui autorisait l'emploi des représailles. Cette nécessité n'existe plus. Donc le silence du Pacte n'est pas un argument pour les partisans des représailles.

Pour prétendre encore que les représailles étaient compatibles avec le Pacte de la S. D. N. on a présenté d'autres arguments : on a dit par exemple que les représailles n'étaient absolument pas contraires au Pacte tant que l'Etat victime ne s'était pas adressé au Conseil en alléguant la possibilité d'une rupture, ou que les représailles sont toujours licites parce qu'elles ont pour but la protection des intérêts vitaux de l'Etat ; elles sont un moyen de faire cesser des rigueurs injustes, et par conséquent se justifient dans cette idée que chaque pays a le devoir suprême d'assurer rapidement sa défense nationale.

Cependant, sous le régime du Pacte de la Société des

Nations, il est évident que les procédés pacifiques priment les procédés violents. D'ores et déjà on peut donc dire que les représailles économiques par exemple, restent licites, mais que, en conséquence, les représailles constituées par des actes d'hostilité ne seront donc plus possibles pour une triple raison qui est : qu'elles impliquent une menace de rupture ; que leur seule raison d'être, la nécessité, a, nous l'avons dit, disparu du fait de l'établissement d'une procédure pacifique et qu'enfin cette procédure pacifique n'est pas seulement proposée aux Etats, mais imposée à tous les membres de la Société des Nations. On a essayé de soutenir toutefois que les représailles même violentes étaient permises en faisant appel à une théorie dite « des actes pacifiques d'hostilité », théorie soutenue notamment par M. Salandra devant le Conseil de la S. D. N. le 18 septembre 1923. Les partisans de cette théorie se basent sur la pureté d'intention de l'agresseur qui ne veut obtenir que des réparations et ne cherche à satisfaire aucune ambition personnelle.

M. Politis (1) a fort bien réfuté cette théorie en trois points :

1° Quelles que soient les intentions de l'agresseur dont on vante la pureté, dit M. Politis, la riposte de l'adversaire demeure toujours possible, et souvent même probable, et alors c'est, à n'en pas douter, la guerre, état par essence même, contraire au Pacte. Le critérium de l'intention de l'agresseur ne saurait avoir de valeur que dans un ordre juridique international où le droit de guerre illimité dépendrait uniquement des Etats qui peuvent tenir pour un préliminaire obligatoire de la rupture de la paix la déclaration de guerre. Mais il est

---

(1) N. POLITIS : « Les représailles entre états membres de la S.D.N. ». *Revue Générale de Droit International Public*, 1924, p. 5 et suiv.

évident que, sous le régime de la Société des Nations, ce critérium perd toute sa valeur, puisque le droit de guerre est strictement limité et déterminé.

2°) Le second argument de M. Politis est de pure logique. La nouvelle organisation internationale vise avant tout au maintien de la paix. Comment alors admettre que le Pacte, qui a limité le droit de guerre, ait pu laisser subsister le droit de représailles, déjà et depuis longtemps limité par le Droit commun.

3°) Enfin le troisième point de l'argumentation de M. Politis est plus frappant encore. Si l'on admettait pour légitimes les représailles ainsi comprises, dit-il, on devrait en arriver à tenir pour une rupture du Pacte la riposte de l'adversaire attaqué, et par suite à requérir contre lui les sanctions de l'article 16. Autrement, on arriverait à la pire absurdité : celle qui consisterait à considérer la riposte comme un acte de représailles, semblable à celui de l'agresseur. Le résultat serait que la guerre serait ainsi engagée sans qu'on y voie, juridiquement, la guerre.

On a cherché aussi à défendre la théorie de la « *prise de gage* » en disant qu'une prise de gage n'était pas contraire aux stipulations du pacte. Pourtant c'est bien là, comme le dit M. Politis, la forme la plus caractéristique de l'anarchie juridique, forme absolument inutile sous le régime de la S. D. N., qui a organisé des recours, et forme en outre illégale, puisque, basée sur l'idée de contrainte, elle est en contradiction violente avec l'article 12 du Pacte.

Voilà donc, à première vue, ce qu'on peut dégager du nouveau régime international. Les représailles y trouvent difficilement place. Mais la discussion a été extrêmement déve-

loppée lors de l'incident de Corfou. Et c'est à sa faveur que nous parviendrons à une solution plus claire.

Voici les faits :

Une Commission internationale avait été chargée, par la Conférence des Ambassadeurs, de délimiter la frontière gréco-albanaise, et le 27 août 1923, les membres italiens de cette commission, le général Tellini, le major Corti, le lieutenant Bonnaccini, le chauffeur Farnetti, furent assassinés par des inconnus, aux environs de Janina.

Le 29 août, le Ministre d'Italie à Athènes remit au Gouvernement grec une note avec sommation de répondre au plus vite. Les points principaux de cette note étaient les suivants :

1°) L'Italie exigeait que des excuses officielles fussent adressées dans la forme la plus large à la Légation Royale à Athènes, par l'intermédiaire de l'autorité militaire suprême hellénique ;

2°) Une cérémonie funèbre solennelle en l'honneur des victimes aurait lieu en la cathédrale catholique d'Athènes, en présence de tous les membres du Gouvernement ;

3°) Les honneurs seraient rendus par la flotte grecque au drapeau italien d'une division navale qui se rendrait tout spécialement au Pirée. Les honneurs consisteraient notamment en une salve de vingt-et-un coups de canon, pendant la durée de laquelle les navires helléniques arboreraient le drapeau italien ;

4° Une enquête des plus sévères serait faite sur les lieux de l'assassinat, dans les cinq jours suivant l'acceptation de la note. Cette enquête aurait lieu sous le contrôle de l'attaché militaire royal italien, colonel Perrone, dont la sécurité serait placée sous la responsabilité hellénique ;

5°) L'Italie exigeait en outre la punition capitale de tous

les coupables, ainsi qu'une indemnité de 50 millions de liras, à verser dans les cinq jours suivant l'acceptation de la note ;

6°) Enfin les honneurs militaires seraient rendus aux corps des victimes à leur embarquement à Preveza, sur un navire italien.

Le 30 août, le gouvernement hellénique envoyait sa réponse : il considérait comme injuste l'accusation du gouvernement italien le rendant responsable de l'attentat. Aussi, acceptait-il la note, exception faite des 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> points concernant l'enquête, la punition des coupables et l'indemnité. En même temps, la Grèce s'adressait au Conseil de la Société des Nations pour obtenir un juste règlement du différend, en vertu des articles 12 et 15 du Pacte.

Mais le jour suivant, sans plus attendre, l'Italie bombardait Corfou, causant la mort de plusieurs personnes innocentes, et occupait immédiatement l'île.

La Conférence des Ambassadeurs faisait au même moment savoir à la Grèce que, s'agissant de membres chargés d'une mission internationale, sa propre compétence était la seule possible, et qu'elle se réservait le droit de fixer les punitions méritées.

Le Conseil de la Société des Nations, saisi par une lettre de M. Politis, et se rendant compte de la gravité des événements, résolut de discuter immédiatement la question et tint séance le 1<sup>er</sup> septembre, à 16 heures. Il se composait notamment :

du V<sup>te</sup> Ishii (Japon), président,  
de M. Gabriel Hanotaux (France),  
Lord Robert Cecil (Grande-Bretagne),  
M. Quinones de Leon (Espagne),  
M. Alberto Guani (Uruguay),

M. Politis (Grèce),  
M. Salandra et le M<sup>is</sup> Medici de Vascello (Italie).  
etc.....

Les déclarations de l'Italie étaient catégoriques : « l'Italie n'entend pas accomplir un acte de guerre, mais seulement sauvegarder son propre prestige et manifester sa volonté inflexible d'obtenir les réparations qui lui sont dues en conformité des usages et du Droit des Gens ».

Mais M. Politis posa nettement la question sur son véritable terrain : ne se trouvait-on pas, malgré les déclarations italiennes, en présence d'un véritable état de guerre ? « Il ne me semble pas, dit-il, qu'il dépende de l'auteur d'un acte de le définir et de le qualifier. Les actes doivent s'apprécier d'une manière objective. C'est le rôle du Conseil d'apprécier les actes dont la Grèce a le droit de se plaindre ». La Grèce, ajoutait-il, était prête à prouver sa bonne volonté en écoutant toutes les suggestions du Conseil visant à satisfaire les réclamations italiennes bien fondées. M. Salandra affirma à nouveau la volonté pacifique de l'Italie, qui n'avait commis aucun acte de guerre, aucune puissance ne devant, « dans ces conditions, tolérer l'application de l'article 16 ». Puis il contesta la compétence de la Société des Nations au profit de celle de la Conférence des Ambassadeurs, déjà saisie. Il demanda au Conseil de statuer sur sa propre compétence et d'ajourner toute autre discussion.

Lord Robert Cecil s'éleva contre l'opinion italienne, contestant la compétence du Conseil. La Conférence des Ambassadeurs ne comptait pas, parmi ses membres, des envoyés de tous les gouvernements représentés au Conseil. Au contraire, il estimait la compétence du Conseil indiscutable, d'après l'article 15 du Pacte.

M. Politis appuya cette opinion. La Grèce n'était pas représentée à la Conférence des Ambassadeurs. Comment celle-ci eut-elle donc pu imposer à des Etats non représentés dans son sein des décisions ? « Si nous sommes obligés de nous soumettre à ces décisions, nous ne ferons que subir une force supérieure. En nous inclinant, au contraire, devant une décision prise par le Conseil, nous obéirons à une décision légale ; nous nous conformerons à l'engagement auquel nous avons souscrit en signant le Pacte. »

Le lendemain, M. Salandra, qui avait reçu les instructions de son gouvernement, fit un parallèle entre les intérêts italiens et ceux de la Conférence des Ambassadeurs, également lésés par une violation du Droit des Gens, dont la Grèce était responsable. « L'Italie a été atteinte par un acte de violence barbare. C'est elle qui a le droit d'accuser et qui exige la punition du crime. Il est évident que la Conférence des Ambassadeurs, qui est la « *viva vox* » de la Conférence de la Paix en ce qui a rapport à l'exécution des traités, a avant tout le droit de garantir, et par conséquent de punir s'il y a lieu, les violations de ses ordres et l'opposition à l'exécution de ses mandats. Si la Société des Nations, en fermant les yeux sur les rapports de cause à effet du crime qu'on doit châtier et de l'occupation de Corfou à titre de garantie, se prêtait à la requête de la Grèce de juger de l'effet séparément de la cause qui est soumise au jugement de la Conférence des Ambassadeurs, sans même attendre la décision de cette Conférence, elle commettrait sans doute un excès de pouvoir.

D'après M. Salandra, la Société des Nations, créée par les Traités, n'avait pas de compétence à l'égard de ces traités eux-mêmes. Or, il s'agissait d'un incident relatif à l'exécu-

tion des traités, bien que la Grèce ait tenté d'isoler le fait de sa sanction. L'occupation de Corfou n'est, d'après l'Italie, nullement susceptible d'entraîner une rupture de la paix et l'application des articles 12 et 15 du pacte est impossible.

En réponse à cette thèse, M. Politis protesta contre la responsabilité qu'on voulait faire incombler à son pays : « Lorsqu'un crime est commis sur le territoire d'un pays, le seul devoir de ce pays est d'appliquer loyalement les lois pour la punition des crimes. Si un Etat allègue qu'il n'a pas fait son devoir, c'est alors une question de responsabilité internationale qui s'élève. Mais dans ce cas, il faut fournir la preuve... » La Grèce prouvait par ailleurs sa bonne volonté en demandant la nomination d'une commission d'enquête franco-anglo-italienne, pour enquêter non seulement en territoire grec, mais aussi en Albanie.

D'autre part, M. Politis contestait le caractère pacifique de l'occupation de Corfou par les Italiens : « Les actes se caractérisent plus par leur essence que par l'intention de leur auteur » (réfutation de la théorie de « l'intention pure »). « Mais je me demande si la prise de gages faite contre un pays pour s'assurer de l'exécution de certaines réparations auxquelles on croit avoir droit, n'est pas un acte inutile en présence des garanties offertes par les organisations internationales, à savoir la Conférence des Ambassadeurs en qui le gouvernement italien doit, je crois, avoir confiance, et la Société des Nations, dont le gouvernement italien, au même titre que le gouvernement grec, fait partie, et à qui les deux pays, en signant le Pacte, ont certainement accordé toute leur confiance ». ( Réfutation de la théorie de la « prise de gage ». Argument principal contre les représailles résultant de ce que la nécessité n'existe plus). « L'occupation de Corfou, ajoutait

M. Politis, ne constituant plus une prise de gage, doit donc être caractérisée autrement qu'elle ne l'est dans la note italienne ». La conclusion était que l'article 15 devait s'appliquer, sans qu'il fût nécessaire, comme le prétendait l'Italie, que les deux parties soient d'accord pour réclamer l'intervention de la Société des Nations.

Le jour suivant, M. Salandra s'éleva à nouveau contre l'examen du fond de la question par le Conseil dont elle voulait réserver absolument la compétence ; au contraire, Lord Robert Cecil, M. Hymans, M. Guani, affirmèrent énergiquement cette compétence.

Le 10 septembre, M. Politis annonçait au Conseil que son gouvernement, acceptant les demandes de la Conférence des Ambassadeurs, avait déjà déposé une somme de 50 millions de liras pour être remise à l'Italie, après décision de la Cour de Justice de La Haye.

Le 13 septembre, La Conférence des Ambassadeurs communiquait au Conseil le texte de la note qu'elle envoyait à la Grèce. Elle y prévoyait que les représentants des alliés à Athènes fixeraient la date des excuses prévues, que le service funèbre aurait lieu à Athènes le 19 septembre, tandis que les bâtiments alliés arriveraient à Phalère le même jour et que les honneurs seraient rendus aux corps des victimes. Enfin la Commission de contrôle interalliée commencerait ses travaux à Janina, le 17 septembre. Si ces travaux n'étaient pas terminés le 27 septembre, date fixée par la Conférence pour l'évacuation de Corfou par l'Italie, la Conférence aviserait des mesures à prendre alors à titre de coercition ou de pénalité contre la Grèce. Cette note était signée : Poincaré.

Cette note fournit à M. Branting l'occasion de déplorer le peu d'indépendance du Conseil et d'ajouter : « L'occupa-

tion de Corfou, fait évidemment contraire aux principes du Pacte, pourrait constituer un précédent dangereux. Tout acte qui n'est pas conforme aux obligations solennellement acceptées par les Etats diminuera sensiblement les chances de la Société de s'acquitter de sa grande tâche en face des conflits futurs. Nous tous qui voulons persister à croire au grand avenir de la Société, nous nous attachons à l'espoir que la volonté de paix, parmi les peuples, deviendra assez forte pour amener tous les Etats à soutenir fermement le Pacte ».

Le 17 septembre, le conflit était apaisé, mais la discussion juridique n'en continua pas moins. Et le 18, M. Salandra voulut répondre à M. Branting. « La vérité, dit-il, est que le gouvernement italien a déclaré, dès le premier jour, que l'occupation de Corfou était faite à titre temporaire et uniquement en vue d'une prise de gage pour rassurer les réparations qu'il avait demandées à la Grèce et que la Grèce n'avait pas encore acceptées... il suffit d'ouvrir un traité quelconque pour constater que l'occupation à titre de garantie a toujours été admise et reconnue comme mesure pacifique. Elle représente la forme la plus modérée des représailles... Les cas d'occupations pacifiques, soit de territoires, soit de navires, sont très nombreux. L'Angleterre et la France y ont eu recours plus fréquemment que les autres Etats, mais il ne manque pas d'exemples de la part de l'Autriche, de l'Allemagne, de la Russie et des Etats-Unis d'Amérique. Il s'agissait, le plus souvent, de répondre à des violences beaucoup moins graves au point de vue du Droit International que celle qui a été la cause première de l'occupation de Corfou. Il ne faut pas croire que le Pacte de la Société des Nations ait interdit ces moyens pacifiques de répression. Ils ne sont défendus par aucun de ses articles. J'ajoute que, dans son préambule, les principes du

Droit International sont expressément reconnus. On compte parmi ceux-ci, le droit de représailles pacifiques et d'occupation à titre de garantie. Ces représailles sont donc légitimes. Il faut noter que des autorités éminentes en matière de Droit International, telles que les professeurs Schükting et Wehberg (« *Satzung des Völkerbundes* ») qui ont étudié à fond le Pacte de la Société des Nations, déclarent d'une façon tout à fait explicite que les représailles et les rétorsions ne sont pas défendues. Il n'y eut donc ni acte de guerre, ni violation du Droit des Gens. Le Pacte que nous avons tous accepté est une partie essentielle intégrante du Droit International, mais ne le comprend pas tout entier... »

Ainsi, M. Salandra reprenait tous les arguments dont nous avons vu qu'ils sont sans grande valeur, comme de dire que ce qui n'est pas défendu est permis. Les exemples de représailles auxquels il faisait allusion, il omettait d'ajouter qu'ils se plaçaient tous dans un état du Droit International antérieur au Pacte. Enfin, il faisait preuve d'une grande partialité en qualifiant de pacifiques les représailles qui avaient commencé à Corfou par un bombardement meurtrier.

Le 22 septembre, le Conseil résolut d'instituer un Comité de juristes qui formulerait certaines questions à poser, soit à la Cour Internationale de Justice de La Haye, soit à un comité spécial de juristes, questions relatives aux problèmes soulevés vis-à-vis du Pacte par les incidents de Corfou.

Le 28 septembre, le Conseil déterminait les questions à poser au Comité. La quatrième était : « Des mesures de coercition qui ne sont pas destinées à constituer des actes de guerre sont-elles conciliables avec les termes des articles 12 à 15 du Pacte quand elles sont prises par un membre de la S. D. N.

contre un autre membre de la Société, sans recours préalable à la procédure suivie dans ses articles ? »

Le Comité de Juristes se réunit du 18 au 25 janvier 1924. Il se composait de MM. Adatci (Japon), président; Lord Buckmaster (Angleterre), D<sup>r</sup> Ehrique Buero (Uruguay), P. de Castello Branco Clark (Brésil), Fromageot (France), D<sup>r</sup> Van Hamel, directeur de la section juridique du secrétariat de la S. D. N., Vittorio Rolandi Ricci (Italie), Oxsten Unden (Suède), Marquis de Villa Urrutia (Espagne), Charles de Visscher (Belgique).

Le 24 janvier, M. Adatci envoyait les réponses du Comité au Président du Conseil. Sur la quatrième question, la réponse était : « Les mesures de coercition qui ne sont pas destinées à constituer des actes de guerre peuvent être conciliables ou non avec les termes des articles 12 à 15 du Pacte, et il appartient au Conseil saisi du différend de décider immédiatement en s'inspirant de toutes les circonstances et de la nature des mesures prises, s'il y a lieu de recommander le maintien ou la cession de celles-ci ».

Le 13 Mars suivant, le conseil donnait son adhésion à cette réponse.

Comme on le voit, cette réponse était extrêmement imprécise. On peut cependant en tirer d'importantes conclusions du fait que la question juridique avait été posée dans toute son ampleur. Au sein du Comité en effet, on avait discuté de la responsabilité internationale des états, problème étroitement lié à celui des représailles. De même avaient été étudiées les rapports, ou mieux la différence entre les représailles et la guerre. On avait recherché en effet quel pouvait être le fondement juridique des réclamations de l'Italie, celui de l'occu-

pation de Corfou en tant que représailles, et la place des représailles dans le cadre de la Société des Nations.

Le Conseil et la Conférence des Ambassadeurs ont suivi l'Italie dans sa thèse du délit international, méconnaissant ainsi la règle fondamentale éloquentement exposée par M. Politis suivant laquelle les Etats ne peuvent être déclarés responsables des crimes et attentats politiques pour cela seul qu'ils ont été commis sur leur territoire. S'il y a en effet une responsabilité internationale, comment admettre que celle-ci joue de plein droit sans qu'on puisse reprocher à l'Etat sur qui on la fait peser une faute quelconque ?

M. Anzilotti, au contraire, soutient que l'Etat supporte une responsabilité purement objective en dehors de toute idée de faute (2).

Mais le Comité des Juristes s'est inspiré du droit positif. Suivant les règles les plus généralement admises, l'Italie eût donc dû prouver que le gouvernement hellénique avait manqué à ses devoirs internationaux de protection vis-à-vis des membres de la mission italienne. Le fait pour la Grèce d'avoir accepté avant l'enquête les demandes de la conférence des Ambassadeurs, ne prouve que sa bonne volonté et son désir d'éviter des mesures de contrainte.

Quant à la nature même de l'occupation de Corfou par les Italiens, fallait-il se rallier à la thèse de M. Salandra, qui prétendait que ce n'était nullement un acte de guerre ? On a pu soutenir, et certains jurisconsultes l'ont fait (3), que toute la différence entre les représailles et la guerre résidait dans ce fait que la volonté de guerre, sans laquelle il ne saurait y avoir

---

(2) ANZILOTTI : « Corso di diritto internazionale », T. I. Traduction de M. Gilbert GIDEL, Paris, Sirey, 1929.

(3) KARL STRUPP : « Der Völkerrechtliche Delikt ».

de guerre, manquait dans le cas des représailles au moins chez l'un des deux Etats en litige. Par conséquent si l'un des deux Etats commet des actes qui peuvent être qualifiés de guerriers, comme l'Italie en bombardant Corfou, mais n'a pas la volonté de faire la guerre, et si l'autre Etat n'y répond pas par la guerre, il n'y a pas guerre.

Même en admettant cette théorie sans doute trop idéale, il fallait savoir si une prise de gage ou des représailles, ainsi que les Italiens qualifiaient leur action à Corfou, étaient permises par le Droit International tel que l'avait organisé le pacte de la S. D. N.

Le même Karl Strupp dit pourtant « qu'il n'existe aucune règle positive du Droit des Gens qui justifie de semblables occupations à l'exception de celles qui sont contractuelles ou ont leur fondement dans de justes représailles » (4) et il cite le proverbe allemand : « 100 Tage Unrecht sind noch nicht ein Tag Recht ». Le seul cas, évidemment où l'Italie aurait pu justifier son occupation de Corfou « sub titulo repressaliarum » était celui où il y aurait eu de la part de la Grèce un délit international dûment prouvé. Dans ce cas, peut-être eut-elle été bien fondée à prendre un gage jusqu'à ce qu'elle eut obtenu satisfaction. Mais en occupant Corfou avant que la Commission d'Enquête ait terminé ses travaux, elle s'exposait elle-même, si la Commission concluait de l'enquête que la Grèce n'était pas responsable juridiquement de l'attentat, à commettre un délit international.

La double argumentation développée en faveur de l'Italie au cours des débats a été la suivante :

1° L'Italie n'allait pas à l'encontre de l'article 10 du pacte,

---

(4) KARL STRUPP : « L'incident de Janina entre la Grèce et l'Italie ». *Revue Générale de Droit International Public*, 1924, Tome XXI.

les règles juridiques devant disparaître devant le droit de représailles. Mais cet argument pêchait évidemment de deux côtés : tout d'abord, l'article 10 est clair : « l'intégrité territoriale de tous les membres de la Société » doit être respectée par les autres membres. Or il y avait, dans le fait d'occuper Corfou une évidente atteinte à l'intégrité territoriale de la Grèce. Ensuite, les représailles auraient pu à la rigueur se justifier par la théorie du délit international. Mais l'Italie n'avait nullement rapporté la preuve du délit à la charge du Gouvernement Hellénique.

2° On a dit encore que l'Italie n'avait pas contrevenu aux articles 12 et 15 en commettant un acte de guerre, si acte de guerre il y avait, les articles 12 et 15 ne prohibant pas la guerre, mais l'admettant bien comme *ultima ratio*, dans le cas où les mesures proposées par le Pacte n'auraient pas abouti. Là encore l'argumentation est fausse puisque l'Italie a procédé immédiatement à l'occupation de Corfou, avant d'en référer à la Société des Nations.

Au contraire M. Politis identifiait certaines représailles avec la guerre, et par conséquent les voyait en opposition nette avec le pacte. Il n'y a pas de doute que le bombardement de Corfou soit un acte de guerre. Il n'y a pas de doute non plus que cet acte ait été susceptible d'entraîner une rupture. Donc, même en admettant l'impossible idée suivant laquelle le Pacte n'ayant pas défendu les représailles, celles-ci restent donc licites, il faut tout de même conclure que, lorsque les représailles risquent, par leur nature, d'entraîner une rupture, l'Etat contre lequel elles sont dirigées aura la possibilité d'invoquer, aux termes de l'article 12 et de l'article 15 du Pacte, la médiation du Conseil de la Société des Nations.

Quoiqu'il en soit, et quelque'imprécise qu'apparaisse la

réponse du Comité des Juristes, il paraît à peu près évident que, si l'on considère les articles 10 à 16 du Pacte, la vraie distinction est la suivante :

1° Les mesures de coercition qui n'emploient pas la force armée sont conciliables avec l'esprit du Pacte, bien que peu conformes naturellement à cet esprit même ; mais elles ont le grand avantage de ne pas constituer des « agressions », ni des actes « susceptibles d'amener une rupture ».

2° Au contraire, et justement parce que ces deux avantages ne leur appartiennent plus, les mesures de contrainte qui font intervenir la force armée apparaissent comme absolument inconciliables avec le Pacte.

Peut-être est-ce là la grande nouveauté de la nouvelle organisation juridique internationale, en ce qui concerne les représailles. C'est cette incompatibilité qui provient de l'existence d'autres moyens internationaux efficaces, qui a enlevé à l'emploi de la force armée le caractère de nécessité qui était sa seule raison d'être. Le Pacte et les accords qui l'ont suivi, en établissant tout un système de garanties et de sanctions, de procédures et d'arbitrage, ont mis fin à l'anarchie internationale dans laquelle les représailles étaient peut-être, autant qu'un mal, un remède.

M. Politis a pu dire que le Pacte parachevait ainsi l'œuvre commencée en 1907 à La Haye, en ne laissant subsister que les représailles qui, en raison de leur caractère même, comme les mesures d'ordre économique, n'impliquent aucun danger pour la paix. « C'est tout, écrit M. Politis, ce que veulent dire MM. Schükking et Wehberg (5) dont on a dit à tort qu'ils déclarent formellement que sous l'empire du Pacte

---

(5) « Die Sitzung des Völkerbundes », p. 293.

les représailles ne sont pas défendues (6). En réalité, ils ne reconnaissent comme possibles que les représailles dont l'exercice ne signifie pas une rupture ». Il y a donc là, malgré tout, un immense progrès accompli. Est-ce à dire que le remède, à deux tranchants sans doute, mais cependant remède, qu'offraient souvent les représailles dans le cas d'une transgression du Droit pas un Etat de mauvaise foi, ait complètement disparu ? « La disparition du Droit de Représailles en temps de paix par coercition armée va-t-elle supprimer tout recours possible à la force pour le juste rétablissement du Droit ? » écrit M. Yves de la Brière. Non, puisque les articles 10, 11, 13, 16 du Pacte reconnaissent au Conseil le pouvoir de prendre toutes les mesures de contrainte qu'il jugera nécessaires pour assurer le respect des obligations contractées et des décisions arbitrales.

Mais des représailles appliquées de cette façon ont un tout autre caractère. Elles cessent de présenter ce caractère anormal d'une dérogation particulière en Droit des Gens, que nous leur avons vu toujours présenter jusqu'à maintenant. Elles deviennent alors une application légitime des règles universelles du Droit des Gens. Elles deviennent un acte exécuté par « autorité de justice » ; elles sont une sanction de l'autorité supérieure, et non plus un moyen à la portée de chacun.

Les Etats ont donc cessé de se faire justice eux-mêmes ; ils s'en remettent à présent à la collectivité.

Mais on a trop vu qu'en fait l'intervention de la collectivité est bien loin d'avoir tout le poids voulu et de présenter toutes les certitudes idéales contenues dans le Pacte. Il est évident que si cette collectivité a le pouvoir d'intervenir, elle

---

(6) SALANDRA, au Conseil de la S. D. N., le 18 septembre 1923, et KARL STRUPP (*Revue Générale de Droit International Public*, 1924).

n'a pas en fait celui d'imposer son action, puisque, si sa tentative échoue, les parties recouvrent leur liberté.

S'il y a donc dans notre Droit actuel un grand progrès accompli, nous sommes loin d'être parvenu à l'ordre définitif. Les représailles que depuis des siècles on s'efforçait de limiter, ne sont pas encore prohibées. Elles apparaissent beaucoup plus comme une sorte de sanction dans les mains de la collectivité, mais qui peut encore s'en échapper pour tomber dans celles des Etats particuliers, et servir ainsi encore bien des intérêts et des ambitions. Le but n'est pas atteint, mais le progrès est sensible, ce qui a pu faire dire à M. Politis : « C'est une période transitoire entre le pur droit de vengeance et la pleine organisation sociale, analogue à celle de la procédure formulaire romaine qui, après avoir succédé au système des actions de la loi a été à son tour remplacée par celle de la procédure extraordinaire ».

---

## Conclusion

---

Cette étude aura montré, nous l'espérons, quelle place exceptionnelle occupent dans le Droit des Gens la théorie et le fait des représailles. Théorie, nous l'avons vu, susceptible d'être qualifiée d'anti-juridique, fait qui constitue dans son essence même une dérogation au Droit. Et cependant, la place réelle des représailles dans le Droit International est si évidente qu'on a pu dire avec raison que l'ancien Droit des Gens s'est largement constitué sur la base des représailles (7).

C'est que leur importance ne provient pas seulement de leur utilisation intensive au cours de l'Histoire. Elle est doublement grande puisque les représailles apparaissent comme une sanction d'un Droit qui, peu évolué, en semble dépourvu et par conséquent, sans elle, mériterait peut-être moins d'être appelé un Droit, et aussi comme la source de plusieurs théories de première importance, théories essentiellement juridiques relatives à la protection diplomatique des nationaux à l'étranger et à la saisissabilité de la propriété privée ennemie.

Mais c'est ce caractère de sanction qui a fait des représailles un élément primordial du Droit des Gens. C'est à ce titre qu'elles ont été employées et justifiées, et aussi qu'elles ont donné lieu à tant d'abus, mais c'est à titre qu'il est permis encore aujourd'hui, alors que le Droit International comporte

---

(7) M. DE GEOUFFRE DE LAPRADELLE à son cours de Doctorat (année 1930-31) sur « l'Influence de la Société des Nations sur le développement du Droit des Gens », 3<sup>e</sup> leçon.

déjà d'autres sanctions, de n'en pas souhaiter la disparition complète. Si perfectionnée que soit une organisation comme celle de la Société des Nations, sa fragilité reste malheureusement trop grande, et s'accroît chaque jour. De plus, même scrupuleusement observé, le Pacte comporte des fissures par où de plus grands maux pourraient à nouveau s'abattre sur l'humanité. Dès lors, comment condamner complètement un acte injuste en soi — on l'admet —, mais dont les effets seront ceux d'un moindre mal contre un mal plus grave ? Certes, on ne joue pas avec un remède qui, par son abus, peut devenir un poison. Mais lorsqu'un avis compétent et supérieur en a dosé l'emploi, les conséquences en sont salutaires. Dans la société internationale actuelle, les représailles utilisées par l'autorité supérieure, réservées à celle-ci, ne seront plus qu'un bien. Souhaitons que les efforts des hommes aboutissent un jour à ce résultat.

*Vu, le Doyen :*

ALLIX.

*Vu, le Président :*

GILBERT GIDEL

Vu et permis d'imprimer :

*Le Recteur de l'Académie de Paris,*

S. CHARLÉTY.

---

## Bibliographie

---

### I. — ANCIENS AUTEURS.

- H. GROTIUS. — *De Jure belli ac pacis libri tres* (1625) (*Le Droit de la Guerre et de la Paix*, traduction de Barbeyrac, 1724).
- G. BONOT DE MABLY. — *Droit Public de l'Europe* fondé sur les traités parus jusqu'en 1740 (1747).
- G.-F. DE MARTENS. — *Essai concernant les armateurs, les prises et surtout les reprises* (1793). *Principes du Droit des Gens Moderne de l'Europe* (1788).
- S. PUFENDORF. — *Le Droit de la Nature et des gens*, 1661 (Traduction de J. Barbeyrac).
- R. J. VALIN. — *Nouveau Commentaire sur l'Ordonnance de la Marine* du mois d'Août 1681 (1760) Ed. de 1776.
- *Traité des Prises* ou principes de la jurisprudence française concernant les prises qui se font sur mer (1763).
- E. DE VATTTEL. — *Le Droit des Gens*, ou principes de la loi naturelle appliqués à la conduite et aux affaires des nations et des souverains (1758).
- F. DE VICTORIA. — *De indis et de jure belli relectiones*.

### II. — OUVRAGES GÉNÉRAUX.

- D. ANZILLOTTI. — *Cours de Droit international* (Traduction de G. Gidel). Vol. I (seul paru) : Introduction, théories générales (1929).

DESPAGNET ET DE BOECK. — *Cours de Droit International Public* (4<sup>e</sup> éd. 1910).

CH. DUPUIS. — *Le Droit des Gens* et les rapports des grandes puissances avec les autres Etats avant le pacte de la Société des Nations (1920).

P. FAUCHILLE. — *Traité de Droit International Public* (8<sup>e</sup> éd. 1921-1932).

P. FIORE. — *Le Droit international codifié* et sa sanction juridique (Traduction de Ch. Antoine, 1911).

A. DE LAPRADELLE. — *Les Principes Généraux du Droit International*.

A. MERIGNHAC. — *Traité de Droit Public international* (1905-1912).

E. NYS. — *Les origines du Droit international* (1894). *Le Droit international, les principes, les théories, les faits* (1912).

PILLET (Barthelemy, Nezard, Rollan, etc...). *Les Fondateurs du Droit International* (1904).

N. POLITIS. — *Les nouvelles tendances du Droit international* (1927).

TRAVERS-TWISS. — *Le Droit des Gens*.

WHEATON. — *Histoire des progrès du Droit des Gens en Europe et en Amérique* (1865), 4<sup>e</sup> éd. 1885.

### III. — OUVRAGES SPÉCIAUX.

ALBERTINI. — *L'œuvre de Fr. de Victoria et la doctrine canonique du droit de la guerre* (1903).

CH. DE BOECK. — *De la propriété privée ennemie sous pavillon ennemi* (1882).

E. F. CAUCHY. — *Le Droit maritime international considéré*

dans ses origines et ses rapports avec le progrès de la civilisation (1862).

— Du respect de la propriété privée dans la guerre maritime (1866).

CHARDON. — Code des Prises.

F. DE CUSSY. — Phases et causes célèbres du Droit Maritime des Nations (1856).

G. GIDEL. — Le Droit international Public de la mer (1932).

HAUTEFEUILLE. — Origines du Droit Maritime International.

P. LAFARGUE. — Les représailles en temps de paix (1898).

L. LE FUR. — Les Représailles en temps de guerre (1919).

R. DE MAS-LATRIE. — Du droit de Marque ou Droit de Représailles au moyen âge (1866).

DE PISTOYE ET DUVERDY. — Traité des Prises Maritimes (1859).

J. RAY. — Commentaire du Pacte de la Société des Nations selon la politique et la jurisprudence des organes de la Société (1930).

R. ROBIN. — Des occupations militaires en dehors des occupations de guerre (1913).

CH. DE LA RONCIÈRE. — Histoire de la Marine française (1898-1920).

CH. DE VISSCHER. — La responsabilité des Etats (*Biblioteca Visseriana dissertationum jus internationale illustrantium*, 1924).

#### IV. — OUVRAGES EN LANGUE ÉTRANGÈRE.

FACCIO. — La Repprasaglie (1906).

GUARINI. — La Repprasaglie in tempo di pace; storia e dottrina (1910).

SCHÜKING UND WEHBERG. — Die Satzung des Völkerbundes (1924).

K. STRUPP. — Das Völkerrechtliche Delikt (1920, et *Revue Générale de Droit international Public*, 1924).

## V. — RECUEILS DE TRAITÉS, LOIS, etc...

CLEIRAC. — Us et coutumes de la mer (1647).

DE CLERCQ. — Recueil des Traités de la France (depuis 1713) 1880.

J. DUMONT. — Corps Universel Diplomatique du Droit des Gens (1726).

DE LAPRADELLE et POLITIS. — Recueil des Arbitrages Internationaux (1923).

ORTOLAN. — Règles internationales et diplomatie de la mer (1843).

J. M. PARDESSUS. — Collection des Lois Maritimes antérieures au XVIII<sup>e</sup> siècle (1828-1845).

*Deuxième Conférence Internationale de la Paix*, 1907. Actes et documents (1907).

## VI. — PÉRIODIQUES.

*Revue Générale de Droit International Public.*

1904 J. BASDEVANT. — L'action coercitive anglo-germano-italienne contre le Vénézuéla (1902-1903).

1906 ANZILOTTI. — La responsabilité des Etats à raison des dommages soufferts par les étrangers.

1907 DRAGO. — Les emprunts d'état et leurs rapports avec la politique internationale.

H. MOULIN. — La doctrine de Drago.

GUERCHITCH. — Le Conflit douanier entre la Serbie et l'Autriche au point de vue du Droit international.

1912 PERELS. — Le Droit de Blocus en temps de paix.

1924 ALB. GUANI. — Les mesures de coercition entre membres de la Société des Nations envisagées spécialement au point de vue américain.

N. POLITIS. — Les Représailles entre états membres de la Société des Nations.

L. CAVARÉ. — L'occupation pacifique.

CH. DE VISSCHER. — L'interprétation du Pacte au lendemain du différend italo-grec.

K. STRUPP. — L'incident de Janina entre la Grèce et l'Italie.

*Annales de l'Ecole des Sciences Politiques.*

1882 CH. DUPUIS. — Un conflit entre Frédéric II et l'Angleterre au sujet des prises maritimes.

*Recueil des Cours de La Haye* (Académie de Droit international).

1925 G. GIDEL. — Droits et devoirs des nations. La théorie classique des Droits fondamentaux des Etats.

Q. SALDANA. — La justice pénale internationale.

1927 H. KRAUS. — La morale internationale.

C. BARCIA TRELLES. — Francisco de Victoria et l'école moderne du Droit international.

1928 Y. DE LA BRIÈRE. — L'évolution de la doctrine et de la jurisprudence en matière de représailles.



